



# Le Monde

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 12907 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

DERNIÈRE ÉDITION

MARDI 29 JUILLET 1986

## Etape démocratique en Thaïlande

Le premier ministre thaïlandais, M. Prem Tinsulanonda, devrait se succéder à lui-même à la tête d'un nouveau gouvernement de coalition dominé, selon toute probabilité, par les élus du Parti démocrate. En effet, bien que cet ancien officier qui jouit de la confiance du roi ne soit pas un « élu du peuple », sa reconduction s'inscrit dans la logique du scrutin par lequel la Thaïlande s'est dotée, le dimanche 27 juillet, d'un nouveau Parlement.

Plusieurs enseignements peuvent être tirés de cette consultation au suffrage universel, la quatrième du régime de monarchie constitutionnelle instaurée en 1932. Elle marque, en premier lieu, une nouvelle étape dans la progression du royaume vers une démocratie allégée de la tutelle des militaires. Elle consacre, ensuite, une remarquable redistribution des équilibres politiques. Enfin, de l'avis général, et même si l'on déplore une douzaine de meurtres dans le cadre de ces élections, le niveau des violences physiques et celui de la corruption sont relativement bas. Selon les critères locaux.

Dirigé par le vice-premier ministre, M. Bichai Rattanakul, le Parti démocrate apparaît comme le grand vainqueur de la consultation. Tout indique qu'il devrait obtenir plus de cent sièges sur un total de trois cent quarante-sept alors qu'il n'en contrôlait que cinquante-six dans la précédente législature. Or les démocrates, qui bénéficient du soutien croissant des classes moyennes, des citadins et des intellectuels, n'avaient pas hésité à faire campagne contre l'ingérence des militaires dans les affaires publiques, notamment par le recours quasi rituel au coup d'Etat.

Autre signe des temps, l'armée avait, contrairement aux habitudes, reçu l'ordre de son nouveau commandant en chef, le général Chavalit, de se tenir à l'écart de la campagne. Elle n'avait pas non plus reçu de consigne de vote.

Plusieurs anciens militaires qui avaient choisi le voie parlementaire pour accéder au pouvoir ont été élus. En revanche, le Parti d'union démocratique, récemment mis sur pied pour servir les intérêts d'un officier conservateur, le général Arthit Kamlang-Ek, ancien commandant en chef, a manifestement échoué. Le général Arthit, à qui la rumeur avait prêté des intentions de coup d'Etat, avait récemment perdu une épreuve de force politico-militaire engagée contre le premier ministre, M. Prem Tinsulanonda.

Outre le Parti démocrate, les deux autres grandes formations politiques traditionnelles du royaume ont obtenu des succès. Le Chart Thai (Nation thaï), formation conservatrice proche des milieux d'affaires, devrait néanmoins arriver en deuxième position. Le Parti d'action sociale, en proie aux dissensions et déserté, il y a peu, par son fondateur M. Kukrit Pramo, pourrait perdre jusqu'à la moitié de ses quatre-vingt-douze sièges.

L'échec du Parti d'union démocratique du général Arthit et le succès du Parti démocrate renforcent « a priori » la position du premier ministre sortant. De surcroît, M. Bichai, qui avait souhaité que le prochain premier ministre soit élu au suffrage universel, a déclaré dimanche soir que son parti ne ferait pas obstacle à une personnalité extra-parlementaire. On ne saurait, en l'occurrence, être plus clair.

## Réduction des troupes en Mongolie et en Afghanistan

### M. Gorbatchev fait un geste en direction de Pékin

Dans un discours prononcé le lundi 28 juillet à Vladivostok, capitale de l'Extrême-Orient soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev a annoncé que l'URSS rapatriera d'ici à la fin de l'année en cours six régiments d'Afghanistan. Il a également annoncé que Moscou est en train d'examiner avec les dirigeants de Mongolie le retrait d'une grande partie des troupes soviétiques qui se trouvent dans ce pays. Cette décision apparaît comme un geste à l'égard de Pékin.

Le retrait de six régiments d'Afghanistan (un régiment blindé, deux régiments d'infanterie mécanisée et trois régiments des forces antiaériennes) est largement symbolique, puisque le total (non précisé) par le chef du PC soviétique devrait être d'environ dix mille hommes sur cent vingt mille. M. Gorbatchev veut voir cependant dans cette initiative unilatérale un geste destiné à « accélérer le règlement politique (du problème afghan) en lui donnant une nouvelle impulsion ». La réduction de toutes les troupes soviétiques, ajoute-t-il, sera « accélérée » en cas de règlement diplomatique.

Plus importante, peut-être, est l'annonce que le retrait d'une « grande partie » des troupes soviétiques en Mongolie est actuellement examinée avec les dirigeants d'Ulan Bator, d'autant que l'agence Tass annonce également, ce lundi, l'arrivée en URSS de M. Batmunkh, numéro un de Mongolie. Le geste est à rapprocher d'une autre allusion de M. Gorbatchev à des « mesures supplémentaires » qui pourraient être prises pour « créer un climat de bon voisinage » avec la Chine. On sait que l'une des conditions posées par

Pékin à la normalisation avec Moscou est l'éloignement des troupes soviétiques à sa frontière.

M. Gorbatchev a enfin évoqué la lettre que lui a fait parvenir M. Ren Zhenyuan en réponse à ses propositions de désarmement, se bornant à indiquer que celle-ci « offre matière à réflexion ».



Les exportations françaises aux Etats-Unis

## Vade-mecum pour l'outre-Atlantique

Pour s'implanter durablement aux Etats-Unis, il faut offrir un produit original de qualité et ne pas se laisser déqualifier par les premières rebuffades.

NEW-YORK de notre envoyé spécial

Qu'il pleuve ou qu'il vente, les Américains n'ont pas pour habitude de ranger leurs chaises de jardin. Ce simple fait de société peut avoir des conséquences imprévues pour un producteur étranger. Ainsi la société Allibert se serait-elle trompée en exportant, sans plus de modifications, ce matériel fabriqué en France. Elle a dû inventer le coussin qui laisse passer l'eau et garantir ses montures en bois contre toutes les intempéries. Quant à ses tapis, ils

n'étaient pas aux normes. Il fallait les raccourcir dans la largeur. Donc changer les rouleaux de fabrication, ce qui fait que les livraisons ne commenceront qu'en 1987.

Dures réalités qui expliquent en grande partie les difficultés de nos échanges commerciaux avec les Etats-Unis. En 1985, et pour la première fois depuis 1959, la France a connu un excédent de 2 milliards de francs. Feu de paille. Sur les cinq premiers mois de 1986, le déficit est réapparu. Son montant, 4,4 milliards de francs, laisse craindre qu'on n'en revienne au niveau des plus mauvaises années.

La bataille gagnée en 1985 devrait donc beaucoup à des facteurs conjoncturels tels que la forte demande en provenance des

Etats-Unis, comparée à la faible croissance enregistrée en France, ou la hausse du dollar jusqu'au printemps de l'année dernière. Comparaison sans appel : tandis que le PIB français progressait de 3,4 % en trois ans (1983, 1984, 1985), le PIB américain augmentait, lui, de 12,8 %. Quant au dollar, il valait 7,62 F, en moyenne, en 1983, et 9 F deux ans plus tard, avec une pointe historique à 10,60 F en février 1985.

Le vent a tourné depuis. L'écart de conjoncture s'est considérablement réduit, et la devise américaine est devenue moins chère qu'il y a trois ans. Les masques tombent, la réalité se manifeste dans toute sa rigueur. Quels qu'aient été les avantages de conjoncture, on s'aperçoit qu'en trois ans la France n'a pratiquement pas augmenté ses parts de

marché. Certes elle a exporté plus, mais sans réussir à gagner du terrain par rapport aux autres pays exportateurs. Avec 2,9 % du marché américain, elle se situe au septième rang, derrière le Canada (premier client, avec 22 % des exportations), le Japon (10,6 %), le Mexique (6,4 %), la Grande-Bretagne (5,3 %), la RFA (4,2 %) et les Pays-Bas (3,4 %).

A quoi tient cette incapacité à profiter des circonstances ? On peut donner à cette question trois réponses essentielles : les producteurs français se sont réveillés trop tard ; ils ont encore trop peu nombreux à se lancer dans la grande aventure ; ils ont cru trop longtemps qu'ils seraient payés sur leur bonne mine.

FRANÇOIS SIMON.  
(Lire la suite page 21.)

## Les innovations de la gauche annulées

### Le gouvernement annonce une réforme de l'ENA

Le gouvernement met au point une série de réformes de la haute fonction publique et notamment de l'Ecole nationale d'administration. M. Hervé de Charette, ministre délégué chargé de la fonction publique et du Plan, devait tenir ce lundi 28 juillet une conférence de presse. Les textes qu'il prépare pour l'automne devront s'harmoniser avec les réformes administratives plus générales dont sera chargé M. Camille Cabana lorsqu'il deviendra ministre délégué auprès du premier ministre.

Ces projets concernent le recrutement des membres des grands corps de l'Etat, des administrateurs civils et des attachés d'administration. Ils prévoient essentiellement la suppression de la troisième voie d'accès à l'Ecole nationale d'administration créée en 1983 au bénéfice des élus

locaux, des syndicalistes et des permanents du mouvement associatif qui ne possédaient pas la qualification exigée aux concours d'entrée normaux à l'ENA. Le ministre va également supprimer l'accès direct à cette école qui était réservé chaque année à deux polytechniciens et à quatre « normaux ». Enfin l'effectif des promotions d'« énarques » sera réduit de moitié avec seulement quatre-vingts postes offerts dès la fin de 1987.

« Le symbole de l'expansion permanente du rôle de l'Etat », qu'est devenue l'ENA, n'est plus justifié, estime M. de Charette, puisque la doctrine de la majorité tend précisément à désengager l'Etat. Dans le même esprit, il ne serait plus souhaitable que l'ENA soit le seul pôle d'attraction de l'élite intellectuelle désireuse de servir l'Etat. Cette conception pourrait logiquement aboutir à un recrutement plus diversifié.

A. P.  
(Lire page 6  
l'entretien avec M. de Charette.)

## CHRONIQUE DES ANNÉES 60

### Quel avenir pour les mineurs ?

PAGE 8

### Le sommet de l'OUA

Condamnation des Occidentaux et problèmes économiques de l'Afrique.  
PAGES 3 et 24

### Le prix du pétrole

Alors que l'OPEP se réunit à Genève, le baril a retrouvé son niveau réel de 1950.  
PAGE 20

## Le Monde

### ÉCONOMIE

Le Royaume-Uni dans le club des exportateurs agricoles.  
La chronique de Paul Fabra.  
PAGES 17 et 18

### Karpov contre Kasparov

Le match-revanche du championnat du monde d'échecs débute à Londres.  
PAGE 14

### Le pionnier Greg LeMond

La première victoire d'un Américain dans le Tour de France n'est un événement que pour les Européens. Aux Etats-Unis, le vélo reste une discipline confidentielle et, Greg LeMond, Andrew Hampsten (4<sup>e</sup>) et Inga Thompson (3<sup>e</sup> du tour féminin), des inconnus. Pourtant l'intérêt s'éveille outre-Atlantique. Le championnat du monde qui aura lieu cette année à Colorado Springs, sera une occasion pour Greg LeMond d'être prophète en son pays.

Le sommaire complet se trouve page 24

## Le pays niçois défiguré par le feu

### Côte d'Azur, côte de cendres

NICE de notre correspondant régional

De La Turbie à Eze et au-delà, sautant les corniches, dévalant et remontant les pentes comme un cheval fou, le feu a en quelques heures dévasté l'un des plus beaux sites de la Côte d'Azur. En ce dimanche après-midi chaud et lourd, on est venu en famille contempler le désastre.

A la garrigue verdoyante et aux bois de pins et de chênes, a fait place un paysage de caillasse grises et noires d'où s'élevaient encore des fumeroles tenaces. Spectacle désespérément banal de crêtes calcinées, d'arbres foudroyés, de taillis fantomatiques, de poteaux téléphoniques rongés par les flammes.

L'incendie n'a pas seulement détruit, il a mis à nu aussi les saillies cachées de la nature, boîtes de conserves, bouteilles, débris de toutes sortes jetés au

bord des routes. La dérision ajoutée à la violence. Et la violence aux caprices. Ici, le feu a épargné le dos d'une colline ou le creux d'un vallon qui ont conservé leur parure au milieu d'un océan de cendres. Il n'a fait aussi parfois que ronger les cimes des pins en galopant sous leurs aiguilles.

A Eze, il a encerclé le village perché sur son piton rocheux, et parcouru la plus grande partie du territoire de la commune. Pour le maire, M. André Gianton, soixante-dix-sept ans, élu sans interruption depuis trente-neuf ans, la catastrophe est terrible.

« Nous avions fait un travail de Romains pour embellir notre petite patrie, répète-t-il aux journalistes qu'il reçoit sans désespoir. Devant un tel désastre, je ne sais plus quoi dire. C'est désolant, désolant... On ne baissera pas les bras. On recommencera, mais je ne serai plus là pour revoir la commune reverdir. Je ne sais même pas si les jeunes géné-

rations le reverront. Il y a tant à faire. Il nous faudrait des moyens considérables... »

C'est en montant vers le fort de la Rovère, l'une des fortifications qui surplombent la Grande Corniche, que l'on découvre toute l'ampleur du sinistre. « Le feu est arrivé ici au début de la soirée, explique un habitant de la commune. Il a fait ce qu'il a voulu. »

Le fort, qui abritait jusqu'en 1981 un détachement de chasseurs alpins, a opposé ses murs épais aux flammes qui ont couru sur ses terrasses gazonnées, mais toutes les pentes alentour sont noircies sur fond de mer bleue.

Quelques rares promeneurs silencieux jettent un regard et font demi-tour. « Le dimanche, il y avait toujours beaucoup de monde, ajoute notre interlocuteur. Maintenant, il ne viendra plus personne avant longtemps. »

GUY PORTE.

(Lire la suite page 9.)

LA BIBLIOTHEQUE DES VOIX





# Débats

## UN DÉFI DE SOCIÉTÉ

Les réponses à donner aux défis du siècle — et surtout du prochain — ne se trouvent pas dans les programmes politiques. Jean Castarède voudrait qu'une institution de même nature que le Plan d'après-guerre assure la confrontation des projets et l'émergence d'une volonté. Jacques Robin demande une remise en cause fondamentale de notre système économique.

## L'Etat catalyseur

La mutation technologique appelle une autre façon de penser et d'agir

IL ne faudrait pas que la rigueur économique fasse perdre de vue à notre pays sa véritable ambition, qui est de maintenir son rang et d'échapper à la tentation de l'effacement inéluctable sans effort et innovation.

A l'heure actuelle, bien qu'assez loin derrière les plus grandes nations, nous avons souvent une meilleure place que celle qu'impliquerait notre poids démographique : deuxième position pour les services informatiques et l'agro-alimentaire, troisième position nucléaire ou spatiale, quatrième position pour le commerce international. Le maintien de ces places implique de ne pas manquer les virages technologiques de la fin de siècle.

Il faut saluer comme un événement que le seul rapport du précédent septennat publié il y a un an, *Technologies et Société*, ait mis l'accent sur nos options économiques, sociales et culturelles liées aux technologies de pointe.

Le rang d'une nation, dans la hiérarchie des puissances, ne tient pas seulement à ses ressources minérales, à sa géographie ni même, à un moment donné, aux contraintes économiques qui pèsent sur elle, mais surtout à sa cohérence dynamique. La nécessité de réinventer l'avenir est aujourd'hui la chance de la France.

Au lendemain de la guerre, le système de planification représentait une méthode originale pour assurer la confrontation des projets et l'émergence d'une volonté. C'est une institution de même nature qui s'impose aujourd'hui. La reconnaissance devrait être notre obsession.

La mutation technologique appelle une mutation des manières de penser et d'agir. Plus que toute autre nation, la France

par JEAN CASTARÈDE (\*)

révolutionnaire, gaulliste et soixante-huitarde a été créative en ce domaine. Malheureusement, impliqué dans de multiples rôles, l'Etat se perd en d'infinis arbitrages. Les discours ne parviennent ni à nommer le présent ni à projeter l'avenir, tant les nouvelles richesses échappent aux nomenclatures, aux vérités et aux idéologies.

L'économie est désormais immatérielle et elle est autant dans la formation de l'utilisateur que dans l'expertise de l'ingénieur. Nous entrons dans la société de service où le « savoir-faire » l'emporte sur le « savoir-faire ».

### Quatre conclusions majeures

Quatre conclusions majeures se dégagent de ce bilan prospectif :

— la vie quotidienne, l'économie des entreprises et donc l'emploi, l'éducation et l'information, la santé seront transformés par les nouvelles technologies, en particulier celles du partage de l'interaction, c'est-à-dire de la puce et du microbe ;

— grâce aux travaux accumulés durant les années de crise, par le double effort de revalorisation de la recherche et de redéploiement industriel vers les secteurs de pointe, la France est parmi le petit nombre de pays capables de tirer le meilleur parti de cette mutation ;

— faire des technologies l'instrument d'une nouvelle ère de

(\*) Coauteur du rapport *Technologies et Société*, demandé en 1980 à Norbert Segard (Documentation française, 1985).

développement économique et social et d'enrichissement culturel constituera la nouvelle étape ;

— l'appel à la créativité, aux compétences et aux expériences individuelles, les initiatives très décentralisées et la participation de toutes les forces nationales à un large débat social s'imposent pour orienter les choix. Cet élan concerté sera l'occasion d'un renouvellement des structures de l'Etat ainsi que d'un approfondissement de la démocratie.

Enfin, dans ses recommandations qui gardent toute leur actualité, ce rapport propose de libérer l'initiative : contre le monopole des experts et contre les égoïsmes corporatistes, contre les rigidités de la gestion du temps en introduisant la vie à la carte ; contre le règne du chiffre et la gestion à court terme.

Il est proposé aussi de reconstruire le débat social en diffusant la culture technique (nouvelle instruction civique).

En deuxième lieu, il faut changer les décisions en maintenant l'Etat dans sa fonction de catalyseur : il doit rester le gouvernail et ne pas être le navire. De nombreux organismes travaillent en ordre dispersé. Il faut leur montrer un cap. L'application sur le terrain des chartes d'expérimentation est le meilleur antidote au corporatisme dominant, le meilleur encouragement des régionalismes naissants.

Enfin, il faut insuffler l'élan par un message humaniste qui permette aux hommes déboussolés par la rapidité du progrès technique de retrouver à la fois le sens d'une coopération internationale et l'identité française.

Réconcilier la rigueur de la pensée et la créativité de l'imagination, c'est peut-être la vocation de la cohabitation.

## La vraie cohabitation

S'entendre sur un nouveau mode de répartition des richesses créées en dehors de la main de l'homme

par JACQUES ROBIN (\*)

EN dépit des déclarations ronflantes de la classe politique, les Français, dans leur plus grand nombre, sont sceptiques sur le présent et inquiets sur l'avenir. La réalité quotidienne est, de fait, désespérante. Le chômage, qui ravage déjà par millions, guette chacun, malgré les multiples plans proposés. Sans doute nombreux sont ceux qui vivent bien, souvent insolemment bien, mais une fraction grandissante de la population se voit contrainte de survivre par la débrouillardise, grâce aux ficelles du noir, à l'utilisation du repaire familial par les jeunes et aux diverses formes de « restaurants du cœur ».

La menace physique pèse sur la vie de la rue : notre société, de plus en plus inhumaine, se familiarise avec la présence policière à tous les carrefours.

Face à cette situation, les discours politiques se vide. En France, l'espérance naïve née en 1981 a vécu ; sans doute les socialistes avancent-ils des arguments pertinents pour justifier leur bilan gouvernemental. Leur capacité à convaincre reste toutefois médiocre : car, enfin, détenir tous les pouvoirs politiques pendant cinq ans et redevenir minoritaire ne peut passer pour un succès, même en obtenant 32 % des suffrages ! Les écarts de travail des prétendants semblent surtout préoccupés par la course au pouvoir ; les propositions, faites dans le *Monde*, sous le pseudonyme de « Monrocet », par une personnalité élyséenne de poids n'entraînent malheureusement pas la conviction d'un renouveau prochain des objectifs de fond du socialisme officiel.

Quant aux responsables de la nouvelle majorité, leurs propositions dérisoires nous renvoient à plus de cinquante ans en arrière : leur premier geste ne fut-il pas d'aller rendre allégeance à l'ancêtre Antoine Pinay ? Malgré son étonnante agitation physique, Jacques Chirac peut difficilement nous faire croire qu'il dominera les ruptures de notre époque par l'invocation magique de quelques mots : confiance, concurrence, libéralisme, privatisation. Déjà, la recherche française, dont dépend l'avenir du pays, est sacrifiée pour des profits à court terme des financiers, intermédiaires et autres joueurs.

Mais que pouvons-nous faire ? De toute urgence tentons de comprendre enfin la nature de la crise multidimensionnelle qui se déve-

loppe ! Le travail humain cesse d'être matériel pour devenir logiciel. Nous entrons dans la sphère toute neuve, inédite pour les économistes, de la reproductibilité quasi gratuite des images, des textes et des biens. Une « nouvelle productivité » se secrète, liée à l'irruption permanente des savoir-faire de la communauté scientifique et technique internationale.

Mais nous continuons à ne pas vouloir prendre la mesure du chômage technologique qui nous attend : les nouveaux objets informationnels, qui maîtrisent une part grandissante de la production de biens, ne créent pas de nombreux emplois pour leur fabrication ni pour les services dont ils ont besoin ; les emplois disparaissent progressivement malgré l'ampleur des chassonnnettes de charme à leur sujet.

### Partage du travail

Bien entendu, le besoin de services sociaux reste immense ; mais, dans notre économie marchande, comment les rendre solvables ?

Eh bien, il nous faut remettre en cause notre système économique (jusqu'à sa théorie de la valeur), infléchir les flux de production et de distribution ainsi que les modalités de circulation monétaire et financière. Vers quoi ? Vers un nouveau mode de répartition de ces richesses façonnées en dehors de la main de l'homme. Le rôle primordial de l'économie n'est-il pas d'optimiser la création de biens, et seulement accessoirement de créer des emplois ?

Comme le dit André Gorz, « c'est le partage du travail et la diminution de sa durée qui devraient être programmés, en tant que variable indépendante et contrainte sociale, en fixant le calendrier à la lumière des gains de productivité réalisables (1) » tout en respectant la double nécessité de l'arbitrage par la concurrence et de la sauvegarde de l'innovation créatrice.

Une telle orientation nécessite des bouleversements. D'abord, l'élaboration d'objectifs, en fonction des besoins recensés, dans les différentes branches des activités agricoles, industrielles et de ser-

vices. Une politique des prix où des taxes appropriées (comme la TVA) corrigent les seuls prix du marché. La refonte du système fiscal. Des réformes en profondeur des politiques d'éducation et de formation. Cela conduit aussi à instituer un revenu minimum pour tous, qui ne soit pas de l'assistance, d'où de nouveaux modes d'utilisation de la (ou des) monnaies.

Deux obligations paraissent inconditionnelles : — La première, c'est la nécessaire création d'un espace européen de l'industrie, de l'économie et de la culture, car de telles orientations ne peuvent être prises dans un seul pays ;

— La seconde, c'est une transformation en profondeur des motivations et des mentalités. La possession de toujours plus d'objets grâce à l'argent-roi doit cesser de représenter, comme un miroir aux alouettes, l'objectif prioritaire dans la vie de chacun. Si l'acte d'entreprendre reste une activité de choix pour la nature humaine, d'autres valeurs, comme la connaissance, la créativité, la communication, la disponibilité aux autres (en particulier aux déshérités du globe), s'offrent à nous, si nous le désirons, pour remplir, avec plus de plénitude, le temps de plus en plus libéré des humains.

Ces immenses défis demandent prise de conscience et imagination. Est-il donc concevable que les socialistes en cure de réflexion n'en voient pas l'implacabilité ? Lionel Jospin, Jacques Delors, Michel Rocard, Laurent Fabius, entre autres, ne peuvent ignorer qu'un socialisme moderne à visage humain est interpellé par ces réalités de la technologie et de la culture.

En dehors d'eux, est-il impensable que des personnalités non socialistes n'ayent pas le nez fixé sur le court terme du pouvoir, comme Jacques Barrot, Monique Pelletier, Bernard Stasi, ou en quêtant d'un système social plus adapté, comme Pierre Juquin ou Marcel Rigout, acceptent de se confronter aux interrogations posées par les ruptures scientifiques et culturelles en cours ?

La cohabitation réelle, celle souhaitée confusément mais profondément par les Français et les Européens, ne peut se réaliser que sur un projet de cette envergure.

(1) André Gorz, « Tu mangeras, même si tu ne travailles pas », *la Lettre internationale*, n° 8.

(\*) Président du groupe sciences-culture du CESTIA.

## COURRIER DES LECTEURS

### Pour une déontologie nucléaire

Avec de douloureux soubresauts qui ont nom : Three-Mile-Island, Tchernobyl, Windscale, dans des temps plus anciens, et d'autres incidents de moindre importance, le nucléaire industriel accouche d'une éthique. Voilà qui est bien mais demandera du temps pour s'imposer à tous les membres du club des puissances nucléaires.

En vérité, ce qui manque le plus à l'heure actuelle au nucléaire industriel, c'est une déontologie ; une déontologie claire, acceptable par tous, qui définirait non seulement les devoirs des entrepreneurs sur le plan de la technique, de la radioprotection, mais aussi de l'information (1).

Il n'est que de voir la façon dont a été traité l'accident de Tchernobyl tant dans les pays de l'Europe de l'Ouest que de l'Europe de l'Est pour être édifié sur la profondeur du fossé séparant les interprétations d'une nation à l'autre.

Pourquoi l'ICRP, sous l'égide de l'Agence internationale, ne s'attacherait-elle pas, sortant de sa réserve de conseiller, à la rédaction de ce code ?

La France serait la première à bénéficier de ce travail qui ne pourrait qu'exorciser les vieux démons qui nous hantent et remettre les hommes et les faits à leur juste place.

Pour ce qui est de la manie du « secret », il est exact qu'elle est l'arme suprême des technocrates qui leur permet de conserver sur les techniciens un pouvoir à la mesure de leur incompétence. La

manie du « secret » a causé au nucléaire industriel plus de tort que ne lui en causeraient jamais ses contempteurs les plus acharnés.

*Volens nolens*, le nucléaire a un bel avenir devant lui, acceptons-le d'un cœur confiant et finissons-en avec l'équation fantasmagorique : nucléaire = bombe = apocalypse.

D. PIERRE LALU, ex-médecin d'un centre d'études nucléaires du CEA.

(1) Cf. l'article de Jacques Furet « Désinformation nucléaire », dans *le Monde* du 2 juillet.

### Un nuage d'arsenic.



## LE

### PATRONS ET SYNDICALISTES SUR LE TERRAIN

### Paroles libérées

LES entreprises se mettraient-elles à parler ? Deux livres, très différents, l'affirment. L'un émane d'un inspecteur du travail de Quimper, Jacques Le Goff — *Du silence à la parole* (1), — l'autre d'un consultant d'entreprise, Henri Vacquin — *Paroles d'entreprises* (2). Tous les deux ont en commun d'être en relation avec des patrons et des syndicalistes. Mais le premier verbalise alors que le second diagnostique et même soigne... L'ouvrage de Jacques Le Goff est certes austère mais son voyage dans le temps, de 1830, époque du « droit au travail », à nos jours, avec la « prise de parole » amorcée en 1968, est si minutieux, si pointilliste, qu'il finit par faire partager au lecteur sa passion de la découverte.

Jacques Le Goff est un acteur engagé. Selon la formule de Goethe, il est sincère mais non impétueux. Et son livre est postfacé par

M. Edmond Maire. Mais son récit est édifiant. Au plein sens du mot. Il montre comment s'est construit le droit du travail depuis qu'un cinquième siècle un sumérien honnête parlait de « moraliser la classe ouvrière, partie gangrannée de notre société » à ce qu'il appelle en 1936 l'entrée dans la « modernité sociale ».

Jacques Le Goff n'épargne pas ses critiques, même quand il évoque l'« indigence effrayante » de la majorité des contenus d'entreprise. Adapte des lois Auroux, il estime que « la fameuse crise de l'Etat-Providence » doit permettre d'« ouvrir de nouveaux espaces » pour permettre aux salariés de se prendre en charge. Avec Henri Vacquin, on change de style et surtout on passe de la théorie à la pratique. L'écriture est alerte. Les récits sont vivants, les témoignages souvent truculents. Vacquin a choisi

de « plonger » dans les entreprises en en faisant parler les acteurs : de la dactylo-facturière au PDG — qui s'entête à refuser de traiter un conflit du travail ramené à une « peccadille ». Des vies d'employeurs, d'ouvriers, d'ingénieurs, de syndicalistes, de cadres sont livrées à vif. Blocages, conflits, mesquineries quotidiennes, panmes de décision, fonctions ligotées — les cadres étant présentés comme les « grands spécialistes du non-non-dit », — expressions libérées, tout est mis à nu. Sans indulgence. Mais sans a priori dogmatique.

Le mérite d'Henri Vacquin, c'est d'exprimer le non-dit, de révéler le caché, et même d'appeler le travail le « chagrin ». En bon consultant, il observe que, grâce à la crise — ou plutôt à la « mutacrise », — l'entreprise, après avoir été le « sanctuaire de l'exploitation du genre humain », est devenue « le brouillon

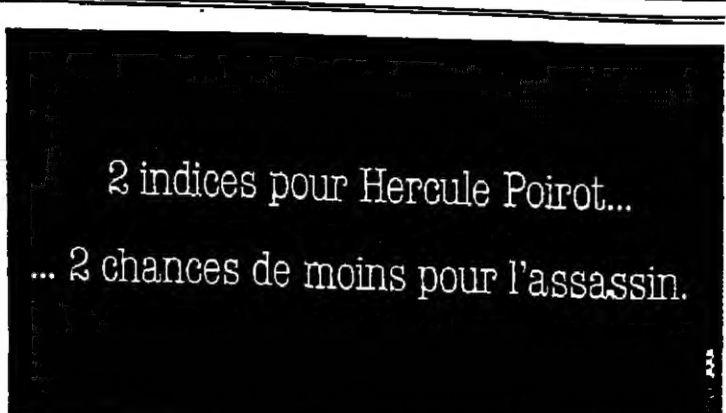
de l'avenir ». Il a aussi le mérite de ne pas tout ramener à la crise du syndicalisme, évoquant aussi la crise du patronat, dont les membres « fonctionnent à la peur du loup ».

Il a bien vu que derrière l'immobilisme syndical se développait déjà un « souffle de désordre » qui aidera le syndicalisme à évoluer pour peu que... les dirigeants d'entreprises s'identifient « à s'adapter aux réalités, à quitter ses rêves ». Encore faut-il s'interroger sur le travail, réinventer la négociation, accepter que les acquis ne soient plus « éternels et intouchables » mais « aléatoires, temporaires, négociables », bref, « mortifères ».

MICHEL NOBLECOURT.

(1) 374 p., 150 F. Editions Calligrammes, « la Digitale ».

(2) 219 p., 85 F. Editions du Seuil, « L'épreuve des faits ».



AGATHA CHRISTIE

crime est sa passe de thé

Le vrai visage du crime



# Etranger

L'ouverture du vingt-deuxième sommet de l'OUA

## Une prise de conscience nouvelle des réalités économiques

«Heureusement», il y a l'Afrique du Sud! Plus encore que les années précédentes, la dénonciation de l'apartheid et la question des sanctions contre Pretoria vont servir d'utile «ciment» entre les chefs d'Etat des pays membres de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), dont le vingt-deuxième sommet s'ouvre, ce lundi 28 juillet, à Addis-Abeba. Pourtant, même cette unanimité-là sera de circonstance. Entre la Nigeria, chef de file des «durs», qui souhaite que le sommet mette en cause, voire «sanctionne», les pays occidentaux coupables de s'opposer à l'isolement de l'Afrique du Sud, et les autres pays africains, plus nombreux et plus discrets, qui ne veulent pas mécontenter des grandes puissances qui sont aussi des bailleurs de fonds, il y a, outre des positions et des intérêts divergents, toute l'étendue du drame d'un continent sinistré, incapable de s'extraire des problèmes autrement essentiels.

Jusqu'à présent, l'OUA n'a jamais résolu aucun problème. Le propos est du président togolais, M. Hissène Habré, et il est sévère. Si la grande messe panafricaine qui a lieu chaque année, avec ses déclarations rituelles et ses consensus prudents, n'a jamais produit de résultats concrets pour améliorer le présent ou éclairer l'avenir, il apparaît pourtant que «quelque chose» — un état d'esprit — est en train de changer, qui pourrait se révéler plus fondamental.

Les chefs d'Etat africains qui vont se retrouver dans la salle de l'Africa Hall, à Addis-Abeba, semblent avoir franchi une étape, dans la mesure où, collectivement, ils ont fait une sorte d'examen de

conscience. Jusque-là, l'Afrique ne voyait de salut pour elle-même qu'en appelant à l'aide. Anciens colonisateurs, et, à ce titre, réputés responsables de la plupart des difficultés du continent, les pays occidentaux se devaient de pallier les carences des pays africains. Qu'il s'agisse de la famine, de la sécheresse, de la faillite des économies ou des guerres, ils étaient présumés disponibles, pour nourrir, renflouer ou rétablir l'ordre.

Au fond, ni l'Occident ni l'Afrique n'avaient digéré le «complexe colonial». Même si, pour de nombreuses années encore, la dépendance psychologique des uns par rapport aux autres (sans parler de la dépendance économique) n'est pas prête de disparaître, les Africains — on le voit depuis quelques années dans diverses conférences internationales — ont accepté une vérité simple : faute de s'attaquer elle-même à ses difficultés, l'Afrique ne peut espérer s'en sortir, car les Occidentaux n'ont ni la volonté ni les moyens financiers de subvenir indéfiniment à ses besoins.

Déjà, en juillet 1985, lors du précédent sommet de l'OUA, la déclaration d'Addis-Abeba posait un principe essentiel : les pays africains doivent régler leurs dettes, ce qui voulait dire : «Nous devons, nous aussi, faire des efforts». Cette affirmation, quoiqu'elle rappelle fâcheusement le «plan d'action de Lagos» de 1980 resté lettre morte, traduisait une prise de conscience nouvelle. Depuis, d'autres signes ont suivi. A cet égard, on a sans doute médité des résultats de la session spéciale des Nations unies sur la situation économique de l'Afrique qui s'est tenue en mai dernier. S'agissant des engage-

ments concrets, il est vrai, les Africains ont été déçus. Le programme prioritaire de l'Afrique pour le rétablissement économique chiffrait à 128 milliards de dollars, sur cinq ans, les sommes nécessaires au redressement des économies africaines. Sur ce total, les Africains s'engageaient à réunir 82 milliards. Restaient 46 milliards à trouver. La déclaration finale de la session spéciale reste muette à ce sujet, la com-

mauront un service de la dette trois fois supérieur au montant de leurs remboursements pendant la période 1982-1984.

La chute des cours des matières premières ayant considérablement réduit les capacités de financement de chaque Etat, ceux-ci sont obligés, pour honorer leurs remboursements, d'emprunter toujours plus auprès des institutions financières interna-

plus sûrement la faillite des économies africaines : politiques économiques inadéquates, investissements non productifs, formation d'une main-d'œuvre qualifiée insuffisante, développement agricole délaissé, etc. Surtout, manque de détermination politique. A tout cela s'ajoute une instabilité chronique et un certain conservatisme de pouvoir, que l'ancien secrétaire général de l'OUA, M. Edem Kodjo, résume ainsi : «On a soigneusement évité jusqu'ici d'évoquer les réformes politiques. Il faut que triomphent enfin des systèmes de liberté au détriment d'autocraties monolithiques et oppressives. Il n'existe pas de développement sans participation, sans liberté d'entreprendre et de penser, sans respect des droits fondamentaux de l'homme».

En choisissant ces différents thèmes de réflexion et d'action pour leurs travaux, les chefs d'Etat réunis à Addis-Abeba démontrent sans aucun doute leur détermination. Mais cette approche, faite de lucidité et de pragmatisme, n'est encore que balbutiante. Elle est surtout de peu de poids face aux particularismes et égoïsmes régionaux, aux rivalités et contentieux politiques, au souci de conserver à tout prix un simulacre de consensus panafricain, au travers de l'existence même de l'OUA.

### Une image plus «responsable»

Une prise de conscience collective devient pourtant urgente, si l'on songe à l'évolution prévisible du continent. Avec un taux de démographie qui est le plus élevé du monde — en moyenne 3,08 % par an — la population de l'Afrique, qui est actuellement de 553 millions d'habitants, aura triplé dans quarante ans : 887 millions d'individus en l'an 2000 et 1,6 milliard en 2025, selon la Banque mondiale. Si les tendances actuelles se poursuivent, en 1990, le revenu par habitant sera inférieur à celui des années soixante-dix, alors que, partout ailleurs dans le monde, il sera en nette augmentation.

En outre, d'ici vingt-cinq ans, indique la FAO, l'insécurité alimentaire aura régressé de près de 30 % en Afrique sub-saharienne. Si l'on ajoute à cela que 18 millions d'Africains (contre 35 millions lors de la grande sécheresse de 1984-1985) ont encore besoin d'une aide alimentaire ou sanitaire d'urgence, et que le continent regroupe 4 des 10 millions de réfugiés de la planète, on voit qu'il n'y a guère de raisons de se montrer optimiste.

Mais dresser ce tableau souligne davantage l'importance des quel-

ques signes montrant que les Africains ont, du devenir de leur continent, une approche plus réaliste. De ce point de vue, le travail accompli par le président en exercice de l'OUA, M. Abdou Diouf, a sans aucun doute contribué à donner une image plus «responsable» de l'Afrique. Le chef de l'Etat sénégalais, qui devrait être remplacé par le président du Congo, M. Denis Sassou Nguesso, a montré, à la tête de l'organisation panafricaine, à la fois un dynamisme et un souci de «parler vrai» qui tranchaient avec ses prédécesseurs. Avec M. Idriss Oumarou, secrétaire général de l'OUA (qui devrait rester à son poste), il s'est notamment attaché à assainir les finances propres de l'organisation, ce qui avait, pour le moins, valeur de symbole. Le budget de l'OUA, qui atteint 25,3 millions de dollars, est consacré à 80 % aux dépenses de fonctionnement et son passif s'élève à 33 millions de dollars. Quinze des cinquante Etats membres (cinquante et un avec la RASD) sont à jour de leurs cotisations!

Le président sénégalais a, d'autre part, consacré une part importante de son action à accroître la sensibilité de l'opinion publique internationale aux problèmes de l'Afrique australe (conférences de Paris et de Vienne sur les sanctions contre le régime d'apartheid). Sur le plan diplomatique, en revanche, les résultats n'ont pas été significatifs (s'agissant du Tchad et du Sahara occidental), bien que, pour la première fois, les Africains aient réussi à régler une crise régionale (le conflit Mali-Burkina-Faso) sans que les grandes puissances interviennent.

Au-delà de ces problèmes spécifiques, M. Diouf a montré une réelle détermination à trouver des solutions pour l'avenir économique du continent. Si la conférence sur la dette africaine n'a pas vu le jour en raison de la position de la plupart des pays occidentaux, qui préfèrent une négociation cas par cas (procédure du FMI et rééchelonnements par les clubs de Paris et de Londres) à une négociation globale, en revanche, le simple fait que, pour la première fois, les Nations unies, lors de la session spéciale, se soient penchées sur la situation économique d'un continent (au grand dam des pays latino-américains) constitue une victoire non négligeable.

Les «petits pas» de M. Diouf indiquent la direction des efforts que l'Afrique doit entreprendre pour se sauver elle-même. Les chefs d'Etat de l'OUA sauront-ils éviter de retomber dans l'immobilisme «congénital» de l'Organisation de l'unité africaine?

LAURENT ZECCHINI

La situation économique de l'Afrique n'incite guère à l'optimisme, mais, sous l'impulsion de M. Abdou Diouf, président de l'OUA, qui termine son mandat, les Africains ont cherché les moyens de s'en sortir par eux-mêmes.

munauté internationale s'engageant seulement à «s'épargner aucun effort pour fournir des ressources suffisantes afin d'appuyer et compléter les efforts de développement de l'Afrique».

Pour la première fois aussi nettement, les Africains ont cependant reconnu qu'ils doivent procéder à des réformes internes, faute de quoi l'aide internationale ne résoudra rien en profondeur. Il est d'ailleurs significatif de constater que les différents Etats acceptent de plus en plus le principe de la conditionnalité de l'aide (les concours financiers, notamment ceux de la Banque mondiale, sont plus aisément accessibles aux pays qui se conforment à un programme d'ajustement structurel). Les Occidentaux, de leur côté, ont admis que les efforts entrepris par l'Afrique devaient être accompagnés par de nouveaux appuis extérieurs pour dépasser un cap, celui qui sépare la gestion de la pauvreté de l'investissement.

### Endettement croissant

Car, pour paradoxal qu'il apparaisse, le constat s'impose : les mécanismes d'aide imposés par les pays industrialisés appauvrissent l'Afrique. La dette extérieure totale du continent, qui se situe à environ 175 milliards de dollars — dont près de 90 milliards pour l'Afrique subsaharienne — augmente sans cesse. Ce n'est pas tant le volume de celui-ci qui est en cause — l'endettement africain est presque négligeable comparé à celui des pays latino-américains —, que le montant du «service» de la dette que chaque Etat doit rembourser annuellement. Un exemple : pendant la période 1985-1987, le Sénégal, le Soudan, le Zaïre, le Libéria et la Zambie

tionales, et le cycle infernal se perpétue : ces emprunts ne sont pas affectés à des investissements productifs qui seuls seraient en mesure de diminuer à terme la contrainte extérieure.

D'où la nécessité de ce programme quinquennal de 128 milliards de dollars, dont une part importante est destinée au développement de l'agriculture et donc, au bout du compte, à la croissance. Le mécanisme des rééchelonnements successifs des échéances de la dette est donc fondamentalement «pervers», tout comme le principe de l'aide «liée», obligeant les Etats emprunteurs à accroître les exportations des Etats créanciers. Dans ce «marché de dupes», chaque partie a ses responsabilités. A l'évidence, le taux des intérêts des prêts consentis aux pays africains ne laisse à ces derniers aucune chance de «s'en sortir», et ce qui a été pointé les exigences du Fonds monétaire international peuvent être un facteur de déstabilisation sociale pour des pays fragiles. Si les pays occidentaux restent persuadés que la survie des économies du tiers-monde conditionne à terme la croissance des leurs («s'ils sombrent, nous sombrerons avec eux», avait affirmé M. Mitterrand en novembre dernier, lors de la conférence de la FAO), une nouvelle donne sera nécessaire. Du côté des pays africains, la remise en cause des politiques suivies jusqu'à présent d'une telle ampleur que les chances d'un redressement semblent minces.

Certes, les facteurs externes (catastrophes climatiques répétées, famine endémique, sécheresse, évolution erratique du marché mondial des matières premières, perpétuation de séquelles de l'époque coloniale) pèsent lourdement. Mais les facteurs internes expliquent encore

### A TRAVERS LE MONDE

#### Berlin-Ouest

##### un trou dans le mur

Berlin-Ouest. — Des inconnus ont fait exploser dans la nuit du dimanche 27 au lundi 28 juillet une bombe artisanale qui a creusé un trou d'environ 1 m<sup>2</sup> dans le mur de Berlin. La charge explosive avait été déposée du côté occidental du mur, dans le quartier de Kreuzberg. Un porte-parole de la police ouest-berlinoise a indiqué lundi que les enquêteurs ignoraient le motif de cet acte. Il est cependant certain, a-t-il ajouté, qu'il s'agit bien d'un attentat commis du côté occidental du mur et non pas d'une tentative de passer à l'Ouest depuis Berlin-Est. (AFP.)

#### Vietnam

##### M. Truong Chinh dénonce les «graves erreurs» du parti

Hanoi (AFP). — Le Parti communiste vietnamien a commis de «graves erreurs» dans le domaine «de l'éducation et de la gestion économique» depuis la réunification du pays en 1975, a reconnu le nouveau secrétaire général du parti, M. Truong Chinh, dans un récent discours, a annoncé le samedi 26 juillet l'agence vietnamienne de presse.

«Nos erreurs subjectives ont aggravé une situation déjà très difficile et complexe», a déclaré M. Chinh devant une conférence nationale du parti tenue du 7 au 10 juillet et destinée à discuter du rapport politique qui sera présenté au sixième congrès du parti prévu pour décembre prochain. Il a critiqué les manifestations de «subjectivisme, d'impatience, d'inertie et de conser-

vatisme» dans les rangs du parti qui ont permis «un maintien trop long» du centralisme bureaucratique dans la gestion économique. Il a ensuite demandé l'abolition et l'amendement de toute politique qui, n'étant pas conforme aux lois objectives du parti, entrave la production et sème des «difficultés et troubles» dans la vie quotidienne et dans la société. (AFP.)

#### Yugoslavie

##### Arrestation d'un écrivain dissident

Belgrade. — Un dissident yougoslave, l'écrivain Miroslav Milic, a été arrêté le vendredi 25 juillet à son domicile. M. Milic faisait partie du groupe des six intellectuels jugés fin 1984 et début 1985 pour avoir cherché à «renverser le régime». Il avait été le seul avec le sociologue Milan Nikolic à être condamné à l'issue d'un procès exceptionnellement long convoqué pour purger sa peine le 24 juillet. M. Milic ne s'était pas présenté à la prison de Pozarevac, ayant entre-temps déposé une nouvelle demande de sursis. Mais ses proches ne pensent pas que son arrestation soit liée à cette convocation.

En effet, dans une lettre adressée le 15 juillet à la Cour constitutionnelle de Croatie, M. Milic accusait les services de sécurité, le Parquet et la justice de cette république yougoslave de s'être livrés à un acte de «terrorisme d'Etat» à la personne de son frère, Lucas Milic, un ingénieur résident à Lausanne et ayant la nationalité suisse.

M. Milic affirme que son frère a été victime en février dernier d'une provocation policière à Zagreb, arbitrairement emprisonné pendant une semaine, puis privé de son passeport malgré les garanties du consul suisse. (AFP.)

### La mission du secrétaire au Foreign Office

#### Le Swaziland et le Lesotho réaffirment leur hostilité aux sanctions contre Pretoria

Le secrétaire britannique au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe, a regagné Pretoria, le dimanche 27 juillet, après une brève visite au Swaziland et au Lesotho. Soulignant que son pays dépendait entièrement de l'Afrique du Sud sur le plan économique, le premier ministre swazi, le prince Bhekimphele Dlamini, lui a indiqué que des sanctions contre Pretoria «seraient mortelles pour le Swaziland bien avant qu'elles n'affectent l'Afrique du Sud».

Au Lesotho, Sir Geoffrey a entendu le même discours, le président du conseil militaire au pouvoir, le général Metsing Lekhanya, soulignant que des sanctions «seraient une mauvaise chose pour tout le monde». Le secrétaire au Foreign Office a estimé que «ce sont les voix de pays comme le Lesotho qui devraient être encouragées».

Faisant état, d'autre part, de son entretien, dimanche soir, avec le

ministre sud-africain des affaires étrangères, M. P. W. Botha, Sir Geoffrey a souligné que cette discussion a été marquée par «des propos très durs des deux parties». A Londres, les services du premier ministre britannique ont catégoriquement démenti que M. Thatcher ait l'intention de se rendre en Afrique du Sud au mois d'août, comme l'avait affirmé dimanche le Sunday Telegraph.

En Afrique du Sud, les forces de sécurité ont tué, samedi 26 juillet, au cours d'une fusillade, M. Zondi Molapo, qualifié de «terroriste le plus recherché» du pays, ainsi qu'une femme qui l'accompagnait. La plupart des responsables présumés de la récente vague d'attentats urbains ont été tués ou arrêtés, a affirmé un porte-parole de la police, ajoutant que M. Molapo était recherché pour dix-sept «actes terroristes». — (AFP, Reuter, UPI).

AGATHA CHRISTIE

le crime est sa tasse de thé



le crime se paie : 16,80 f

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75422 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 638572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81  
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Bonnier-Méry (1944-1969)

Jacques Pauzet (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile « Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Bonnier-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Ous.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Correspondant en chef : Claude Sautes.

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-85-91-92 ou 45-85-91-71

Tél. MONDIPUB 206 136 F

### PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$ ; Côte d'Ivoire, 316 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 130 pes. ; Grèce, 85 p. ; Irlande, 120 dr. ; Italie, 1 700 L. ; Japon, 9 400 ¥ ; Liban, 2 000 L.L. ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2 g. ; Portugal, 110 esc. ; Suède, 255 F CFA ; Suisse, 5 fr. ; Tchécoslovaquie, 100 Kčs ; USA, 1,25 \$ ; USA (West Coast), 1,50 \$ ; Yougoslavie, 110 din.

### ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L. — BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL — SUISSE, TUNISIE

584 F 972 F 1 404 F 1 880 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs en

provision : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire

tous les noms propres en capitales

d'imprimerie.

Reproduction interdite de tous articles

sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037



## Proche-Orient

Les suites de la rencontre d'Ifrane

## Le roi Hassan II démissionne de son poste de président en exercice du sommet arabe

Le roi Hassan II a présenté, le samedi 26 juillet, à la Ligue Arabe sa démission du poste de président en exercice du sommet arabe à la suite des réactions défavorables enregistrées dans « certains » pays arabes sur sa rencontre à Ifrane avec le premier ministre israélien, M. Shimon Pérès.

Ce geste du souverain visait à faciliter les conditions d'une réunion d'un tel sommet — réclamée par l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) — après sa rencontre avec M. Shimon Pérès.

Dans un message publié dimanche par l'agence marocaine d'information MAP et adressé à M. Kibi, le souverain affirme : « En raison des remous suscités dans certaines capitales arabes par notre rencontre avec le premier ministre israélien, nous vous demandons de mettre fin à notre présidence de la conférence du sommet afin que, ni en considération de cette présidence ni en tant que pays d'accueil, le royaume du Maroc ne puisse constituer un obstacle sur la voie de la tenue du prochain sommet arabe ».

Cette dernière phrase du souverain indique implicitement que le Maroc accueille favorablement l'appel à la tenue d'un sommet arabe lancé par M. Kibi, auquel jusqu'à présent aucun pays arabe n'a encore réagi. La date et le lieu d'un tel sommet n'ont pas été fixés. M. Kibi avait appelé vendredi, à la demande de l'OLP, à une réunion « urgente » au sommet pour l'élimination des divergences interarabes, après la rencontre d'Ifrane. Le roi Hassan II assumait la présidence en exercice du sommet arabe depuis le sommet de Fès en septembre 1982, tâche confirmée en 1985 lorsque le Maroc avait abrité le sommet arabe extraordinaire de Casablanca.

A Tripoli, le colonel Kadhafi a fait connaître samedi son refus de recevoir un émissaire du roi Hassan II, porteur d'un message. Ce geste ne constitue toutefois aucun changement de fond dans l'attitude, somme toute modérée, que Tripoli a adoptée à propos du sommet d'Ifrane. Le refus du dirigeant libyen a été annoncé, sans commentaire, par l'agence JANA, qui ne s'est même pas expressément référée aux entretiens entre le roi et M. Pérès. « La trahison ne peut servir de matière à discussion ni à un échange de points de vue », a déclaré le numéro un libyen.

Par ailleurs, les congrès populaires de base libyens ont décidé de convoquer le tribunal prévu par les accords d'Oujda sur l'union entre le Maroc et la Libye pour juger les responsables de la rencontre d'Ifrane, qu'ils considèrent comme « un crime national » et « une trahison ».

Le Koweït a été le premier des pays membres du Conseil de coopération du Golfe (CGC) à réagir au sommet d'Ifrane, qu'il a implicitement critiqué dimanche en estimant que toute initiative arabe de paix au Proche-Orient devait avoir le soutien

unanime des Arabes et en particulier de l'OLP.

« Le cabinet exprime sa conviction selon laquelle notre nation arabe n'a aucun moyen de faire face aux dangers et défis venant de nos ennemis, sinon par une position unifiée et un effort continu de renforcement de la solidarité panarabe », a déclaré à l'issue du conseil des ministres le secrétaire général du gouvernement, M. Abdel Aziz Al Otaidi. Aucun autre pays membre du CGC (Arabie saoudite, Qatar, Emirats arabes unis, Oman et Bahreïn) n'a pour l'instant réagi à l'initiative du souverain chérifien. Rappelons toutefois que l'Arabie saoudite a diffusé en direct le discours de Hassan II où il expliquait son initiative.

A Jérusalem, on estime que la tournée proche-orientale que le vice-président américain George Bush a entamée dimanche en Israël traduit la volonté de Washington de « décaler » le processus de paix, en profitant de la dynamique créée par la rencontre d'Ifrane.

« Je n'aurais pu imaginer meilleure occasion de venir ici », a aussi déclaré M. Bush à son arrivée à Jérusalem en s'adressant à M. Pérès.

Le vice-président américain a ainsi indiqué son intention de tenter de mettre un terme à une série de revers politiques, causés depuis plusieurs années par les Etats-Unis au Moyen-Orient. Les proches de M. Bush ont toutefois souligné qu'il n'était porteur d'aucun plan de paix. La dernière tentative de médiation américaine au plus haut niveau remonte à trois ans. M. George Shultz, secrétaire d'Etat à l'époque, avait alors mené une mission de « bons offices » en vue d'élaborer un accord de sécurité entre Israël et le Liban. Ce document était resté mort-né et, sous la pression de la Syrie, n'a jamais reçu le moindre débat d'application.

A Damas, les entretiens intenses qui ont marqué durant le week-end la visite de plus de vingt-quatre heures du roi Hussein de Jordanie ont été placés sous le double signe de la coordination des positions des deux pays en matière de politique étrangère et de renforcement des relations bilatérales. De bonne source, on indique que les deux hommes n'ont évoqué que d'une manière superficielle la réconciliation entre Damas et Bagdad. Le « fossé » séparant les positions respectives de ces deux capitales reste pour le moins profond en dépit des efforts de médiation déployés depuis mai dernier par le souverain hachémite.

Les deux chefs d'Etat se sont par contre largement penchés, à la veille de l'arrivée à Amman du vice-président américain George Bush, sur la coordination de leur politique, notamment après la rencontre d'Ifrane, qui a été différemment accueillie — Damas a été le seul pays arabe à rompre toutes ses relations avec le Maroc — par les deux capitales. — (AFP, AP, Reuter.)

## La guerre du Golfe

## Nouvelle mise en garde iranienne aux pays qui aident l'Irak

Le président du Parlement iranien, l'hodjatolislam Hachemi Rafsanjani, a averti les « pays récalcitrants du Golfe qui soutiennent l'Irak », que « s'ils poursuivent leur aide à Bagdad l'Irak les tiendra pour responsables des crimes du régime irakien ». Dans une interview à la revue *Pasdar de l'islam*, citée le dimanche 27 juillet par Radio-Téhéran, le président du Maglis a ajouté que « les pays du sud du golfe Persique doivent savoir que si Bagdad poursuit ses attaques contre les installations pétrolières et économiques iraniennes, en utilisant des armes achetées avec l'argent que lui fournissent l'Irak, le Koweït ou d'autres pays du Golfe, l'Iran mettra ces agressions au compte de ces pays ».

Par ailleurs, l'hodjatolislam Rafsanjani, également membre du conseil supérieur de la défense, a évoqué les raids irakiens sur des installations économiques iraniennes, affirmant que l'Iran entreprendra des actions de représailles contre l'Irak. « Nous avons parfaitement localisé les installations pétrolières et économiques vitales de l'Irak et nous sommes en mesure de lancer des attaques par missiles contre celles-ci », a-t-il déclaré.

Les attaques irakiennes contre des objectifs économiques et militaires iraniens se sont multipliées dernièrement. Dimanche matin, la ville d'Arak, au sud-ouest de Téhéran, a été bombardée par l'aviation, et il y a eu plusieurs morts, selon Téhéran.

● A Londres, Amnesty International a demandé, samedi, la libération immédiate de vingt à trente médecins récemment arrêtés en Iran à la suite, selon l'organisation internationale de défense des droits de l'homme, d'une grève de protestation de cette profession contre le gouvernement.

● L'association iranienne des médecins et d'autres médecins en Iran avaient appelé à un mouvement de grève de deux jours le 14 juillet dernier pour protester contre une nouvelle loi qui donnera au gouvernement iranien le droit de nommer le conseil de l'association, précise Amnesty dans un communiqué.

● Erratum. — Les coauteurs de la thèse sur « Le Liban et son voisinage », dont Le Monde daté 27-28 juillet a rendu compte, nous prient de préciser qu'elle a été soutenue à l'université de Paris-II (Panthéon) et non pas à Paris-IV (Sorbonne).

## M. Pérès ne s'est pas écarté des thèses israéliennes traditionnelles

JERUSALEM de notre correspondant

On savait que tout n'avait pas encore été dit sur la rencontre d'Ifrane entre le roi Hassan II et M. Shimon Pérès. Effectivement, les révélations se multiplient sur les positions adoptées par le premier ministre israélien. Elles confirment cependant, pour l'instant, que M. Pérès ne s'est pas écarté des thèses israéliennes traditionnelles. Il s'avère en fait que la délégation israélienne avait soumis à Ifrane deux textes qui devaient servir de base à la publication d'un communiqué conjoint. Un de ces textes est un document en dix points qui prévoit notamment une « trêve des actes de violence pendant un an au Proche-Orient », un engagement d'Israël « de ne pas annexer les territoires occupés tant que le processus de paix est en cours », et une volonté de négocier avec « des représentants authentiques du peuple palestinien » dans le cadre d'un « forum international ».

Il s'agit là de toute une série de formulations qui avaient déjà été utilisées par M. Pérès et qui ne mettent pas en cause le sujet tabou de gouvernement d'union nationale : les concessions territoriales. Au cours du conseil de cabinet de dimanche à l'occasion duquel M. Pérès a fait un rapport sur son voyage au Maroc, les ministres du Likoud se sont donc bornés à émettre quelques légères réserves. Il est vrai qu'ils étaient d'autant plus enclins à mettre une sourdine à leurs critiques que dans deux mois et demi leur chef, M. Shamir, doit succéder à M. Pérès à la tête du gouvernement en vertu de l'accord de « rotation ». Ainsi, le ministre sans portefeuille du Likoud, M. Moshe Arens, s'est-il contenté de faire remarquer que l'engagement de ne pas annexer les territoires occupés n'était valable que pour le gouvernement d'union nationale. (Cet engagement figure en effet en toutes lettres dans la plate-forme de ce gouvernement.)

(Interim.)

## Asie

## INDE

## Les émeutes intercommunautaires à New-Delhi ont fait six morts et soixante blessés

La police a procédé à huit cents arrestations et imposé le couvre-feu dans une partie de New-Delhi pour mettre fin à de nouvelles violences intercommunautaires, qui ont fait six morts et soixante blessés. Un calme précaire régnait le lundi 28 juillet dans la capitale.

Les affrontements entre sikhs et hindous, les plus graves depuis l'assassinat d'Indira Gandhi, il y a vingt et un mois, ont débuté samedi. Dans la soirée, le secteur musulman du centre de New-Delhi s'enflammait à son tour. Le calme est revenu dans la matinée de dimanche, avec la présence de l'armée et l'imposition du couvre-feu.

Ces violences font suite à l'assassinat, vendredi, de quatorze passagers d'un bus, tous hindous sauf un, par des extrémistes sikhs, qui lut-

tent pour la création d'un Etat indépendant dans le nord du pays.

Pour protester contre le massacre, les partis d'opposition ont appelé à une grève ce lundi. Le chef de la police de New-Delhi a ordonné la fermeture des écoles pour éviter de nouvelles violences.

Samedi, plus de deux mille sikhs et hindous se sont affrontés à coups de sabre et de bâton dans le quartier de Tilak-Nagar, dans la banlieue ouest de la capitale. Le quartier abrite aussi bien des réfugiés hindous du Pendjab que les veuves des deux mille victimes de la répression anti-sikh après l'assassinat, par deux de ses gardes du corps sikhs, d'Indira Gandhi. — (Reuter.)

## Un calme précaire

NEW-DELHI de notre correspondant

Depuis vendredi soir, tous les turbans ont disparu des rues de la capitale : le massacre, il y a deux ans, de milliers des siens a durablement traumatisé la communauté sikh, qui vit dans la terreur depuis l'assassinat d'Indira Gandhi. Cette fois, l'armée n'aura pas attendu trois jours pour intervenir.

Dès les incidents de samedi, il devenait clair que les hindous les plus excités cherchaient à enflammer New-Delhi, et leur degré d'organisation témoigne de la montée du fondamentalisme. Jusqu'à présent, trois zones ont été essentiellement touchées. A l'ouest, d'abord, dans le quartier de Tilak-Nagar, près du temple de Sanatan Dharma, qui sert de quartier général aux centaines de familles étrangères récemment du Pendjab. Samedi, près d'un millier de manifestants y ont attaqué un temple sikh, brûlant la maison du directeur de l'école attenante. Un peu plus loin, à West-Patel-Nagar, deux bombes ont explosé près de la principale rue commerçante de cette partie de

Delhi où de jeunes sikhs se sont réfugiés après la partition de 1947.

Depuis plusieurs mois, la Shiv-Sena, armée de Shiv, l'organisation fondamentaliste hindoue en plein essor, a quadrillé ce quartier, dont la plupart des maisons arborent le fameux trident, symbole du dieu destructeur Shiva, dont des milliers de militants sont armés.

C'est avec une telle arme qu'a été assassiné, dans la nuit de samedi, un jeune musulman de vingt ans, Mukhtiar Ahmed, au cœur d'Hauz-qazi, entre l'imposante mosquée de Delhi, la Jama Masjid, et celle de Fatehpuri. Trois cents à quatre cents hindous auraient assiégé un commissariat pour obtenir la libération d'un des leurs, accusé d'avoir attaqué un musulman. La tension communautaire ne concerne donc pas que les sikhs, et les musulmans viennent de créer leur propre armée, l'Adam-Sena, après les affrontements du Gujarat, au début du mois, qui s'étaient soldés par près de soixante morts.

« La capitale est extrêmement tendue et tout peut arriver n'importe où », déclarait dimanche un policier, traduisant bien la peur qui s'est emparée de Delhi.

## Europe

## URSS

## Le général Louchev nommé premier vice-ministre de la défense

Le remaniement du haut commandement militaire soviétique amorcé par le remplacement du général Louchev à la tête du groupe des forces soviétiques en Allemagne (le Monde du 22 juillet) a trouvé son prolongement avec la répartition du même général, rapportée le samedi 26 juillet par l'Etoile rouge, organe de l'armée, au poste de premier vice-ministre de la défense de l'URSS.

Selon une source diplomatique occidentale citée par l'AFP, le général Louchev n'hériterait pas des fonctions qui sont traditionnellement exercées par des premiers vice-ministres, celles de chef de l'Etat-major général ou de commandant des forces du pacte de Varsovie (toujours occupées par les maréchaux Akhromov et Koulikov respectivement), mais de celles du « troisième » premier vice-ministre, chargé des affaires générales du ministère et notamment du commandement des réserves stratégiques. Il succéderait au maréchal Vassili Petrov, âgé de soixante-neuf ans, et qui occupait ce poste depuis janvier 1985.

C'est la première fois en tout cas depuis la désignation de M. Gorbatchev à la tête du parti, en mars 1985, qu'un remaniement se produit à un échelon aussi élevé des forces armées. Les changements ont été nombreux depuis un an dans les régions militaires et à l'échelon des vice-ministres, mais les trois premiers vice-ministres et le ministre lui-même, le maréchal Sokolov, restaient ceux qui avaient été désignés du temps de Konstantin Tchernomir. En bonne logique, le général Louchev devrait être promu sous peu au grade de maréchal.

L'influence de M. Gorbatchev semble avoir prévalu dans le choix du successeur du général Louchev à la tête du groupe des forces soviétiques en Allemagne, le plus important commandement des forces armées de l'URSS avec 380 000 hommes. Selon la même source diplomatique citée par l'AFP, il s'agit du général d'armée Valeri Belikov, âgé de soixante et un ans, qui commandait la région militaire des Carpates depuis 1979. Avant cette date et pendant trois ans, le général Belikov avait commandé la région du Caucase Nord,

celle qui englobe le territoire de Stavropol, où M. Gorbatchev était premier secrétaire jusqu'en 1978 (et l'on sait que les chefs locaux du parti siègent d'office au « conseil militaire » de leur région).

Notons que le général Belikov n'est que membre suppléant du comité central du parti (il a été élu à ce poste au dernier congrès cette année), alors que tous ses prédécesseurs à Berlin-Est depuis une vingtaine d'années au moins étaient membres titulaires de cet organisme. Une anomalie qui pourrait être corrigée par une montée en grade lors d'un prochain plénum.

En revanche, la nomination, également annoncée par l'AFP comme récente, de l'amiral Konstantin Makarov au poste de chef d'Etat-major de la marine, remonte en fait à janvier 1986 au moins, et probablement à décembre 1985, lors du remaniement qui avait accompagné le départ de l'amiral Gorchikov, père fondateur de la marine soviétique. L'amiral Makarov avait succédé à ce poste non pas, comme indiqué, à l'amiral Smirnov, toujours premier commandant adjoint, mais à l'amiral Tchernavine, nouveau patron de la flotte de guerre de l'URSS.

M.T.

## M. Gorbatchev juge sa tâche « ardue »

Moscou (AFP). — M. Gorbatchev a jugé nécessaire d'élaborer un « programme spécial » de développement économique de l'Extrême-Orient soviétique, le samedi 26 juillet à Vladivostok où il était arrivé la veille pour sa première tournée dans la région.

Dans une série d'entretiens à bâtons rompus avec des ouvriers, dont la télévision a rendu compte, le numéro un soviétique a estimé qu'« il est temps de ne plus considérer l'Extrême-Orient comme une simple source de matières premières (...). Est-il rationnel d'acheminer les matières premières vers le centre du pays, au lieu de les transformer sur place ? » a-t-il demandé.

Le secrétaire général du PC n'a pas hésité, d'autre part, à qualifier d'« ardue » sa propre action de reprise en main du pays, car, a-t-il dit, « nous nous sommes quelque peu relâchés (...). Nous avons commencé à remettre de l'ordre, les résultats se font déjà sentir et si, tous ensemble, nous prenons les choses en main, cela marchera ».

« Nous savons clairement où nous allons, et cela est très important si l'on ne veut pas commettre d'erreur politique », a encore dit M. Gorbatchev (...). Si vous estimez que seul le secrétaire général doit prendre des mesures, nous ne ferons rien, car c'est le peuple qui doit diriger les affaires dans chaque collectivité et remettre les choses en place ».

M. Gorbatchev s'est félicité des résultats de la lutte contre l'alcoolisme engagée il y a un an. Le manque à gagner occasionné par la chute des ventes d'alcool s'est élevé toutefois à « 5 milliards de roubles (6,5 milliards de dollars) pour les six premiers mois de l'année », a-t-il indiqué.

## ESPAGNE

## Attentat meurtrier contre la garde civile et manifestation violente à Saint-Sébastien

Saint-Sébastien (AFP). — Un garde civil a été tué et un autre gravement blessé par l'explosion d'une bombe le samedi 26 juillet à Aretxabaleta, dans la province basque du Guipuzcoa, alors que deux attentats à la grenade venaient d'être perpétrés contre des casernes de la garde civile de cette même province, faisant trois blessés légers. La bombe a explosé alors que plusieurs membres du groupe antiterroriste rural de la garde civile inspectaient les lieux des premiers attentats. L'action n'a pas été revendiquée. Toutefois, l'utilisation de bombes piégées reliées à des fils sur lesquels marchent les gardes civils est une méthode fréquemment employée par l'organisation indépendantiste basque ETA-militaire.

Dans la soirée de samedi, au moins treize personnes ont été blessées, dont une par balle, à Saint-Sébastien, au cours des heurts qui ont suivi l'interdiction d'une manifestation de soutien aux Basques réfugiés en France.

La manifestation de Saint-Sébastien devait marquer la jonction dans cette ville des différentes « marches de soutien aux réfugiés » qui se déroulent depuis le 19 juillet des deux côtés de la frontière franco-espagnole, dans quatre provinces basques (les trois provinces basques et la Navarre) et au Pays basque français.

Par ailleurs, l'organisation basque Iraultza (Révolution) et un « groupe de soutien aux réfugiés » ont revendiqué, dimanche, l'incendie provoqué ces derniers jours de plusieurs voitures immatriculées en France et Pays basque espagnol.

ملک احمد الاصل



## Le général Fouquet nommé premier vice-ministre de la défense

MEXIQUE : protestations et manifestations

### L'opposition dénonce une « fraude massive » aux élections régionales

CHIHUAHUA  
de notre envoyé spécial

La dénonciation des irrégularités électorales n'est pas une nouveauté au Mexique. A des degrés divers, elle s'inscrit dans le rituel de chaque consultation. Récemment cependant les protestations ont pris une telle ampleur qu'à la suite des élections régionales qui se sont déroulées le 6 juillet dans six États du pays.

Près de trois semaines après le scrutin, l'opposition, toutes tendances confondues, n'a pas fini de dénoncer des résultats communiqués au compte-gouttes mais qui donnent déjà une large victoire au Parti révolutionnaire institutionnel (PRI). Des routes ont été bloquées et de nouveaux incidents ont éclaté le jeudi 24 juillet dans l'État de Chihuahua à la frontière des États-Unis, où le parti gouvernemental a été accusé d'avoir recouru à « une fraude massive » pour imposer son candidat au poste de gouverneur.

Dimanche dernier, l'archevêque de Chihuahua, Mgr Adalberto Almeida, avait été jusqu'à envisager, avant d'en être dissuadé par le pape, de fermer les églises et d'annuler les messes en signe de protestation et pour exiger du gouvernement « le respect de la volonté populaire ».

Plus encore que par le passé, le PRI a tenu à rappeler qu'il restait le maître du jeu politique et qu'il n'était pas question de faire la moindre concession à ses adversaires, surtout dans la période de crise prolongée que traverse le pays. Dans sa campagne, l'opposition n'avait d'ailleurs pas manqué d'exploiter le mécontentement qui couve dans la population. L'extension du chômage et la détérioration constante des conditions d'existence lui avaient évidemment fourni des thèmes électoraux, mais elle a également stigmatisé un centralisme excessif, la corruption et les méthodes arbitraires attribuées au PRI.

Lors des précédents scrutins, le malaise ambiant avait déjà permis à la principale formation de droite, le Parti d'action nationale (PAN), d'améliorer sensiblement ses positions, notamment dans les États relativement mieux lotis du Nord, voisins des États-Unis. En 1983, le PAN avait gagné les principales municipalités de l'État de Chihuahua. L'année dernière, il avait recueilli 36 % des voix aux élections fédérales législatives, dans le même État, malgré la fraude dont il avait déjà accusé le PRI.

#### Le berceau de la révolution

Cette année, le PAN semblait bien placé afin de remporter pour la première fois un poste de gouverneur. A en croire des observateurs locaux, son candidat, le maire de Ciudad-Juarez, M. Francisco Barrio, aurait été en mesure de battre le prétendant du PRI à la plus haute charge de l'État de Chihuahua « si les élections avaient été honnêtes ». Mais pour le PRI pareille éventualité était inacceptable en raison du précédent que cela aurait créé précisément dans l'État de Chihuahua, berceau de la révolution mexicaine. Aussi, le parti gouvernemental n'a-t-il pas hésité sur les moyens pour arracher ce qui ressemble fort à une victoire à la Pyrrhus.

A Chihuahua, une modification de la loi électorale adoptée il y a quelques mois avait rendu encore plus difficile la tâche des adversaires du PRI. Selon l'opposition de gauche comme de droite, les cas de fraude caractérisés ont pris des proportions sans précédent. Le PRI avait d'ailleurs annoncé sa victoire avant même la clôture du scrutin. Non seulement son candidat au poste de gouverneur, M. Fernando Baeza, l'a officiellement fait très nettement (401 000 voix contre 231 000 à son rival du PAN, mais le PRI a repris les mairies de Chihuahua et de Ciudad-Juarez, la plus grande ville de l'État qui fait face à El Paso au Texas. Sur soixante-sept municipalités le parti gouvernemental n'en a concédé deux à ses adversaires. Dans l'État voisin de Durango, le PRI a également récupéré la mairie de la capitale.

Les partis d'opposition, qui avaient par avance dénoncé toute tentative de fraude, n'ont pas été surpris outre mesure par les résultats du scrutin. Durant la campagne déjà, quelque 200 000 électeurs de droite comme de gauche avaient formé le Mouvement pour la défense du suffrage populaire et réclamé des élections honnêtes à Chihuahua. Comme les partis d'opposition, ce mouvement a relevé toute une série d'irrégularités : urnes bourrées, scrutateurs indéfinissables, milliers d'électeurs rayés des listes électorales ou n'ayant pas reçu leur carte.

Le PAN a également accusé le PRI d'avoir diffusé des tracts prétendument signés par l'opposition et appelant la population à s'abstenir. Rejetant dans l'ensemble ces allégations, les responsables du PRI reconnaissent qu'il y a eu « quelques irrégularités » mais pas de nature à remettre en cause leur succès électoral.

#### Le soutien de l'épiscopat

En dépit de leurs divergences idéologiques, les adversaires du PRI sont unanimes quant aux fraudes. Le Parti socialiste unifié mexicain (PSUM, communiste) dit approuver le PAN dans sa demande d'annulation et sa lutte pour défendre la volonté des électeurs. A Ciudad-Juarez, des milliers de personnes ont pris d'assaut deux ponts qui relient le Mexique aux États-Unis. A Durango, des partisans du PAN ont occupé la mairie, et ailleurs des grèves de la faim ont été entamées pour protester contre la fraude.

Ainsi, à Chihuahua, le maire sortant, M. Luis Alvarez, âgé de soixante-six ans, et ancien candidat à la présidence, ne s'alimente plus depuis le 1<sup>er</sup> juillet. Il y a quelques jours, 20 000 personnes ont formé une chaîne humaine à travers la ville jusqu'à la tente où il se trouve.

Déterminé à poursuivre le mouvement, l'opposition a lancé un mot d'ordre de « désobéissance civile » invitant ses partisans à bloquer les routes et à ne pas payer les impôts et les services publics. La semaine dernière, les commerçants et les industriels ont partiellement cessé leur activité à Chihuahua.

L'Église prend une part active aux protestations. Après s'être soumis aux injonctions du pape de ne pas fermer les églises le dimanche, l'archevêque de Chihuahua a répété que sa « dénonciation de la fraude électorale demeure intacte et qu'elle peut compter sur le soutien du pape car il s'agit d'une grave violation des droits de l'homme que le pape a toujours condamnée ». Le conseil épiscopal mexicain a publiquement apporté son soutien à l'archevêque de Chihuahua, ce qui contraste avec la politique traditionnelle de l'Église. Depuis la révolution mexicaine, il existe une stricte séparation de l'Église et de l'État, la Constitution interdisant toute prise de position politique aux religieux et leur déniait le droit de vote.

Une fois de plus, le gouvernement attendra sans doute que ce mouvement de protestation s'essouffisse, espérant que tout rentrera dans l'ordre lors de l'installation en octobre prochain des nouvelles autorités de l'État de Chihuahua. Pourtant, le 18 juillet, le président de la République, M. Miguel de la Madrid, a accepté de recevoir une délégation du PAN et d'écouter ses doléances. Le 22 juillet, des représentants du PAN se sont entretenus avec le ministre de l'Intérieur, qui leur a demandé de fournir les preuves de leurs allégations. « Les voleurs ne laissent pas de reçu », lui ont-ils répondu.

En 1977, le PRI avait amorcé un débat d'ouverture politique en frayant la voie à la légalisation de nouveaux partis et en assurant une meilleure représentation de l'opposition au Parlement. Il est vrai que le pays se trouvait en pleine euphorie pétrolière. Aujourd'hui, avec l'aggravation de la crise, le parti gouvernemental donne de nouveaux signes de crispation alors que de nombreux Mexicains pensent justement que la solution des problèmes en suspens passe aussi par un approfondissement de la démocratie.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

## Amériques

ÉTATS-UNIS

### La mort d'Averell Harriman

W. Averell Harriman, diplomate américain de haut rang ayant joué un rôle primordial pendant la seconde guerre mondiale, est décédé le samedi 26 juillet, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, à son domicile de Yorktown Heights (New-York). Le président Reagan lui a rendu hommage en déclarant que sa mort « clôt un chapitre de l'histoire diplomatique que seul

un homme de son talent et de sa stature pouvait écrire ». Le département d'État a déclaré pour sa part que « peu de diplomates dans l'histoire américaine ont pu servir leur pays à tant de postes importants en perdant à tout d'un coup des amis historiques ». Le numéro un soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, a de son côté exprimé dimanche ses condoléances à la veuve du diplo-

mate : « W. Averell Harriman a laissé en Union soviétique le souvenir vivace d'une éminente personnalité politique, qui a apporté une grande contribution personnelle à la cause de l'établissement d'une coopération étroite et fructueuse entre nos pays dans la lutte contre l'ennemi commun durant la seconde guerre mondiale », écrit le chef du PCUS.

#### L'ami de Roosevelt et l'interlocuteur de Staline

Il fut le confident de Roosevelt, et Staline aurait aimé en faire son ministre des affaires étrangères. Héros pour le généralissime, Averell Harriman n'était pas russe. Il était né à New-York dans une famille appartenant à la grande bourgeoisie d'affaires. Venu tard à la politique, pour laquelle il ne se sentait pas vraiment de goût, il n'en fut pas moins, du New Deal au plan Marshall, puis à la négociation de la paix au Vietnam, l'un des principaux acteurs de la vie publique et de la diplomatie américaine de l'avant et de l'après-guerre.

Pendant près de trois décennies, la haute stature d'Averell Harriman, surmontée de son habituel feutre gris, a hanté toutes les grandes conférences internationales : Téhéran, Yalta, Potsdam, Paris... Il était toujours là, au premier rang ou dans les coulisses, il fut le conseiller écouté de cinq présidents des États-Unis. Voyageur infatigable, il n'hésita pas, à soixante-dix ans, à reprendre, à l'appel de John Kennedy puis de Lyndon Johnson, son bâton de pèlerin, sillonnant le monde, de la Pologne aux Philippines et de la Corée au Maghreb.

La vie de ce grand banquier, diplomate de Yale et patron de la compagnie de chemins de fer Union Pacific, aurait sans doute suivi un autre cours si deux événements ne l'avaient marqué : l'intérêt de ce fils de Wall Street pour la Russie soviétique et son amitié avec Franklin Roosevelt.

La rencontre avec Roosevelt relève de l'histoire familiale. La mère du futur président des États-Unis et celle d'Averell se connaissaient fort bien et les jeunes gens, dès leur premier contact, sympathisèrent. Aussi bien, quand Franklin

Roosevelt entame sa carrière politique, il prend Harriman comme homme de confiance. Celle-ci ne se démentira jamais. Rooseveltien de cœur et d'esprit, Harriman devient l'agent électoral du candidat démocrate en 1932 et participe ensuite de près au lancement du New Deal, un programme de relance économique destiné à mettre fin au chômage. L'essentiel de son temps va toutefois encore à la gestion de ses propres affaires.

Après s'être fait la main dans l'une des nombreuses entreprises paternelles, Averell Harriman a fondé, en 1920, avec son frère, une société d'investissement et une banque. La Harriman Brothers and Co. quitte avec attention les premiers pas de la République des Soviets et, en 1926, son patron se rend, pour la première fois, à Moscou, où il obtient une concession pour l'exploitation d'une mine de manganèse dans le Caucase. Le département d'État, inquiet des diatribes anticomunistes de Lénine, mettra fin à cette coopération naissante. Mais la fascination de Harriman pour la Russie ne se démentira pas.

#### Ambassadeur à Moscou

C'est donc tout naturellement que Roosevelt, en 1941, choisit ce collaborateur loyal pour discuter avec les Soviétiques des conditions de l'aide américaine. A Moscou, Averell Harriman facilite un accord en suggérant que sa banque se porte garante financièrement des commandes russes auprès des fournisseurs américains. Les contacts noués à cette occasion avec les dirigeants soviétiques lui seront des plus utiles, lors-

que, deux ans plus tard, Roosevelt le nommera ambassadeur en URSS.

Ce séjour dans la capitale soviétique (1943-1946) donne à Harriman l'occasion de nombreuses rencontres avec Staline. Lors des dîners au Kremlin, il n'est pas rare qu'il soit assis à la gauche du dictateur. Après tout, l'URSS et les États-Unis sont alliés dans la guerre contre Hitler. De cette fréquentation, il recueillera une masse d'anecdotes. En pleine guerre, Staline lui lance un jour, parlant de ses propres compatriotes : « Nous ne nourrissons nullement l'illusion qu'ils se battent pour nous. Ils se battent pour la Sainte Russie ». A la conférence de Potsdam, en 1945, l'Américain congratule le maréchal. Celui-ci lui lache d'un ton rogne : « Le tsar Alexandre, lui, était allé jusqu'à Paris ».

Staline, Harriman en est convaincu, avait de grande appétits de conquête. A côté des Russes quotidiennement, le diplomate a appris à mieux les connaître. Et à s'en méfier. Lorsqu'il quitte Moscou, la Pravda lui décoche une volée de bois vert. L'ami des temps difficiles est devenu un « fauteur de guerre ».

La tension Est-Ouest s'annonce. Fort de cette expérience, Harriman, lorsqu'il sera chargé en 1948 de coordonner le plan Marshall en Europe, mettra une énergie particulière à éviter que les pays les plus menacés, comme la France et l'Italie, ne tombent dans le giron du communisme. Après la mort de Staline, il retournera malgré tout en URSS, fera la connaissance de Khrouchtchev et celui-ci, lors de son voyage aux États-Unis, en 1959, lui rendra visite dans sa résidence privée. Dans son livre *Paix avec la Russie*, Harriman estimera que

M. L.

#### Les hommes politiques à la question

### Un précédent dangereux

WASHINGTON  
Correspondance

Une station de télévision de Baltimore vient de jouer un mauvais tour aux candidats briguant le siège de sénateur du Maryland. Au lieu d'être interrogés, comme ils s'y attendaient, sur leur programme ou sur leur vision de l'avenir du monde, ils furent soumis à une sorte d'examen de politique étrangère portant sur quelques questions.

Quel est aujourd'hui le premier ministre d'Israël ? Un des représentants démocrates les plus en vue, président une sous-commission des affaires étrangères de la Chambre, rappela que le poste était attribué en alternance à deux hommes. « Actuellement, c'est M. Shamir », déclara-t-il. Pas de chance puisque c'est M. Périé...

Il est vrai qu'une des questions posées était de savoir quel était le leader en exil (Tambou) ou du leader en prison, Mandela ?

Sans doute il n'est pas besoin de réussir aux examens pour

entreprendre et faire une belle carrière. A commencer par Churchill, le nombre des recalis ayant laissé leur nom dans l'histoire est important. Ni le certificat d'études, ni le BEP ou le baccalauréat ne garantissent les qualités d'un individu. Néanmoins le précédent de Baltimore a créé un certain malaise dans les milieux politiques américains.

Et si le formule devait être généralisée ? Personne n'aime à faire preuve d'ignorance devant la grande audience de la télévision. Les journalistes aussi s'inquiètent. Et si leurs connaissances devaient également être soumises à l'épreuve ? L'éditorialiste du *Washington Post* avoue que bien que disposant d'un temps de réflexion supérieur à celui donné aux parlementaires, il a également échoué. Par exemple en donnant Mandela comme leader de l'ANC. Mais il laisse entendre que la question n'a pas été clairement posée. S'agissait-il du leader en exil (Tambou) ou du leader en prison, Mandela ?

Il est difficile de jeter la pierre aux candidats américains. On songe seulement à l'initiative d'un secrétaire de rédaction novice, tirant la dépêche annonçant la découverte en Tunisie des ossements de Ronsard : « L'affaire Ronsard rebondit... » L'histoire, plausible, est peut-être apocryphe.

H. P.

#### La sécheresse dans le sud du pays

### Prières pour la pluie

WASHINGTON  
correspondance

Dans tout le sud des États-Unis, les autorités ont encouragé les prières publiques pour la pluie. Mais sans illusion. Même un mois d'orages et d'averses n'arriverait pas à sauver du désastre les champs de maïs, de soja et d'arachide. Le ministère de l'Agriculture estime que 40 % de la récolte de maïs du sud, représentant plus d'un milliard de dollars, ont été anéantis. En Géorgie, les pertes en arachide sont évaluées à 100 millions de dollars. Et cela parce que la sécheresse a commencé dès le début de l'année, avec des chutes de pluie de moitié inférieures, en moyenne, à la normale. La température exceptionnellement forte de ces dernières semaines — la Caroline du Sud et la Géorgie ont connu entre quinze et trente jours consécutifs d'une température variant entre 30° et 35° — a fait une quarantaine de victimes.

Economiquement parlant, la sécheresse est un désastre se traduisant par une perte totale évaluée à 2 milliards de dollars en récoltes endommagées et en bétail rendu en grande hâte, à perte, par les éleveurs pressés de limiter les dégâts (15 000 animaux ont été vendus par semaine au lieu de 7 000 l'an dernier à la même époque).

Environ cent comités ont été déclarés « zones sinistrées » par le gouvernement fédéral, ce qui per-

met aux fermiers de ces régions de demander une aide fédérale. Celle-ci se manifeste sous la forme de prêts à faible taux d'intérêt. Malheureusement, seuls peuvent en bénéficier ceux des fermiers qui peuvent démontrer leur capacité de rembourser. Or beaucoup de fermiers du Sud affectés à la fois par des sécheresses périodiques et par la chute des prix agricoles sont déjà largement endettés et ne peuvent donc espérer de nouveaux prêts.

En Géorgie, les autorités prévoient que, sur un quota de 50 000 fermiers, 7 000 devront abandonner leur exploitation (depuis 1983, dans l'ensemble du pays, 200 000 fermiers ont dû quitter leurs terres) avec un espoir de trouver du travail dans les usines de textile de la région, dont un grand nombre ont fermé leurs portes au cours des cinq dernières années.

Le gouvernement fédéral intervient également en assurant des livraisons de foin, grâce à des avions-cargos militaires et en favorisant le transport de dons de foin faits par les fermiers d'autres États en solidarité avec leurs camarades éprouvés du Sud. Les autorités fédérales prévoient une augmentation des prix de la volaille mais pas d'autres denrées. Le Sud, l'an dernier, assurait seulement 5 % de la production de maïs, 7 % du soja et 5 % des produits laitiers.

HENRI PIERRE.

CUBA

### L'irrévérence de « Granma » l'organe officiel du PC

La Havane (AFP, Reuter). — Tête de mort, slogans... « A bas Fidel ! » sont apparus dernièrement dans... *Granma*, l'organe officiel du Parti communiste cubain. Ces atteintes à l'image personnelle du président Fidel Castro, le plus violent des dirigeants du monde, ont été réalisées à l'aide de montage assez sophistiqués. Ainsi le 2 mai dernier, *Granma* publiait des photos du défunt du 1<sup>er</sup> Mai, dont une du président cubain en dernière page où l'on pouvait voir sur sa poitrine, en transparence et à condition de lever le journal devant la lumière, une tête de mort. Le 4 juillet, le journal publiait un titre de première page composé de telle manière que, en pliant le journal selon la pratique courante, les mots « A bas Fidel ! » apparaissent.

Le président cubain a évoqué lui-même, pour s'en moquer, ces deux montages lors de la rétransmission télévisée des travaux du comité central. Il a minimisé l'incident en y voyant de simples coïncidences. Il n'a cependant pas évoqué un troisième montage, paru le 7 juin, aux connotations particulièrement injurieuses. En première page, le président en uniforme salue le bras tendu, et dans le coin gauche de la photo, apparaît le mot *Arlo* (Aryen), en fait les deux dernières syllabes du mot *aniversario*.

Ces attaques surviennent à un moment où le pays vit une profonde dépression économique qui suscite une tension perceptible au sein de la population.



# Politique

Un entretien avec M. Hervé de Charette

## Le gouvernement va supprimer la troisième voie d'accès à l'ENA

La doctrine de la nouvelle majorité étant de désengager l'Etat, la Haute fonction publique et l'Ecole nationale d'administration, vont être profondément modifiés dans leur recrutement et dans leur fonctionnement. M. Hervé de Charette, ministre délégué chargé de la fonction publique, explique pourquoi et comment.

« Pourquoi une de vos premières décisions en tant que nouveau ministre de la fonction publique, a-t-elle consisté à réduire le nombre des places au concours d'entrée à l'ENA ? »

« La situation de l'ENA n'est pas satisfaisante. Elle recrute en effet un nombre excessif d'élèves. Elle est passée d'une quarantaine dans les années 50 à 166 en 1985. L'accélération s'est produite à partir des années 1970, d'une façon beaucoup trop rapide. Cela a abouti, notamment, à une extraordinaire hétérogénéité des âges, des formations et des mentalités des élèves qui posent à la direction de l'école des problèmes pédagogiques et de gestion pratiquement insurmontables. Enfin, cette école a fait, au cours des dernières années, l'objet de réformes que je juge tout à fait hasardeuses. »

« Mais l'Etat ne va-t-il pas souffrir d'un manque de cadres de haut niveau ? »

« La nécessité d'une forte réduction du nombre des élèves résulte de deux considérations : si, comme le gouvernement s'y est engagé, il réduit les effectifs de la fonction publique, il aura naturellement moins besoin d'élèves. A moins d'Etat, moins d'élèves. »

D'autre part, un recrutement excessif d'élèves a abouti à une dévalorisation progressive des corps des fonctionnaires et des fonctions exercées par les anciens élèves. Cela eu un effet imprévu mais évident : celui d'abaisser la qualité des postes et des responsabilités offerts aux attachés d'administration. Il faut donc réduire le nombre des admis. En 1987, l'ENA n'accueillera plus que quatre-vingts élèves. »

« Cette réduction n'est-elle pas trop forte et trop rapide ? »

« En 1986, pour le prochain concours, le nombre de places n'a été réduit que de 166 à 132 pour respecter les étudiants en train de pré-

parer les épreuves du mois de septembre prochain. La réduction prévue pour le concours de 1987 n'aura d'effets dans l'administration qu'en 1990 lorsque les élèves termineront leur scolarité. »

« Vous pensez donc que la haute administration peut réduire de moitié son recrutement ? »

« Oui, si l'on offre réellement aux anciens élèves de l'ENA des postes en rapport avec la difficulté du concours, la longueur des études et la valeur de leur diplôme. Je ne modifierai pas le principe de l'existence d'un concours interne réservé aux fonctionnaires et d'un concours externe ouvert aux étudiants, mais je donnerai au jury un plus large pouvoir d'appréciation pour décider éventuellement de reporter les places d'un concours sur l'autre en raison de la qualité des candidats. »

« Quel sera dans vos projets le destin de la troisième voie créée en 1983 ? »

« Celle-ci a été instituée dans des conditions qui ont assuré sa propre perte. Au dernier concours, pour les dix places offertes, le jury n'a trouvé que sept candidats valables. De plus, l'ancien gouvernement avait réservé aux élèves ainsi recrutés une scolarité et des débouchés particuliers dans différents corps de l'Etat. C'était donc une violation très caractéristique de l'égalité de chances qui est un principe qui domine les concours d'entrée à la fonction publique. Dans ces conditions un projet de loi sera déposé prochainement pour supprimer la troisième voie d'accès à l'ENA à partir de 1987. »

« Cette troisième voie pour- rait assurer une certaine ouverture sociale... »

« Je suis sensible à l'intérêt qu'il y a à ouvrir la haute fonction publique à des candidats venant de tous les horizons afin que l'Etat puisse bénéficier de l'expérience professionnelle de tous y compris des syndicalistes et des membres du mouvement associatif. »

« Mais il y a également un recrutement particulier de l'ENA au bénéfice des anciens élèves de polytechniques et de l'Ecole normale supérieure... »

« En effet depuis 1949, deux polytechniciens et, depuis 1985, quatre « normaux » peuvent entrer sans

concours à l'ENA. Cette situation ne se justifie pas. Ce recrutement exceptionnel va donc être supprimé. Pourquoi, en effet, réserver un tel privilège à ces deux écoles, alors que d'autres aussi estimables n'en bénéficient pas. D'ailleurs, les X et les normaux sont nombreux à passer le concours d'entrée. Il y a par exemple aujourd'hui onze normaux en cours de scolarité à l'ENA. Ainsi tous ces recrutements exceptionnels seront supprimés. On n'entrera désormais à l'école de la rue de l'Université que par la voie du concours ouvert aux étudiants et aux fonctionnaires. »

### « La recherche de l'excellence »

« Ces réformes ne vont-elles pas vous attirer le reproche d'accroître l'élitisme ? »

« La vocation d'un concours, c'est la recherche de l'excellence. L'administration a pour ambition de recruter des hauts fonctionnaires de la meilleure qualité possible. Et l'élitisme cessera d'être républicain s'il devenait le privilège d'une caste. Or le concours d'entrée réservé aux fonctionnaires issus du rang évite cela. L'administration est sans doute le seul milieu professionnel où la promotion de celui qui s'accroche est rendue la plus facile. »

« Est-ce que la scolarité à l'ENA est toujours adaptée ou doit-elle être modifiée ? »

« S'agissant du concours d'entrée, le décret de 1982 a créé une grande variété de disciplines qui se subdivisent, au gré des candidats, aux disciplines administratives fondamentales. De la sorte, un étudiant ingénieur peut être reçu en ignorant tout du droit public, du droit social et de la vie internationale. Il faut donc au niveau du concours d'entrée rétablir le caractère obligatoire des matières fondamentales que sont l'économie, le droit public, les finances publiques, les questions sociales et les questions internationales. J'ai également l'intention de rétablir l'épreuve d'histoire et le test de culture. Enfin, l'épreuve de conversation avec le jury qui ne sera pas conçue comme un exercice mondain mais comme un véritable entretien d'embauche retrouvera un fort coefficient. »

« Mais, au sein même de l'école, l'enseignement sera-t-il sensiblement modifié ? »

« La scolarité doit avoir deux objectifs principaux : tout d'abord initier les élèves aux techniques de l'administration, ouvrir ensuite l'école au monde extérieur. On reproche en effet souvent aux fonctionnaires de mal connaître le monde qu'ils administrent. »

« C'est pourquoi je compte modifier le système des stages. Pendant un an, les stages seront partagés à égalité en un séjour dans une administration de terrain, comme les préfetures, et un séjour dans une entreprise avec, notamment, deux mois de stage ouvrier. Ainsi, au total, on pourra recouvrer la scolarité de vingt-neuf à vingt-quatre mois. Quant au contenu de l'enseignement, il est entièrement de l'affaire du directeur de l'école qui aura,

dans ce domaine, de plus grandes responsabilités. »

« Les attachés d'administration centrale se plaignent souvent de leur sort et de leur manque de débouchés. La réforme de l'ENA pourra-t-elle les aider ? »

« Il est certain qu'en réduisant le nombre des « énarques », on valorisera le corps des attachés d'administration. Il faut en effet leur donner toute leur place car ils constituent l'encadrement de base de la fonction publique. Les réformes que je prépare leur permettront d'exercer des responsabilités équivalentes à celles qu'occupent bien des énarques actuellement. L'amélioration des conditions de promotion au grade d'attaché principal permettra de valoriser les mérites des meilleurs des attachés d'administration centrale que j'ai reçus à d'ailleurs affirmé sa satisfaction des premières décisions que j'ai prises pour eux. »

### « Laurent Fabius est allé trop loin »

« Beaucoup de fonctionnaires se plaignent du système des tours extérieurs qui permet des intégrations dans l'administration. »

« Ce problème concerne la création, en septembre 1984, d'un tour extérieur au bénéfice de seize corps d'inspection générale de ministre. Je suis favorable à l'ouverture de l'administration au monde qui l'entoure. C'est pourquoi le principe du tour extérieur n'est pas critiquable en soi. En revanche, en fixant à un sur trois le nombre des postes offerts au tour extérieur et pratiquement sans conditions par la loi de 1984, le gouvernement de M. Fabius est allé beaucoup trop loin. »

« Je suis très sensible au traumatisme subi par ces corps, en raison de l'usage abusif, c'est le moins qu'on puisse dire, de ce tour extérieur par le gouvernement précédent. C'est pourquoi nous allons fixer des règles de procédure et modifier cette loi pour que de tels errements ne se reproduisent plus. Le respect de la neutralité de la haute fonction publique doit être pour tout gouvernement un devoir sacré. »

Propos recueillis par ANDRÉ PASSERON.

### BIBLIOGRAPHIE

#### Tout sur l'ENA

L'ENA, la société, l'Etat, tel est le titre tout à fait explicite de l'ouvrage écrit par le directeur adjoint de l'école, chargé de la recherche et de la formation permanente, M. Jean-François Kessler. D'une façon exhaustive, l'auteur retrace l'histoire de l'ENA, les problèmes qu'elle pose, les polémiques qu'elle a soulevées. Il traite aussi du rôle des « énarques » dans la société et dans l'Etat, le tout accompagné de données statistiques et du rappel de textes officiels. Il constitue un utile document sociologique et scientifique pour l'étude de la haute administration française. »

\* Berger-Levrault, collection « L'administration nouvelle », 584 pages, 295 F.

### Le redécoupage des circonscriptions

## Seine-Maritime : la géographie commandera-t-elle jusqu'au bout ?

ROUEN  
de notre correspondant

« En Seine-Maritime, l'accord sera rapide et sans problème », confiait récemment un député de la majorité. « Je serais surpris qu'il y ait des problèmes... » Il est vrai que la règle imposée par la loi n'autorise que peu de fantaisies dans ce département. Il faut douze députés sur les douze sortants élus à la proportionnelle. Il y en avait dix lors de la précédente législature.

Selon des informations sérieuses confirmées par des parlementaires de la majorité, le dessin des circonscriptions devrait être assez clair (leurs numéros devant vraisemblablement changer, nous leur attribuons pour l'instant une lettre).

En zone urbaine, deux règles prévalent. D'une part le maintien de l'entité des grandes villes, facilité par leur nombre d'habitants : deux cent mille au Havre et cent mille à Rouen. D'autre part - et à la différence du précédent découpage - les deux cités auront des circonscriptions qui n'empêcheront pas sur les communes voisines. Ainsi il y en aura deux au Havre (A et B), une seule à Rouen (C).

La grande nouveauté résidera plutôt aux portes des deux grandes communes. Ainsi, dans la région havraise, l'ancienne cinquième circonscription (Lillebonne-Fécamp) sera divisée en deux parties, littoral au nord (D) et vallée de la Seine au sud (E). Les deux nouvelles circonscriptions, l'une partant de Haur pour aller jusqu'à Caudebec-en-Caux au sud, et l'autre de Montivilliers à Fécamp en englobant tout le pays de Caux au nord.

S'il existe un point de divergence dans la classe politique locale, ce sera vraisemblablement dans le partage de cette ancienne cinquième circonscription. Son ancien député, M. André Bettencourt (PR), aujourd'hui sénateur de Seine-Maritime, avait abandonné la place en 1978 au profit de M. Charles Evet, conseiller général (PR) de Criquetot-l'Esneval. Le jeune maire UDF de Fécamp, M. Jean-Pierre Deneuvre, énarque et ancien sous-préfet, avait dû s'incliner.

devant ce choix mais aux législatives de juin 1981, il avait provoqué une primaire au sein même de l'UDF. M. Revet avait perdu son siège face au maire socialiste de Lillebonne, M. Paul Dhaillie. La proportionnelle a ensuite permis à M. Revet de retrouver un siège de député sans difficulté. Le scrutin majoritaire risque donc de relancer la concurrence entre M. Revet et M. Deneuvre, qui ne cache pas, en privé, son désappointement.

Dans l'agglomération rouennaise, la rive gauche de la Seine (fleufs de MM. Fabius et Leroy) serait logiquement divisée en deux (F et G). Mais, au nord, une nouvelle circonscription (H) naîtrait allant de Boos, à l'est, à Mont-Saint-Aignan, au l'ouest. Les vallées industrielles du Caillay (Maromme) et de l'Austreberthe (Barentin) seraient alors réunies (I) comme avant mars 1986. Au nord du département il apparaît que la région dieppoise subsistera en tant qu'entité électorale (J) et que les notions de pays de Bray entre Gournay-en-Bray et Blangy-sur-Bresle (K) et de pays de Caux entre Dieppe et Yvetot (L) seront reconstruites.

Les projections électorales donneraient le résultat suivant. Pour la droite : A, C, D, H, K et L. Pour la gauche : B, E, F, G, I et J. Resterait à savoir qui l'emporterait de l'UDF, du RPR, du PS ou du PC. A droite, les sortants auront le premier, affirme-t-on. A gauche, le débat reste ouvert entre le PS et le PC avec un net avantage au premier. Seule quasi-certitude, la disparition du Front national, qui avait obtenu un élu le 16 mars 1986.

Seul le Parti communiste a pour sa part fait état publiquement d'une proposition de découpage qui ressemble dans ses grandes lignes au projet qui circule. Les différences se situent plutôt aux marges géographiques de circonscriptions où le parti communiste dispose encore de bonnes assises. Les cantons favorables aux socialistes sont ainsi rattachés à des circonscriptions voisines qui resteront vraisemblablement à dominante UDF ou RPR.

ÉTIENNE BANZET.

## Finistère : levée de boucliers

BREST  
Correspondance

Tous les hommes politiques du Finistère attendent avec une impatience fébrile la décision de la commission chargée de donner son avis sur le projet de nouvelles circonscriptions législatives préparé par le ministre de l'Intérieur. S'il conserve toujours huit députés pour le département (824 000 habitants), M. Pasqua envisage en effet de rayer purement et simplement de la carte électorale la sixième circonscription. Celle-ci correspond à l'arrondissement de Châteaulin (91 045 habitants), amputé, le temps de chaque scrutin, du canton d'Huelgoat (6 572 habitants).

L'arrondissement de Châteaulin est volontiers appelé Centre-Finistère par les élus et l'administration. Situé au milieu du département, il en constitue la partie la plus désertée. A une situation économique en péril s'ajoute encore le fait de dépendre à bien des égards des services administratifs consulaires, judiciaires et scolaires établis dans les autres arrondissements.

Aussi les intentions prêtées à M. Pasqua ont-elles provoqué une levée de boucliers de tous côtés. Les partis politiques redoutent la disparition de l'arrondissement de Châteaulin à plus ou moins long terme, comme ce fut le cas il y a plusieurs décennies pour celui de Quimper. La section départementale du RPR se déclare navrée. Elle ajoute que le projet du ministre de l'Intérieur se traduit « par la transformation de la sixième circonscription en quatre appendices des circonscriptions du Nord et du Sud-Finistère ».

Toutes tendances confondues, trente-six maires regroupés au sein du Syndicat intercommunal du Centre-Finistère ont réagi, pour leur part, en rendant publique leur volonté de prêter la désobéissance civique. Ils ont fait part de leur détermination à M. Bernard Grasset, préfet du Finistère. Si les protestations de la gauche rejoignent celles de la droite, elles ont toutefois une connotation différente. L'opposition - en particulier les socialistes, qui ont, comme la majorité, quatre élus à l'Assemblée nationale - estime, non sans motifs, que le pouvoir veut l'éliminer coûte que coûte.

Certes, le découpage antérieur est loin d'être parfait. Toutefois, il avait pour mérite de respecter grosso modo les réalités géographiques et administratives du département. Cela dit, il était les intérêts de l'arrondissement de Brest (environ

270 000 habitants), qui est sous-représenté à l'Assemblée nationale.

Les élus finistériens du RPR opposent un autre projet à celui du ministre de l'Intérieur : il conserve la sixième circonscription tout en la gonflant de trois cantons : ceux de Sizun (circonscription de Landivisiau), de Douaoules (circonscription de Landerneau) et de Huelgoat (circonscription de Châteaulin). Le RPR local envisage en même temps deux députés pour Brest (Brest-Est et Brest-Ouest) au profit d'un découpage quelque peu acrobatique, mais tout de même plus cohérent que celui de M. Pasqua. Ainsi, le Finistère-Nord et le Finistère-Sud auraient chacun quatre représentants au Palais-Bourbon.

Toutefois, disparaîtrait la cinquième circonscription (Landivisiau), qui serait morcelée entre celles de Morlaix, Brest-Rural et Châteaulin. Il est vraisemblable que le PS, qui détient le siège de député de la quatrième circonscription (Morlaix) en la personne de M. Marie Jacq, ferait les frais de cette proposition.

JEAN DE ROZIERES.

### M. Chirac, M. Lange et les « Turenges »...

Le premier ministre néo-zélandais, M. David Lange, a assuré lundi 28 juillet à Wellington que « M. Chirac ne se rendrait pas sur l'île de Hao » (où se trouvent les faux époux Turenges). M. Lange a ajouté : « Une visite de M. Chirac constituerait une violation des termes de l'accord. » On indique à l'Hôtel Matignon qu'aucune décision définitive n'a encore été arrêtée quant à l'itinéraire précis du voyage que M. Chirac doit effectuer à la fin du mois d'août ou au début de septembre dans les territoires français du Pacifique sud.

Le 24 juillet M. Baudouin avait, en réponse à une question au cours de son point de presse hebdomadaire, indiqué « qu'aucune décision n'avait été arrêtée » quant à une éventuelle escale à Hao de M. Chirac, sans toutefois écarter cette éventualité. On précise à Paris que rien dans l'accord conclu avec la Nouvelle-Zélande n'interdit au premier ministre français de rencontrer les deux officiers et que c'est seulement avec la presse que ceux-ci ne doivent avoir de contact.

### PROPOS ET DEBATS

#### M. Le Pen

#### « Pacte de non-agression »

Au cours d'une conférence de presse, donnée samedi après-midi 26 juillet, au terme d'une réunion du conseil national de son parti, M. Jean-Marie Le Pen a dénoncé le « pacte de non-agression » qui lie, selon lui, les autres mouvements politiques français. « C'est un véritable Yalta politique qui gouverne la France depuis quarante ans », a notamment déclaré le chef de file de l'extrême droite. « Comment se fait-il qu'on ait accepté la collaboration ? Cela suppose une entente à l'origine. » M. Le Pen a indiqué, d'autre part, que les fédérations départementales du Front national seront libres de juger de l'opportunité de participer ou non aux prochaines élections sénatoriales. En revanche, le président du FN a demandé aux membres de son mouvement « un effort particulier » dans la campagne pour l'élection législative partielle du 28 septembre en Haute-Garonne, car ce scrutin constituera, a-t-il dit, « un sondage grandeur nature qui prouverait les progrès du Front national par rapport aux autres partis ». C'est la raison pour laquelle le Front national a choisi Toulouse pour l'organisation de ses journées parlementaires, du 16 au 18 septembre. Son université d'été aura lieu la dernière semaine, d'août près d'Arles (Bouches-du-Rhône).

#### M. Marchais

#### « Coup politique »

Invité, le dimanche 27 juillet, du « Forum » de Radio-Monte-Carlo,

M. Georges Marchais a qualifié le refus de M. François Mitterrand de signer l'ordonnance de privatisation de « coup politique » comme il l'avait déjà indiqué dans un long communiqué publié après l'accroc du 14 juillet (le Monde du 17 juillet). Le secrétaire général du PCF a ajouté : « Si le président de la République était résolu à opposer aux dénationalisations, au retour de soixante-cinq entreprises nationales au secteur privé, alors il s'y serait opposé en disant : non. Non seulement je ne signe pas mais je m'en vais. » Et le dirigeant communiste a précisé : « Je ne dis pas : il doit partir, mais, de son point de vue, c'est la position qu'il aurait pu prendre. »

A contrario, M. Marchais a estimé que « la non-signature de l'ordonnance sur les découpages électoraux serait, de la part du président de la République, un acte extrêmement efficace qui mettrait gravement en difficulté le premier ministre » qui aurait « bien du mal à obtenir la majorité à l'Assemblée nationale », car ces découpages « vont renvoyer un certain nombre de députés appartenant à la majorité dans leur foyer » (le Monde du 26 juillet). Avant d'annoncer la tenue à l'automne de « huit cents à neuf cents grandes assemblées-débats à travers toute la France » pour discuter des moyens de sortir de la crise, le dirigeant communiste a critiqué le système judiciaire à propos de la condamnation de responsables communistes pour fraude électorale. « Le Parti communiste n'a jamais fraudé », a-t-il affirmé. « Vous allez me dire qu'il y a des jugements, mais nous sommes dans un pays capitaliste avec une justice de classe. Je conteste la justice de classe, la justice de ce pays », a dit M. Marchais.

## Le Monde DES PHILATÉLISTES

Tous les mois, toutes les nouvelles émissions, les expositions, les ventes et les cours. Tout ce qu'il faut savoir pour mieux gérer votre patrimoine philatélique.

SOMMAIRE DE JUILLET-AOÛT

### NOTRE-DAME DE RONCHAMP • NOUVELLES VARIÉTÉS!

En vente chez votre marchand de journaux

**CEPES SCIENCES-PO**  
57, C. Ch. Laffitte, 92000 Neuilly, 47.22.94.94 - 47.45.03.19  
préparations d'été ou annuelles sur place, et par correspondance  
1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> années - Fin d'A.P. - 2 centimes : Quotien latin ou Neully

ملّة امّنا لا اصل



# Politique

Plébiscité par les militants socialistes locaux

## M. Jospin veut s'« enraciner » en Haute-Garonne

TOULOUSE  
de notre correspondant

Les socialistes de la Haute-Garonne ont approuvé la venue dans leur département de M. Lionel Jospin pour conduire la liste de leur parti à l'élection législative partielle du 28 septembre. Le vote des adhérents a été rendu public le samedi 26 juillet. Il y a eu un peu plus de 56 % de participation dans un scrutin organisé par section, qui a donné au premier secrétaire du PS l'aval de 90,61 % des votants, 5,97 % se prononçant contre. C'est presque un plébiscite pour M. Jospin, qui aura certainement pris note du vote négatif de la section de Colomiers, celle de M. Alex Raymond, maire de la ville et tête de liste le 16 mars, qui a dû se sacrifier sur l'autel du « renouvellement socialiste ».

M. Jospin, qui avait attendu l'approbation militante pour se manifester publiquement dans le département, a donc fait sa première apparition ce samedi en tant que candidat. Sa conférence de presse avait attiré le ban et l'arrière-ban du socialisme haut-garonnais, arde de paraître devant un parterre fourni de journalistes, aux côtés du premier secrétaire du PS. Celui-ci avait manifestement préparé son intervention avec un soin qui ne laissait rien au hasard, reprenant dans une déclaration liminaire les principaux commentaires suscités par son arrivée dans le département.

« Si cette élection a lieu, a-t-il notamment affirmé, ce n'est pas de notre fait ». Dédaignant les socialistes locaux et le ministre de l'Intérieur, qui, le 16 mars, n'a fait « qu'appliquer les circulaires en vigueur », M. Jospin a estimé que la décision du Conseil Constitutionnel n'autorisait en rien « l'exploitation

politicienne faite par Dominique Baudis qui, en l'occurrence, aurait pu être plus inspiré ». Reste que le nouveau scrutin sera bien « un test national », permettant d'apprécier, six mois après l'installation du gouvernement de M. Jacques Chirac, l'état de l'opinion et de prendre en compte les changements intervenus localement : « Cette fois-ci, c'est une liste commune RPR-UDF qui ira à la bataille contre nous avec, pour la



conduire, un Monsieur Baudis dont il nous reste à connaître le prénom » (c'est M. Pierre Baudis qui a été désigné comme tête de liste des partis de la majorité, son fils, le maire de Toulouse, M. Dominique Baudis, ayant choisi la huitième position, tout en s'affirmant comme le chef de campagne).

Bien décidé à placer le débat sur le terrain politique, le premier secrétaire du PS a voulu « marquer » M. Dominique Baudis après la ren-

contre de celui-ci avec M. Chirac à Matignon : « Les prétentions à la modification politique de M. Baudis semblent avoir disparu avec ses dernières alliances ».

M. Jospin ne veut pas faire de pronostic sur les résultats, mais il ne cache pas que la campagne, dont M. Jean Carassou, secrétaire fédéral, assurera la direction, sera dure. Deux inconnues au moins demeurent : l'audience de M. Gérard Houtet, socialiste dissident, ancien député, dont la liste avait été invalidée le 16 mars dernier en raison d'une double inscription. Et l'attitude du MRG qui, après avoir fait cause commune avec le PS, serait aujourd'hui tenté de se présenter sous ses propres couleurs. M. Jospin a rappelé au passage qu'il n'avait pas hésité à soutenir le radical de gauche M. Jean-Michel Baylet, officiellement investi le 16 mars en Tarn-et-Garonne par le PS et le MRG contre M. Hubert Gouze, exclu alors du PS mais néanmoins élu député.

Ce Tarn-et-Garonne permet aujourd'hui à M. Jospin de se trouver des racines rurales et régionales (sa mère était originaire de ce département, lui-même ayant fait son cours préparatoire à Lamagistère, une bourgade placée sur les bords du fleuve). Et à ceux qui s'obstinent à voir dans sa venue un parachutage inspiré, par des considérations mesquines, le premier secrétaire rétorque qu'il ne vient pas faire « un coup politique », mais « obéir à un coup de cœur », pour cette région chère, de tous temps, aux socialistes. M. Jospin a décidé de s'« enraciner » confirmant qu'il « prendra (sa) part, le moment venu, dans toutes les batailles du département ».

GÉRARD VALLÉS.

La préparation des élections sénatoriales

## Yvelines : le retrait de M. Bonnefous amplifie la division de l'UDF

M. Edouard Bonnefous (CDS), président de la commission des finances du Sénat, renonce à solliciter en septembre un quatrième mandat sénatorial. Après quarante ans de vie parlementaire dans le département des Yvelines, il souhaite se consacrer entièrement à l'Institut, dont il est le chancelier, et à la présidence de l'Agence des espaces verts, tout en conservant son mandat de conseiller régional d'Ile-de-France. Cette décision, attendue avec impatience par les nombreux candidats UDF, devait permettre de préserver l'union de la majorité. Elle a, au contraire, amplifié la division au sein de l'UDF.

Ainsi, M. Louis de Catuelan, le second sénateur centriste du département, maire d'Adainville, a décidé de faire équipe avec M. Alain Jonemann (PR), maire du Vésinet et vice-président du conseil général des Yvelines. Les deux hommes, qui se connaissent bien pour avoir siégé ensemble pendant neuf ans, au conseil régional d'Ile-de-France, se disent « complémentaires » : le premier représente le monde rural, important dans le sud du département, le second, la ville. Leur liste reste néanmoins ouverte à une éventuelle alliance de dernière minute avec le RPR.

Mais, surtout, M. André Damien (CDS), maire de Versailles, soutenu par M. Bonnefous, a précisé ses positions en annonçant qu'il conduira une liste de « personnalités techniques ».

Le président de l'Union des maires des Yvelines fait en effet cause commune avec M. Patrice Vieljeux, maire de Bougival, qui présidait, en mars dernier, le comité de soutien à M. Boutin, député « barriste ». En outre, M. Anne Le Pivain (div. opp.), conseiller général de Saint-Cyr-l'Ecole et maire de Fontenay-le-Fléury, figure en troisième position sur cette liste. Pour justifier sa décision, M. Damien affirme : « Puisque nous sommes dans l'impossibilité de constituer une liste unique avec le RPR, il est

urgent de nous rassembler plutôt que de nous perdre dans des divisions et des distinctions surannées et partisans ».

De son côté, M. Pierre-Alexandre Bourson (RPR), maire de Carrières-sur-Seine — que M. Paul-Louis Tenaillon (CDS), président du conseil général de la fédération départementale de l'UDF, a désigné comme mandataire pour mettre un peu d'ordre dans les rangs et constituer, le cas échéant, une liste unique avec le RPR, n'a pas encore précisé sa position devant ces velléités centristes. Il a simplement rendu hommage à « la noblesse du geste du chancelier Edouard Bonnefous » et espère encore constituer une liste UDF-RPR avant la fin du mois d'août.

Tel est également le souhait de M. Michel Péricard (RPR), député et vice-président du conseil général. Le maire de Saint-Germain-en-Laye constate que « la situation n'est jamais simple avec nos amis de l'UDF », en précisant : « Il y avait une liste rassemblant les différentes composantes de l'UDF : il y a maintenant deux listes CDS. Le RPR, quant à lui, continue de penser qu'il faut arriver à une liste d'union, et ce n'est pas aussi difficile que certains le disent ».

En ce qui concerne la liste conduite par M. Damien, M. Péricard se borne à condamner « toute attitude de division ». Le maire de Versailles est, selon lui, « plus un notable et un homme de culture qu'un homme politique ». Chacun croit que, par son arrivée personnelle, il va résoudre tous les problèmes, alors qu'il les complique », ajoute le député RPR, en précisant que M. Damien suit l'exemple de son prédécesseur à la tête de la municipalité de Versailles, André Fleury, figure en troisième position sur cette liste. Pour justifier sa décision, M. Damien affirme : « Puisque nous sommes dans l'impossibilité de constituer une liste unique avec le RPR, il est

ALEX LEROUX.

### POINT DE VUE

## Ne tirez pas sur le préfet !

par François Luchaire  
président de l'université Paris-I  
ancien membre  
du Conseil constitutionnel

En annulant les élections législatives en Haute-Garonne, le Conseil constitutionnel a déclaré que « la commission de la République n'aurait pas dû refuser l'enregistrement de la candidature de la liste conduite par M. Houtet mais aurait dû saisir le tribunal administratif ».

Devant le Conseil constitutionnel, le ministre de l'Intérieur, M. Pasqua, et l'un des candidats, M. Baudis, — par son avocat, M. Delvolvé — avaient affirmé que le préfet avait eu raison d'agir comme il l'a fait ; il leur serait difficile aujourd'hui de soutenir le contraire.

Cette interprétation donnée par le Conseil constitutionnel ne peut être contestée ; mais l'irrégularité relevée par lui n'est pas le fait du préfet mais des documents qu'il avait en main ; le Conseil a constaté l'irrégularité mais il n'avait pas à en chercher la ou les responsables.

Rappelons d'abord les faits.

— Le 21 février à 10 h 15, M. Houtet dépose à la préfecture de la Haute-Garonne une liste de candidats dans laquelle figure M. Salvan ; il lui est donné un reçu provisoire de sa déclaration conformément à l'article L 157 du code électoral.

— Le 24 février, le préfet apprend du ministre de l'Intérieur, qui centralise toutes les déclarations afin d'évi-

ter les doubles candidatures, que M. Salvan figure sur une liste déposée dans les Hautes-Alpes par le RUC (Rassemblement des usagers des services publics, des contribuables et des groupements de défense) le même 21 février, mais 1 heure 25 minutes avant celle de M. Houtet.

Le préfet regarde alors la circulaire du ministre de l'Intérieur en date du 27 décembre 1985 et y trouve la prescription suivante : « Ce n'est que dans le cas où je vous signalerais qu'un ou plusieurs candidats ont déjà fait acte de candidature dans une autre circonscription qu'il vous appartient de refuser l'enregistrement d'une déclaration de candidature sans même saisir le tribunal administratif ».

Le préfet a d'autant plus appliqué cette circulaire qu'il lui paraissait être trop tard pour saisir le tribunal puis-que d'après l'article L 159 il ne peut le faire que dans les vingt-quatre heures suivant la déclaration. Il a donc refusé le récépissé définitif et ainsi l'enregistrement de la liste de M. Houtet.

### Deux interprétations

Par la suite, il est apparu que le RUC avait déposé des listes de candidatures dans un certain nombre de départements dans le seul but de disposer de quelques minutes d'antenne à la télévision. Plus particulièrement dans les Hautes-Alpes, l'enquête diligentée par le Conseil constitutionnel a montré que non seulement M. Salvan, mais aussi deux autres personnes figuraient sur la liste de groupement sans leur accord.

L'enquête postérieure au 16 mars établit que la liste de M. Houtet ne méritait pas le refus d'enregistrement et que l'élection contestée devait donc être annulée.

Les faits montrent donc que le préfet n'a fait qu'appliquer une circulaire bien antérieure aux candidatures et ce qu'il croyait être les dispositions du code électoral. Les responsables de l'irrégularité sont donc, d'une part, les agissements du RUC et, d'autre part, la circulaire, mais en aucun cas le préfet.

La circulaire elle-même constitue-t-elle une manœuvre ? Ce n'est pas ce qu'a pensé M. Pasqua, ministre de l'Intérieur, puisque, dans ses observations devant le Conseil constitutionnel, il a estimé que la compétence du tribunal administratif ne se justifiait pas. Cette circulaire n'était évidemment pas une manœuvre puisqu'elle était bien antérieure aux faits.

En réalité, le ministre de l'Intérieur a donné d'une disposition législative nouvelle une interprétation très plausible, mais que le Conseil constitutionnel a écartée au profit d'une autre interprétation également admissible.

L'article L 156 du code électoral dispose que la rédaction antérieure à 1985 que « si le candidat (...) fait acte de candidature dans plusieurs circonscriptions, sa candidature ne peut être enregistrée », et l'article L 159 précise que « si une déclaration de candidature ne remplit pas les conditions prévues aux articles précédents » (et donc à l'article L 156), « le préfet saisit dans les heures le tribunal administratif qui statue dans les trois jours ».

J'avais remarqué dans l'un de mes ouvrages que le code électoral était mal rédigé (le Conseil constitutionnel, éditions Economica, 1980, p. 322) ; ce n'est pas, en effet, en vingt-quatre heures que l'on peut vérifier le dépôt d'une autre candidature.

Je ne sais si le législateur a lu cet ouvrage ; toujours est-il que la loi du 10 juillet 1985 (art. 4) a modifié l'article L 156 du code, qui est devenu le suivant :

« Est nul et non avenue l'enregistrement de listes portant le nom d'une ou de plusieurs personnes ayant fait acte de candidature dans une autre circonscription ».

Or l'expression « nul et non avenue » témoigne d'une inexistence et, d'après la jurisprudence administrative, toute personne peut constater cette inexistence dont le texte même montre qu'elle peut apparaître après l'enregistrement définitif. C'est pourquoi l'auteur de la circulaire a pu penser que le préfet — d'ailleurs hors délai — n'avait pas à saisir le tribunal administratif pour constater la nullité de la déclaration.

Le Conseil constitutionnel en a jugé autrement : il a maintenu l'application de l'article L 159 en constatant que seul le tribunal administratif pouvait constater la nullité de la déclaration, en raison de l'observation des conditions fixées par « les articles précédents », et donc l'article L 156 ; certes, en l'espèce, les délais fixés par cet article ne pouvaient être

respectés ; mais, assoupissant sa jurisprudence antérieure très stricte à propos des délais, le Conseil a estimé que le tribunal pouvait statuer sans condition de délai.

### La responsabilité du législateur

Ainsi il n'était pas possible de respecter totalement l'article L 159 : ou bien le préfet pouvait lui-même refuser l'enregistrement, et c'était la solution du ministre de l'Intérieur, ou bien seul le tribunal pouvait le faire, mais alors en statuant hors délai, et c'est la solution du Conseil constitutionnel.

L'une ou l'autre de ces deux solutions étant parfaitement concevables on ne peut reprocher à la circulaire, et encore moins au préfet qui l'exécute, d'avoir choisi la première.

La vraie responsabilité, c'est le législateur. L'article L 159 est mal rédigé puisqu'un cas de double candidature on ne peut l'appliquer sans laisser de côté l'une de ses dispositions.

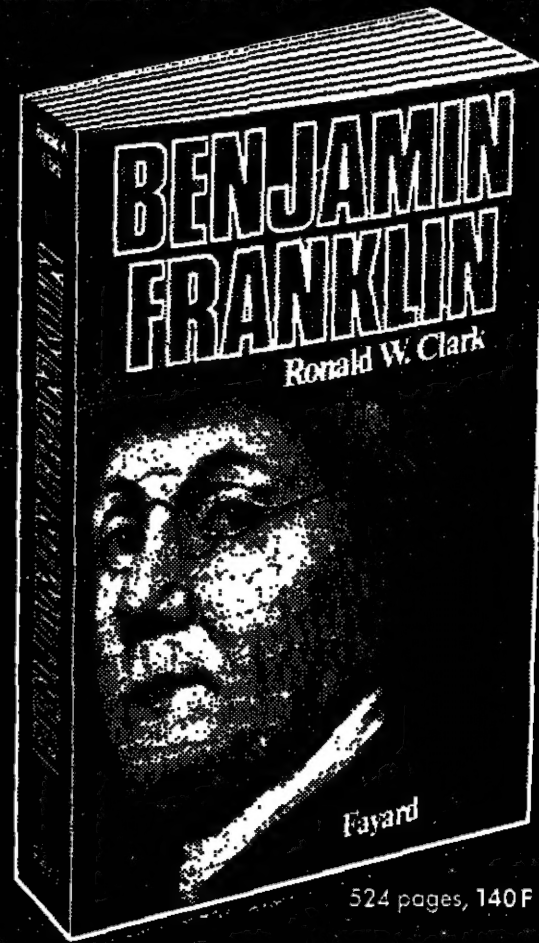
Combiné avec l'article L 161, il conduit à délivrer le récépissé définitif avant la date de clôture de dépôt des listes ; or bien des événements peuvent se produire entre la remise du récépissé définitif et cette clôture, et notamment la preuve d'une double candidature ; mieux vaudrait par conséquent ne délivrer le récépissé définitif que le jour de la clôture et ne pas enfermer le préfet dans un délai de recours de vingt-quatre heures, dont le Conseil constitutionnel vient de montrer l'insuffisance.

Enfin, en n'exigeant aucune authentification de la signature des candidats, le code électoral permet à un groupement de déposer des listes avec de fausses signatures, et on ne voit pas comment un préfet en vingt-quatre heures et un tribunal en trois jours pourraient prouver qu'une signature est authentique ou qu'elle ne l'est pas.

Espérons que les avatars de la Haute-Garonne attireront l'attention sur les défauts de notre législation ; mais, de grâce, comprenons que ceux et notamment les préfets, qui doivent appliquer une loi mal faite n'en sont pas responsables !

## L'HISTOIRE CHEZ FAYARD

De ce touche-à-tout de génie, Turgot disait qu'il avait « arraché la foudre du ciel et le sceptre du tyran ». Curiosité inlassable, quête de la liberté, voilà bien les deux clés de la vie de Franklin.



L'ASSOCIATION FRANÇAISE D'ACTION ARTISTIQUE et LE LOUVRE DES ANTIQUAIRES présentent  
TROIS SIÈCLES D'ORFÈVRE HISPANO-AMÉRICAIN  
XVII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle  
avec les Collections du Musée Fernandez Blanco, Buenos Aires  
tous les jours (sauf lundi), 11 h à 19 h, du 16 mai au 6 septembre  
2, place du Palais-Royal, 75001 PARIS

Le Monde  
MAGAZINE SPÉCIAL SICOB  
Parution le 15 septembre 1986  
Renseignements publicités :  
45-55-91-82, poste 4196







# Société

## Les incendies dans le Midi de la France

Tandis que la Côte d'Azur fait le bilan des incendies qui l'ont ravagée la semaine dernière, les Canadairs et les pompiers luttent sur un autre front ouvert, le samedi 26 juillet, sur les pentes du massif du Vercors, à trente kilomètres de Valence, dans la Drôme. Un véhicule tout terrain appartenant à un exploitant forestier s'est enflammé à la suite d'un accident, embrasant la végétation voisine. Le relief très accidenté, la chaleur torride et un vent tourmentant ont compliqué la tâche des pompiers qui n'ont pu empêcher que 900 hectares de

résineux ne soient touchés. Lundi, dans la matinée, l'incendie avait cessé de progresser. M. Jacques Chirac, qui se trouvait samedi à Bort-les-Orgues, en Corrèze, a évoqué le drame des feux de forêt. « Il est certain que nous n'avons pas réagi avec suffisamment d'efficacité, quel que soit l'extraordinaire dévouement de ceux qui luttent contre le feu. Il faut se doter de moyens de prévention et d'action mieux organisés et plus importants. »

Enfin, l'épouse de l'un des aviateurs tués le 19 juillet dans les Pyrénées orientales à bord d'un bombardier d'eau, M<sup>me</sup> France Augier, a exprimé sa colère : « Je ne peux accepter les conditions officielles des personnalités politiques, quelle que soit leur loyauté. Les équipes des bombardiers d'eau exercent leur métier dans de très mauvaises conditions morales et physiques. Il faut qu'ils soient traités enfin à la mesure de leur expérience et des risques qu'ils prennent. »

### POINT DE VUE

## Mieux utiliser les bombardiers d'eau

par Emile Cucci

Capitaine de vaisseau (cadre de réserve) et ancien commandant du bataillon des marins-pompiers de Marseille.

CHACUNE année, les feux de forêts ravagent en moyenne 30 000 à 35 000 hectares de maquis et de futaies des quatorze départements appartenant ou rattachés aux trois régions du sud de la France : Languedoc-Roussillon, Provence-Côte d'Azur et Corse. Malgré les moyens terrestres et aériens mis en œuvre, les résultats récents ne font apparaître aucune réduction sensible des surfaces brûlées.

Il faut rappeler, en premier lieu, l'importance du facteur climatique, vent et sécheresse, sur le développement des feux. En particulier, le vent, qui amplifie les feux naissants et ramène les feux récemment maîtrisés, imprime surtout une grande mobilité aux fronts de flammes par l'essaimage de brandons transformés en projectiles. Il joue un rôle majeur, et ce jour très tôt, à partir de 20 km/h environ. L'action du climat se trouve confirmée par la comparaison de la vulnérabilité estivale (1) et du nombre de journées à risque (faible teneur en eau du sol et vitesse du vent élevée) de chaque région. La vulnérabilité s'établit à 85 % pour la Corse, 66 % pour la Provence-Côte d'Azur, 50 % pour le Languedoc-Roussillon. Pendant les mois de juillet et août, en décembre respectivement dans les mêmes régions 40, 27 et 20 journées à risque. Les relevés concernant la Corse, joints aux constatations plus sévères en matière de vents d'ouest qui pénalisent les forces terrestres d'intervention, justifient l'extrême vulnérabilité de cette région, sans nul besoin d'une densité exceptionnelle d'incendies.

La valorisation de la forêt par la mise en place de systèmes agro-pastoraux, déjà proposée dans un rapport de la commission d'enquête de l'Assemblée nationale (2), n'a fait l'objet depuis six ans d'aucun projet sérieux. A quoi s'ajoutent les réticences probables de l'Office national des forêts pour le passage des moutons en sous-bois, qui menacent les jeunes pousses. Cette mesure ne pourrait de toute façon, sauf cas d'espèce, porter ses fruits qu'à long terme.

Le débroussaillage, faute d'être pratiqué par des moutons, ne peut être envisagé de façon extensive, comme celui de la forêt landaise, à cause d'un coût excessif,

10 000 à 30 000 francs l'hectare, dû au relief.

D'autre part, l'information du public ne semble pas avoir donné les résultats escomptés.

Enfin, le renfort des moyens de lutte terrestres et aériens doit être soumis à la lumière de l'expérience. Les forces terrestres, dotées de camions et de tuyaux, sont impuissantes dans la guerre de mouvement que le vent leur impose. L'extension de l'habitat en zone boisée (résidences, centres de cure, de soins ou de loisirs), qu'il faut protéger en priorité, constitue de nombreux points de fixation qui appauvrissent les effectifs déjà dilués par des fronts de feu distants. Combattre avec des moyens et dans des délais insuffisants une extension de l'habitat par le vent a de grandes chances de vaincre toutes les forces qui pourraient lui être ultérieurement opposées : les forces terrestres, pour des raisons de mobilité et de potentiel hydraulique ; les forces aériennes, pour des problèmes de turbulence rendant le vol dangereux et le largage inefficace.

### Une nouvelle méthode : le « guet armé »

Les constatations précédentes nous ont convaincu de l'intérêt d'une solution placée à la frontière commune de ces contraintes, c'est-à-dire de la réduction à court terme, mais avant l'extension des feux, de la logistique (personnel et matériel) correspondante. La rotation rapide qu'autorise le type d'écopage sur plan d'eau des Canadairs rendra difficile, sinon impossible, l'abandon de ce type d'aéronef. Sa modernisation apparaît donc hautement souhaitable.

Quant au débroussaillage, en attendant une action extensive, concevable seulement par pacage des moutons en sous-bois, un grand pas serait déjà franchi si des tranches pare-feu, de largeur minimum de 50 mètres, étaient aménagées en nombre suffisant dans les massifs.

(1) La vulnérabilité estivale s'exprime par le rapport entre les surfaces brûlées en été, pendant les mois de juillet et août, et les surfaces annuellement détruites dans chaque région.

(2) Rapport n° 1740 de mai 1980.

### Côte d'Azur, côte de cendre

(Suite de la première page.)

L'incendie, d'Eze à La Turbie, a également presque entièrement détruit la forêt du parc départemental de la Grande Corniche, à l'ouest du col d'Eze, où d'importants travaux de reboisement avaient été réalisés ces dernières années. A l'entrée du plateau de la Justice, sur une ancienne voie romaine qui lui donne accès, un panneau de l'Office national des forêts avertit en quatre langues, de façon désormais inconnue, que « la forêt est fragile » et qu'« elle craint le feu ». Passé un bouquet de pins, le désert commence.

Sur ces 10 kilomètres de côte qui vont du col d'Eze à la Tête de chien, au-dessus de Monaco, plus de 1 100 hectares ont été mangés par les flammes. La côte ici est réellement défigurée. Mais un autre foyer plus à l'est a pris des proportions encore plus graves. Sur les communes de Berre-les-Alpes, Bédouin, Contes, dans les deux vallées du Paillon, 2 200 hectares ont été la proie du feu.

A Berre, un pittoresque village construit en avancée sur un promontoire et dominé par les ruines d'un ancien château féodal, le maire, M. Maurice Lavagna, fait lui aussi le bilan des destructions. La magnifique forêt domaniale qui s'étendait sur 200 hectares de la commune a été durement touchée. Le feu en l'occurrence a parachevé l'œuvre du gel de ces deux dernières années en ravageant les mimosaies et en attaquant aux bois de pins d'Alep, de chênes verts et de chênes pubescents. La petite station climatique et résidentielle du nord de Nice mettra longtemps, comme Eze, à panser ses plaies.

### Le prix du reboisement

« On a parlé de catastrophe écologique », remarque M. Henri Manotti, chef du centre de l'ONF des Alpes-Maritimes. Mais, si l'aspect actuel des zones incendiées est en effet impressionnant, il n'est pas définitif. Une partie du paysage sera rattachée par la nature elle-même. Là où les arbres semenciers n'ont pas disparu une régénération naturelle se produira. Il est trop tôt pour dire ce qui se passera. Tout dépendra des conditions climatiques d'ici à l'automne. Si des pluies torrentielles viennent à lessiver les terrains, ce sera abominable. Si les précipitations sont au contraire modérées ou si la sécheresse ne sévit pas tout l'été, une végétation herbacée repoussera et tiendra les sols. »

La garrigue, elle, repartira comme elle l'a fait après de précédents incendies. Cistes, lentisques, myrtes, genêts épineux recouvreront à nouveau les escarpements rocheux. Les chênes, eux aussi, rejeteront de souche. Mais les forestiers redoutent le développement de ces essences très inflammables. « Des gisements de poudre susceptibles d'exploser à tout moment », souligne M. Didier Dumay, ingénieur des travaux des eaux et forêts et chef de la section de défense contre les incendies. Il faudra bien, quoi qu'il en soit, reboiser, et, à 15 000 F au minimum par hectare, la note risque d'être très lourde. Trop lourde.

De plus, on ne commande pas à la nature. En zone de moyenne montagne sèche, un pin d'Alep ne croît en moyenne que d'un millimètre par an en diamètre. Le cèdre, dont on envisage l'implantation sur une certaine échelle, pousse plus vite et se reproduit facilement. Mais il faut compter en dizaines d'années pour obtenir des arbres de futaie d'intérêt paysager.

Le préjudice écologique et esthétique subi par la Côte d'Azur dans sa partie orientale sera donc quel qu'il soit durable sinon pour une part irréversible. Les touristes ne désertent pas le « nid d'aigle » d'Eze. Mais bien des projets de développement touristique pourraient se trouver remis en cause.

GUY PORTE.

### MÉDECINE

## Le onzième congrès international de psychiatrie de l'enfant

## Les forteresses de l'autisme

Le congrès international de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent vient de réunir à Paris mille cinq cents spécialistes de tous les horizons et de toutes les écoles. Au centre des débats : l'épineuse et lancinante question de l'autisme, cette maladie mentale qui, un demi-siècle après avoir été identifiée, conserve, entier ou presque, tout son mystère. Accumulation d'observations et de résultats dont on ne prévoit nullement en quoi ils pourraient aider les enfants et les parents concernés, approches thérapeutiques totalement divergentes, échanges à fleurets pas toujours mouchetés, on retrouve intact derrière l'autisme le profond divorce qui continue de séparer le courant analytique de celui, grossissant, de la psychiatrie biologique.

Comment se réunir et parler ensemble quand on ne s'entend sur rien ou presque ? Tel est le curieux tour de force que viennent de réussir à Paris, les représentants des deux grands courants de la psychiatrie de l'enfant. Un tour de force peut-être moins académiques que l'on pourrait croire, et qui pourrait augurer de lendemains plus sereins.

Sujet : l'autisme, une affection psychiatrique décrite pour la première fois en 1943. Il s'agit — très schématiquement — de l'apparition chez le tout jeune enfant d'un ensemble de symptômes qui ont rapidement pour conséquence d'interdire toute relation sociale normale.

### Psychothérapie ou comportementalisme

Le divorce commence, pour tout dire, avec la définition de cet état pathologique, le même mot d'autisme désignant en réalité un ensemble hétérogène de situations cliniques. C'est ainsi qu'on distingue par exclusion les autismes « purs » (dans lesquels la motricité et l'intelligence de l'enfant apparaissent quasi normales) de ceux qui sont associés à d'autres anomalies (arrétation mentale, déficits divers, épilepsie, maladies métaboliques, etc.). Selon que l'on retient une définition étroite ou plus large, la fourchette de l'incidence des autismes va de deux cas pour dix mille à un cas pour deux mille enfants.

En fait, au-delà de sa fréquence, l'autisme, de par ses implications pratiques et théoriques, demeure le problème majeur de la psychiatrie de l'enfant. C'est le terrain privilégié de l'affrontement entre deux conceptions radicalement opposées de la psychiatrie. L'une s'appuie sur des théories psychanalytiques et psychologiques, partant du postulat que la tableau observé est la conséquence d'un trouble grave de la relation entre l'enfant et sa mère (ou son environnement). L'autre, au contraire, qui se définit elle-même comme une « approche scientifique », est fondée sur une pratique multidisciplinaire, sur l'observation des symptômes plus que sur leur interprétation et, au fond, sur le postulat que l'autisme prend ses racines dans l'organique et le génétique.

Ce dernier courant, actuellement en pleine expansion, est particulièrement développé aux Etats-Unis et dans les pays anglo-saxons. L'approche analytique trouve, quant à elle, ses fidèles dans les pays de tradition latine. A ces deux écoles de pensée correspondent deux types de thérapie. L'une utilise diverses formes de psychothérapies, qui n'hésitent pas, bien souvent, à culpabiliser la mère, tenue pour responsable de l'état de son enfant. L'autre, au contraire, cherche — grâce à des médicaments psychotropes ou à des programmes éducatifs plus ou moins tentés de comportementalisme — à obtenir (parfois

coûte que coûte) un début (ou un semblant) de socialisation de l'enfant.

Longtemps, les relations entre les deux écoles furent très violentes, tous les arguments et tous les coups étant bons. Oh, en est-on aujourd'hui ? Le onzième congrès international de psychiatrie de l'enfant a montré que avec le temps, une cohabitation était possible. Une table ronde est même parvenue à réunir sous la présidence du docteur Colette Chailand quelques-uns des principaux porte-paroles des deux écoles (les docteurs René Diatkine et Pierre Ferrari d'un côté, Edward Ritvo et Donald Cohen de l'autre).

« Les temps changent », confiait un participant, pour la première fois, on ne s'injecte plus à distance et on accepte de parler côte à côte. Vrai armistice ou simple accalmie ? Au fond, les oppositions demeurent toujours aussi radicales. Elles le sont d'autant plus qu'aucun résultat ne permet encore de justifier et de légitimer tel ou tel a priori théorique. Non que le diagnostic d'autisme impose l'abandon de tout espoir, mais parce que les cas de « guérison » de 1 % à 2 % au total, dit-on, semblent, aux yeux des observateurs les plus rigoureux, totalement spontanés, l'enfant sortant comme « par miracle » de son isolement.

L'actuelle cohabitation ne doit sans doute nullement faire illusion. Si les recherches sur l'origine biologique de l'autisme progressent, elles ne semblent pas sur le point d'aboutir. L'ensemble des communications présentées sur ce thème à Paris lors du congrès international est, à cet égard, pleinement révélateur.

On exploite pour l'essentiel les pistes déjà connues : à la recherche d'anticorps contre certaines protéines du cerveau (docteur Richard Todd, Saint Louis, USA), de chromosomes « fragiles » (docteur Peter Wolf, Portland, USA), de docteur Jorgensen, Risikov, Danemark), ou encore des hormones catécholamines. D'autres font des autopsies de cerveaux d'enfants autistes. En face, on demeure tranquillement persuadé que cette dernière approche d'enthousiasme et d'énergie ne pourra aboutir qu'à une impasse.

Et si, demain ou après-demain, les tenants de l'origine biologique de l'autisme parvenaient à démontrer qu'ils n'avaient pas tort ? Les débats n'en continueraient pas moins. S'il était prouvé un jour nous a expliqué le docteur René Diatkine, que l'on peut mettre en relation un dysfonctionnement central spécifique avec l'autisme, cela ne justifierait en rien les pratiques comportementalistes que certains auteurs proposent. « Parce que l'autisme n'est pas « un arrêt de développement », mais un déficit, mais une forme très particulière d'homéostasie qui exclut la mère dans son double rôle excitant et calmant », le conflit glisserait de l'étiologie vers la thérapeutique.

Autisme ou pas, la vieille question du partage entre l'âme et le corps est bien loin encore d'être réglée.

JEAN-YVES NAU.

### FAITS DIVERS

#### Dans le Nord

## Un suspect a avoué l'assassinat d'un médecin

Frédéric Aubry, vingt-neuf ans, demeurant à Maubeuge, a avoué lundi matin 28 juillet, qu'il avait tué, vendredi 25 juillet, son oncle, le docteur Jean Vancseyzele, quarante-huit ans, de sept balles de 22 long rifle. Un employé du déménageur, Jean-Paul Liénard, vingt-huit ans, a reconnu qu'il avait servi de chauffeur à l'assassin.

Alors que le médecin revenait vers 23 heures du restaurant « Aux quatre vents » qu'il possédait avec son épouse, l'assassin a ouvert le feu à deux reprises sans lui laisser le temps de quitter sa voiture. Blessé à la tête, Jean Vancseyzele, qui tentait de s'enfuir, a été touché par deux balles dans le dos, puis achevé à terre par trois autres balles. Le médecin résidait depuis dix ans environ à Mairieux en compagnie de son épouse Michèle, quarante-cinq ans, professeur dans un collège de Bavay, près d'Avènes-sur-Helpe, et qui tenait la cuisine du restaurant familial, ouvert seulement en fin de semaine. Le docteur Vancseyzele menait une vie très active au sein de la commune de Mairieux où il était très estimé.

● GRANDE-BRETAGNE : catastrophe ferroviaire : dix morts. — Dix personnes ont été tuées et trente autres blessées, samedi 26 juillet, lorsqu'un train, transportant essentiellement des vacanciers, a percé un véhicule sur un passage à niveau automatique, dans le village de Lockington, au nord-est de l'Angleterre. « Ce fut un véritable carnage », a déclaré un porte-parole de la police. La plupart des morts ont été écrasés dans les trois wagons de tête, qui ont défilé lors du choc. D'autres passagers ont également été coincés sous ces wagons après avoir été éjectés. Il s'agit de l'accident de train le plus grave survenu en Grande-Bretagne depuis juillet 1984, lorsque treize personnes avaient été tuées lors d'un déraillement. — (AFP.)

## Trois Arméniens de l'ASALA ont refusé d'être expulsés au Liban

Trois Arméniens, membres de l'Armée secrète arménienne de libération de l'Arménie (ASALA) et auteurs de la prise d'otages du consulat de Turquie à Paris en septembre 1981, ont été condamnés, le samedi 26 juillet, à dix jours de prison pour « infraction à un arrêté d'expulsion ». Ils avaient refusé de partir pour Beyrouth.

Vasken Sissian, Agop Djulfayan et Kevork Guzelian, de nationalité libanaise, avaient été condamnés à sept ans de réclusion criminelle par la cour d'assises de Paris, le 31 janvier 1984, pour port d'armes, détention de munitions et d'explosifs, séquestration et tentative de meurtre, à la suite de leur opération commando du 24 septembre 1981 (un mort, trois blessés). Bénéficiant des réductions de peines prévues par la loi, ils sont sortis de prison le 21 juillet 1986 avant d'être aussitôt placés en rétention administrative, prélude à leur expulsion.

Dès leur arrivée à Orly samedi matin, les trois hommes ont refusé d'être expulsés vers le Liban où, affirment-ils, « leur sécurité n'est pas assurée ». Leur expulsion était initialement prévue vers la Syrie, qui a refusé de les recevoir. Or, ils avaient « préparé » leur protection dans le cas d'un atterrissage à Damas, les Arméniens ont fait valoir qu'ils n'avaient pas eu le temps de prendre les mêmes précautions pour leur arrivée au Liban.

Après leur condamnation par le tribunal correctionnel de Créteil (Val-de-Marne), M<sup>re</sup> Jacques Vergès, leur avocat, a estimé que « dans dix jours, le même problème

se reproduira ». Le Mouvement national arménien a déclaré, d'autre part, que l'expulsion des trois hommes constituait « un parjure des autorités françaises », affirmant que le commando ne s'était rendu qu'à la condition d'obtenir l'affaire politique en France. Cette affirmation a toujours été démentie par les autorités françaises.

### Sur décision du tribunal d'Avignon

## Un ancien « Black Panther » reconduit aux Etats-Unis

Un ressortissant américain, William Roger Holder, trente-huit ans, ancien Black Panther qui avait détourné un avion le 2 juin 1972 entre San Francisco et Seattle pour obtenir la libération d'Angela Davis, une militante noire emprisonnée à l'époque, a fait l'objet, samedi 26 juillet, d'une mesure de « reconduite » à la frontière en direction des Etats-Unis, sur décision du tribunal d'Avignon pour « situation de séjour irrégulière en France ».

William Roger Holder, qui, de même source, a souhaité à deux reprises être reconduit aux Etats-Unis, de préférence à d'autres pays, comme le lui permettait la procédure, avait été arrêté pour vol il y a deux mois près d'Ap, dans le Vaucluse. Il ne s'agit donc en aucun cas d'une mesure d'extradition à la demande des Etats-Unis. L'intéressé vivait depuis 1975 en France.

Selon la Chancellerie, Holder, ayant été déjà jugé et condamné en France pour le détournement d'avion (cinq ans de prison avec sursis), il ne peut plus être poursuivi et jugé aux Etats-Unis pour les mêmes faits.



## AVIGNON

Aux deux tiers du Festival, on fait le point pour l'information des journalistes de théâtre. La plupart s'en vont, ceux de la danse arrivent, pas plus frais cependant après avoir « fait » Montpellier, Chateauroux, etc.

Le week-end a commencé avec la remise des prix « off », offerts par René Praile — dit le « banquier belge », — pittoresque personnage « accro » du théâtre. Il s'est trouvé un créneau que personne ne lui dispute : la jeune troupe. La cérémonie a eu lieu dans le jardin du Festival, plein de garçons aux yeux fiévreux brillants d'espoirs insensés, de filles pâles en robes d'été, de « responsables » enfermés dans le circuit du « ter-reau culturel de la France ». Leurs seules portes de sortie — mais ce sont des portes sans issue,

## « Off » et officiels

— sont les multiples rencontres et festivals voués à la marginalité pas chère.

L'après-midi, les journalistes étaient convoqués par les directeurs de nos grandes institutions. Ariane Mnouchkine, Georges Lavaudant, Roger Planchon s'étaient fait excuser. Patrice Chéreau n'était pas là. Catherine Tasca, silencieuse, représentait le Théâtre de Nanterre. Denis Guenoun, président du Syndicat national des établissements artistiques et culturels (SYNDREAC), a lu une sorte de profession de foi poétique, un hymne à ces « rêveurs du concret » que sont les metteurs en scène, sans lesquels le théâtre rétrograderait lamentablement. Comme les metteurs en scène étaient là en majorité, ils ont approuvé.

Tous semblent d'ailleurs d'accord sur tout, notamment sur la nécessité des subventions d'Etat, qui assurent le minimum d'indépendance — à condition d'établir des relations de confiance. Mais peut-on avoir confiance en un ministre qui laisse anéantir son budget de 20 % en cours d'année, qui décide de mettre sur pied l'Opéra de la Bastille et se laisse contredire par le premier ministre ? Non, a dit René Gonzales (Maison de la culture de Bobigny).

Persone cependant n'a mis en cause le système. Marcel Maréchal (Marseille) a affirmé que le monde entier nous l'envie. Jean-Claude Gallotta (Grenoble) désire « faire partie de la communauté théâtrale ».

Antoine Vitez a exposé brillamment son double discours de citoyen centraliste et de forain que « rien n'empêchera de faire du théâtre ». Gildas Bourdet (Centre dramatique du Nord) s'est lancé dans une bizarre confession d'où il ressort qu'il retourne parmi les siens, qu'il regrette d'avoir laissé la presse faire de lui une vedette (mais non !). Il a fait le compte de ce qu'il laisse à ses héritiers, peu de chose si ce n'est des améliorations techniques.

Bref, c'était le malaise. Les journalistes, qui n'étaient pas invités à poser des questions, se sont demandés ce qu'ils faisaient là. Les comédiens des jeunes troupes présents dans le public n'ont pas manifesté leur haine pour les « nantis ». Par indifférence ? Peut-être ont-ils perçu la fragilité de leur profession, sinon de leur art. Rien n'empêchera personne de faire du théâtre, mais le théâtre continuera à vivre avec ou sans eux. Toute la question est là, et ils ont intérêt à la résoudre les premiers.

COLETTE GODARD.

## Les Rencontres cinématographiques

## Muet de naissance

Les Rencontres cinématographiques présentent un éventail de films inconnus des années 1915 à 1920, complété par une exposition de photos et d'affiches.

On peut voir, au lycée Frédéric-Mistral, dans le hall d'entrée, un peu ingrat, des affiches du cinéma muet, que le public boude l'après-midi. A tort. L'exposition, organisée par la cinémathèque de Toulouse, rend fort bien compte de la beauté plastique de cet art sans parole mais qui, déjà, a cessé de balbutier. Les photographies ont été agrandies au format d'un tableau moyen. Elles sont autant d'arrests sur image. Pabst, Eisenstein, Jean Grémillon, Buster Keaton, Greta Garbo, Abel Gance, Gloria Swanson, posant langoureusement dans les studios MGM sur

une peau de panthère. Et le voleur de Bagdad, Douglas Fairbanks, irrésistible, tout comme Rudolph Valentino, œil de velours.

L'après-midi, au cinéma Le Palace, à l'occasion du Panorama mondial de la production cinématographique, les cinémathèques du monde entier, d'ordinaire peu présentes, ont sorti leurs trésors des années 1915-1920. Elles ont été mises en confiance, grâce au soutien que la Fédération internationale des archives du film, via la cinémathèque de Toulouse, apporte au festival. Christian Belaygue, organisateur avec Jacques Robert de ce Panorama a souhaité montrer comment, dans ces années-là, on sut raconter des histoires avec une grande rigueur. « Après 1920, c'est l'explosion qu'on connaît. Mais très peu d'historiens ont travaillé sur l'époque 1915-1920. Si ce festival pouvait inciter des étudiants à débroussailler cet énorme continent

d'images, au lieu de consacrer une centième étude à des cinéastes déjà célèbres ! Nous avons choisi les films pour leur rareté, mais aussi pour la qualité de leurs copies. L'époque est fascinante : le dernier né des arts essaie d'englober tous les autres. Il faut le regarder à la fois comme une photographie, une peinture, une histoire du vêtement, du corps. Je ne suis ni un passionné, ni un fétichiste de la vieille pellicule, mais je pense qu'il est important de mettre en regard ce cinéma et celui d'aujourd'hui, souvent médiocre. Pour voir si, déjà, le ver était dans le fruit ».

Les inconditionnels de théâtre qui ont raté la Terre d'André Antoine, d'après Zola, peuvent encore aller admirer Sante Bernhardt dans un de ses meilleurs films, *Joune Dore*, de Louis Mercanton. On aime les frissons et les histoires terribles dans *At the Villa Rose*, l'Anglais Maurice Heilvey se montre un précurseur d'Hitchcock. Dans le lot de raretés à

venir : *A Girl's Folly* de Maurice Tourneur, l'histoire d'une jeune fille qui veut faire du cinéma. Du côté de l'expressionnisme allemand, un petit frère du docteur Caligari, *De l'aube à minuit* de Karl Heinz Martin. Un court-métrage de la sélection brésilienne passionnerait certainement Levi-Strauss : *Rites et fêtes Bororo* (1916). Il y a aussi un peplum aztèque de Cecil B. de Mille, le premier film dissident, *Bohémisme*, découvert par la cinémathèque de Bruxelles, et un des films soviétiques les plus classiques, *Le Père Serge*, de Protopopov ou la *Démotelle* et le *Voyou* de Makovsky et Sabinsky. Et si ce panorama compte peu de films comiques — ils sont mieux connus, diffusés à la télévision, — on y trouve tout de même un Charlie Chaplin inédit reconstitué à partir des doubles et des chutes : *The Bond*.

ODILE QUIROT.



**TOTEM** L'écorché gigantesque attend en coulisses que ses membres éparés soient portés sur scène, et puis rassemblés pour composer un totem royal. C'est le final du spectacle de Raul Ruiz. La vie est un songe, de Calderon, dans sa version d'autosacramental (version espagnole du mystère).

Le prince Sigismond est « éterné » depuis sa naissance dans une tour, à cause d'une prédiction affirmant qu'il deviendra un roi sanguinaire. Il rêve la vie, fantasme sur l'amour, la religion, la mort... L'imaginaire du prince enchaîné entraîne dans un monde parallèle, où les allégories s'incarnent, où les statues s'animent. Jeu de doubles et de miroirs, rhétorique en spirale, c'est l'univers de Raul Ruiz. (Au Théâtre municipal, 21 h 30, jusqu'au 2 août.)

## FIGURE

Jacques Roubaud

## Poète des nombres

Jacques Roubaud, poète et mathématicien, disciple de Queneau et de Lewis Carroll, découvre les Beaux Inconnus, poètes eux aussi, et oubliés.

Jacques Roubaud est un familier de la Chartreuse de Villeneuve-lez-Avignon. Il a animé à plusieurs reprises des ateliers de l'ouvrage de littérature potentielle (*FOULPO*), fondé par Raymond Queneau. Cette année, il a franchi le Rhône pour venir lire, à la chapelle des Cordeliers, des textes des Beaux Inconnus, que présente Pierre Larigot : des poètes oubliés des seizième et dix-septième siècles, de Vasequin Philieul, traducteur de Pétrarque et créateur du sonnet français, à l'étranger Zache de Vitre, auteur de méditations religieuses à découvrir. L'intérêt de Jacques Roubaud pour les « modèles », au sens mathématique du terme, ne peut que se sentir d'une poésie rigoureuse et précise. Peut-être trouve-t-il chez les Beaux Inconnus une préfiguration de cette « méditation entre les mathématiques et la poésie » que lui a révélée Raymond Queneau.

« Unies comme jamais dans l'antiquité grecque, ces deux disciplines n'ont renoué de liens que de façon discontinuée, au Moyen Âge, à la Renaissance, au dix-neuvième siècle avec Lewis Carroll, au vingtième avec *FOULPO*. » Certains ont pris pour amusements futiles les travaux de l'ouvrage de littérature potentielle. Pour son disciple Jacques Roubaud, l'ambition du poète était beaucoup plus grave : retrouver comme la clé d'une harmonie perdue, la poésie des nombres, rêvée par les pythagoriciens, et il ne faut pas s'arrêter aux apparences amères, risibles même, sous lesquelles cette ambition se dissimule. Son enjeu véritable est sensible dans le dernier livre de Queneau, *Morale d'aujourd'hui*, quand la surface de désespoir ironique commence à s'écarter...

Tout en poursuivant sa carrière de mathématicien, et aussi loin qu'il est possible pour un homme qui veut conserver d'autres activités, il enseigne à l'université de Nanterre. — Jacques Roubaud est resté fidèle aux séances de *FOULPO*, confrontant ses propres modèles à ceux d'autres chercheurs en mathématiques ou dans les graphes. « La théorie des graphes, étudiée par Claude Berge, a été très féconde. Elle a fourni à Georges Perec le modèle de la Via mode d'emploi. Elle

était pourtant plutôt promise à des applications économiques : on s'en sert pour analyser les transports fluviaux ou régler la circulation automobile. Mais les théories mathématiques ont souvent ce double aspect : elles touchent à la physique lourde et aussi aux subtilités ludiques... » Ses expériences d'écriture sous contrainte ont amené tout naturellement à utiliser l'informatique. « Queneau en avait eu l'idée sans pouvoir la réaliser, car la technologie n'était pas assez avancée à son époque. L'informatique permet d'atteindre ce à quoi tend toujours la démarche oulipienne : s'établir dans un monde particulier et voir ce qu'on peut y dire ou y faire compte tenu de certaines impossibilités. » Position d'utopiste ? « Sans doute, reconnaît-il, mais le retour au monde réel se fait par le texte qu'on donne. Les derniers livres de Perec, de Calvino, contiennent une richesse de vie profitable à tous. »

On pourrait le dire aussi du livre de poèmes récemment publié par Jacques Roubaud, *Quelque chose noir*. Pendant quatre ans, il avait cessé d'écrire de la poésie, un temps d'aphasie. Tout au plus pouvait-il se divertir dans un roman très oulipien et très inoffensif, dit-il, la Belle Hortense.

« Quelque chose noir » marque la fin de cette aphasie. Plus rien dans ce beau livre dense, d'une forme presque classique, des jeux de combinatoire d'Autobiographie chapitre X, par exemple. Peut-être parce que Jacques Roubaud y parle de la mort et à la mort, en réponse à la disparition de sa femme Alb Cléo Roubaud.

« Elle était photographe, et ce livre qui lui est dédié est proche de la photographie, de loin mon art préféré, celui avec lequel je me sens le plus d'affinités. » En effet, Jacques Roubaud s'apparente à cet autre mathématicien-poète, Lewis Carroll. Si ce n'est qu'il ne se sert pas, lui, d'un appareil photo. En fait, Roubaud le joueur, le truqueur (ou qu'on pourrait croire tel) aime l'incroyable valeur de vérité de la photo. Une « vérité » qu'il ne retrouve par ailleurs que dans les contes. D'où cet intérêt pour le cycle du Grail à l'origine d'une adaptation théâtrale co-signée avec Florence Delay et montée naguère par Marcel Maréchal (une jeune compagnie la reprend à Avignon, off festival).

Lewis Carroll aussi aimait les comtes. Et l'enfance. L'homme le plus savant, le plus érudit de la poésie française, ne serait pas poète, même pas mathématicien-poète, sans un certain regard d'enfance.

BERNADETTE BOST.

## DANSE

## Le ballet de l'Opéra de Paris aux Etats-Unis

## Heurs et malheurs d'une tournée américaine

Le ballet de l'Opéra de Paris avait commencé sa tournée par un triomphe à New-York. Le public de Washington lui a réservé le même accueil. Mais la presse l'a durement étreint.

La tournée du ballet de l'Opéra de Paris s'achève sur un grand succès populaire dans la capitale. C'est à bureaux fermés que la compagnie a dansé le *Lac des cygnes*. Mais ce n'était pas les qualités que d'évoquer l'engouement extraordinaire pour la danse du

public américain, notamment dans la capitale. Le ballet Kirov, le New-York City Ballet, l'American Ballet Theater ont toujours fait salle comble au Kennedy Center...

Cet accueil chaleureux et enthousiaste du public fait contraste avec la sévérité de la critique. Apparemment, l'état de grâce dont avait bénéficié la compagnie s'est dissipé... Les critiques new-yorkaises avaient salué le retour du ballet de l'Opéra après trente-huit ans d'absence par des éloges diaphanes (le *Monde* du 17 juillet 1986). « (...) La troupe française est simplement stupéfiante... réunissant un groupe de danseurs d'une qualité de technique, de style et

d'expression comme nous n'en avions pas vu depuis les Russes », écrivait l'un d'eux. Tel n'est pas l'avis du *Washington Post*, exprimant franchement sa déception après la première représentation du *Lac des cygnes* à Washington : « (...) Ce n'est pas la faute de la compagnie, mais ses mérites ont été largement exagérés », écrit-il. Regrettant l'absence de Patrick Dupond, le critique du journal est sévère pour Sylvie Guillem : « (...) Son Odette semble léthargique et sans émotion. » A propos d'Odile, il écrit : « A moins d'apprécier le succès d'une ballerine par le nombre de ses « fougues » dans le cygne noir, son interprétation n'est

qu'une pâle apparence des possibilités du rôle. »

Même mauvaise humeur dans le *Wall Street Journal* : « Guillem apporte le classique sans acrobates, le journal est également sévère pour Laurent Hilaire : « (...) Ses pirouettes sont faibles... Il a été incapable de projeter les tendances poétiques, les aspirations romantiques ou l'angoisse tragique de Siegfried. »

Mais les critiques concentrent leur feu sur Nourev, dont la production est jugée comme un « acte de vandalisme » (*Wall Street Journal*), une « parodie » (*Washington Post*) ou qualifié de « bête et excentrique » (*Time*). Un thème commun apparaît dans les critiques, estimant que la chorégraphie de Nourev ne permet pas aux danseurs de talent de mettre en valeur leurs qualités.

« Il faut souvent essayer de trouver le danseur, en dépit de la chorégraphie », écrit le magazine *Time*, ajoutant, non sans férocité : « Aussi longtemps que Nourev existait pour danser, ses efforts pour s'assurer un rôle déséquilibré sans compagnie. » Sous le titre « Sombre nuit à l'Opéra », le critique du magazine estime que Nourev porte la responsabilité de la « très peu satisfaisante représentation au Metropolitan de New-York ».

Sous le titre « Les danseurs de Nourev se noient dans le *Lac des Cygnes* », le *Wall Street Journal* estime que « la représentation du Lac a été une double calamité, étant à la fois une exposition d'une prétention inégale depuis les tristes derniers jours de José Louis [le boxeur] et une parodie du ballet classique de Petipa Ivanov 1985. Sans doute Nourev estime avoir plus de talent que Petipa et Ivanov », écrit le journal. Quant au *Washington Post*, évoquant l'interprétation de Nourev dans son double rôle, il écrit : « Ce serait faire injure à ses nombreuses années d'une qualité artistique sans égale que de le prendre au sérieux... »

HENRI PIERRE.

CLAUDE FLÉOUTER.

\* Théâtre de l'Œuvre, 21 heures.

## THÉÂTRE

## Sa dernière reprise

## Lionel Rocheman et le Grand-Père Schlomo

Depuis près de dix ans, Lionel Rocheman promène le Grand-Père Schlomo de salle de théâtre en théâtre. A la Vieille Grille d'abord, puis au Carré Sylvia-Monfort, à la Cour des miracles, au Palais des glaces, au Théâtre de Dix-Heures, à l'Olympia, à Bobino et au Théâtre La Bruyère. Schlomo, l'ancien petit tailleur aux cheveux et moustache poivre et sel, au regard vif et malicieux, a fait défiler rabbins, faiseurs de petits métiers, mariages et instituteurs d'un village juif polonais ; il a restitué tout un monde pittoresque, rusé et bavard, avec la sourde, la tendresse et juste ce qu'il faut de dérision.

Aujourd'hui, Schlomo est de retour au Théâtre de l'Œuvre, avec son angoisse, et son culot, sa recherche d'identité, sa verve et son accent yiddish infatigable. Cette reprise est la dernière. C'est du moins ce que

promet Lionel Rocheman, décidé à abandonner le Grand-Père et ses histoires issues de la tradition orale juive.

Drôle d'aventure que celle de Lionel Rocheman qui, au lendemain de la deuxième guerre mondiale, commence par faire tous les métiers (ouvrier, typographe, représentant de commerce, coureur et presseur) avant de se trouver, au début des années 60, à la tête d'une petite affaire prospère d'artisan-bonnetier. C'est alors qu'à travers les beatniks américains venus au bord de la Seine, il découvre le folk-song rénové par Pete Seeger, Bob Dylan et Phil Ochs. Rocheman fonde sa entreprise de pull-overs, de gilets et de polos et se lance dans des « hootenanny », une forme d'expression musicale totalement libre où vont se retrouver beaucoup de jeunes chanteurs folk.

Ces spectacles d'improvisation auront lieu au Centre américain du boulevard Raspail, puis à l'Olympia. Dix ans plus tard, la même rencontre avec le hasard — et avec Pierre Dac, le chef de file français des humoristes juifs — fera de Lionel Rocheman un caricaturiste « sans méchanceté, précise-t-il, mais sans complaisance non plus ».

A présent, Rocheman rêve d'être comédien à temps complet : soit dans un monologue écrit par deux humoristes-soviétiques (Lev et Alex Shargorodski) exilés à Genève, soit dans une pièce d'Isaac Singer. Ce qui ne l'empêche pas de continuer à jouer chaque jour de la guitare et à composer régulièrement des chansons avec Claude Lemesle.

CLAUDE FLÉOUTER.

\* Théâtre de l'Œuvre, 21 heures.







**MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS** (Ang., v.o.) : Studio Galante (h. sp.), 5<sup>e</sup> (43-54-72-71) : Saint-Ambroise, 11<sup>e</sup> (47-00-89-16).

**MIDNIGHT EXPRESS** (Am., v.f.) (\*\*)  
Capri, 2<sup>e</sup> (43-08-11-69).

**MY FAIR LADY** (Am., v.o.) : Paramount  
Orfex, 9<sup>e</sup> (47-42-56-31).

### Les festivals

**L'AGE D'OR DE LA COMÉDIE AMÉRICAINE** (v.o.), 14 Juillet-Parnasse, 6 (43-26-58-00) : Divorcé malgré lui.

94-56) en alt  
Woody et les F

érotique: *18 ans*  
*18 ans* / Broadway Danny Rose.  
**BUNUEL** (v.a.), *Latina*, 42 (27-  
 47-86) : la Vie criminelle d'Archibald de la  
 Cruz.  
**J. L. GODARD**, *Demfert 14* (43-21-  
 41-01), 22 : Masculin-féminin.  
**LES GRANDS COMÉDIENS DE LA**  
**CINÉMA** (v.a.), *Actien Rose* Gau-  
 che 9 (43-29-44-40) : Une érudite en oc-  
 ceanatif.  
**HOMMAGE A G. MELIÈS**, *Studio 43*, 9  
 (47-70-63-40), 21 h : un pays accompa-  
 gné au piano le vendredi.  
**LURITSCH** (v.a.), *Cinéma 9*, 42 (54-  
 54-54-54) : Ça attend : + *Actien*  
 Christine, 6 (43-29-11-30) : *Angel*.  
**E. ROHMER** *Republic Cinéma*, 11<sup>e</sup> (48-  
 05-31-33), 20 h : les Nuits de la plaine.

**RUSSIE ANNEE**  
Parnasse, 6° (43-

**GOLF**  
**TAREKOVSKI (v.a.),** Répúblico-Ciudad,  
11 (48-05-31-33), 16 h 40 : l'Enferme  
d'Ivrua.

**GENE TIERNEY (v.a.),** Action-Ecoles,  
5 (43-75-72-07) : Pêche mortel.

**LA TRILOGIE DE LA GUERRE DES  
ÉTOILES (A.v.a.),** UGC Normandie,  
7 (43-75-72-07) : 1 (v.1.) : Rex, 2 (42-36-  
83-93) : UGC Montparnasse, 6 (45-74-  
94-94).

**VIVE LA REPRESSE (v.a.),** Studio Ber-  
trand, 7 (47-83-64-66), 16 h : le Mini-  
stre de la peur : 1, 2, 3 : l'Ombre d'un  
homme : 16 h 35 : Oréat : 21 h 45 : Drôle  
de drame.

***Les séances spéciales***

**AMADEUS (A.v.a.)** : + Boîte à films,  
17 (46-22-44-21) 17 h 30.

**LE TALENTED MR. FENNER (A.v.a.),**  
7 (43-75-72-07) : 1 (42-94-96), 22 h 10.

**PERLIN APPARE (All.v.a.),** (22) : Studio

**CABARET (A, w)**  
17 (45-08-04-14)

**L'HISTOIRE OFFICIELLE** (Arg., v.o.) :  
Demfert 14 (43-21-41-01), 20 h.

PARIS, TEXAS (A. v.o.) : Cinches

**Saint-Jermain, 6<sup>e</sup>** (46-33-10-82), 21 h 40.  
**LE PAYS OU RÊVENT LES FOURMIS**  
**VERTES** (All. v.o.) : Châtelet-Victoria,  
 1<sup>re</sup> (45-08-94-14), 16 h.  
**PINK FLOYD THE WALL** (A. v.o.) :  
 Boite à films, 17<sup>e</sup> (46-22-44-21), 22 h 30.  
**ROCKY HORROR PICTURE SHOW**  
 (\*) (A. v.o.) : Studio Galande, 5 (43-  
 54-72-71), 22 h 25.  
**TAXI DRIVER** (\*\*) (A. v.o.) : Châtelet-  
 Victoria, 1<sup>re</sup> (45-08-94-14), 22 h 15.  
**WITNESS (A. v.o.)** : Rialto, 19<sup>e</sup> (46-07-  
 87-61), dim. 18 h 35, jeu. 16 h 35, sam.

---

### 30 JUILLET

- Montmartre, cité d'artistes, ruelles et jardins », 15 heures, métro Abbesses (M. Polyes).
- Les vitraux de la Sainte-Chapelle », 15 heures, entrée église (Paris et son histoire).
- Dans l'intimité et la solennité des collections d'Antoine Bourdelle chez lui », 15 heures, 16, rue A.-Bourdelle (Paris et son histoire).
- La peinture au Louvre », 14 heures, devant pavillon de Flore (Paris Passion).
- Hôtels du Marais, place des Vosges illuminés », 21 heures, métro Pont-Neuf.

[illegible]

**CONFERENCES**

11 bis, rue Keppler, 19 h 30  
« Karma et la destinée de l'homme ».

(Matière)

**EN ÉCONOMIE DE L'ÉNERGIE**  
(Thèse)

étudiants désireux de se spécialiser dans un  
cible moteur de l'économie.

**ISATION**

Nationale Supérieure de Pétrole et des  
de Dijon. La première année est consi-  
de l'économie de l'énergie, qui comporte

ethods quantitatives en économie de  
nergie.

**SSION**

inaires d'une maîtrise (sciences écono-  
miques d'ingénieur, d'un diplôme d'école  
équivalent.

**UCHÉS**

ctions d'études, de planning, de consul-  
tation.

Banques et sociétés financières. Orga-  
nismes de conseil.

renseignements :

ures d'Économie - ENSPM

**CAIS DU PÉTROLE**

92500 RUEIL-MALMAISON

0445 2445 2445

• Montmartre, cité d'artistes, ruelles et jardins », 15 heures, métro Abbesses (M. Polheyr).

• Les vitraux de la Sainte-Chapelle », 15 heures, entrée église (Paris et son histoire).

• Dans l'intimité et la solennité des collections d'Antoine Bourdelle chez lui », 15 heures, 16, rue A-Bourdelle (Paris et son histoire).

• La peinture au Louvre », 14 heures, devant pavillon de Flore (Paris Passion).

• Titôls de Marais, place des Vogues illuminés », 21 heures, métro Pont-Marie.

---

## CONFÉRENCES

• 11 h30, rue Keppler, 19 h 30 :  
• Karma et la descente de l'Inde

Il bis, rue Keppler, 19 à 30 :  
« Karma et la destinée de l'homme ».

Il bis, rue Keppler, 19 à 30 :  
« Karma et la destinée de l'homme ».

domaine en constante évolution, véritable moteur de l'économie.

- Analyse économique et méthodes quantitatives en économie

diplômé par l'École Nationale Supérieure  
de Paris 7 et de Dijon. Le

Ce cycle est organisé par l'Ecole Nationale Supérieure du Pétrole et des Minéraux, les universités de Paris 2 et de Dijon. La première année est consacrée à la préparation d'un DEA en économie de l'énergie, qui comporte deux grandes options :

- Analyse économique et méthodes quantitatives en économie

### ification de l'énergie.

### ADMISSION

Les candidats devront être titulaires d'une maîtrise (sciences économiques, économétrie, gestion), d'un diplôme d'ingénieur, d'un diplôme d'école de commerce ou d'un diplôme reconnu équivalent.

## DÉROUILLÉE

Postes opérationnels très variés. Fonctions d'études, de planning, de com-  
tant. Recherche. Enseignement. Audit...  
Sociétés pétrolières et énergétiques. Banques et sociétés financières. O-  
nismes nationaux et internationaux. Sociétés de conseil.

## didatures et renseignements

Centre d'Études Supérieures d'Économie - ENSPM  
INSTITUT FRANÇAIS DU PÉTROLE  
4, avenue de Bois-Préau, 92500 RUEIL-MALMAISON  
Tél. 47-48-02-14, postes 6948 ou 6432

عَلَيْكُمْ مِنْكُمْ الْأَصْلُ



# Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-matin. Les émissions signalées ci-dessous par un triangle noir sont celles qui ont fait l'objet d'un article dans le dernier supplément. Les carrés placés après le titre des films expriment notre appréciation : □ A éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

## Lundi 28 juillet

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Cinéma : *Le Pour du scalp* ■ Film américain de Stuart Gilmore (1951). Avec R. Young, J. Carter, J. Beetal, B. Mac Lane, R. Halley. Un ancien officier sudiste essaye, sans faire appel à la violence, de régler un différend entre les Apaches d'une réserve et le gouvernement des États-Unis. Western plus recommandable par son honnêteté et ses bonnes intentions que par sa réalisation.

21 h 55 Documentaire : *Afrique*. Série de huit émissions de Basil Davidson, adaptation française de Guy et Marianne Morance, texte dit par Mario Puzos. Troisième émission : *L'ère d'or des Africains*. Dans son étude sur l'histoire du continent noir, Basil Davidson aborde aujourd'hui la période du Moyen Âge, l'âge d'or, puisque de grands axes de commerce rayonnent d'Afrique vers l'Orient et vers l'Occident.

22 h 50 Court métrage : *André Moleux, peintre*. Réalisation de Gérard Sergue.

23 h Journal.

23 h 15 *Carnet de bord*.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20 h 35 *Tenue de soirée* : Théâtre pour rire : Samedi, dimanche, lundi. D'Edouard De Filippo ; mise en scène François Petit ; réal. Yves-André Hubert. Avec Roy Varte, Georges Géret, Michel Robin, Jacques Rispal, François Lalonde, Béatrice Andry, Jacqueline Jehanneuf. Ecrite en 1939, Samedi, dimanche, lundi est considérée comme la pièce fêlée d'Edouard De Filippo, auteur dramatique, acteur comique et metteur en scène napolitain. Il a fallu attendre vingt-cinq ans avant qu'elle ne soit créée en France.

22 h 40 *Jazz à Antibes*.

23 h 55 Journal.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR3

20 h 35 Cinéma : *Un nuage entre les dents* ■■ Film français de Marco Pico (1974), avec P. Noiret, P. Richard, C. Pélipin, J. Denis, M. Peyronnel. Deux journalistes de faits divers, déformés par leur métier, croient à l'envie de petits garçons de l'un d'eux et se lancent dans une enquête auprès de « suspects » choisis dans un fichier. Satire d'une certaine presse à sensation, violence comique, climat onirique, et deux acteurs fabuleux.

22 h 5 Journal.

22 h 30 Les grandes batailles du passé : Poltava, 1709.

Série de dix émissions, de Henri de Turenne et Daniel Costelle (rediff.). Avec la participation de A. Szeman, journaliste soviétique ; H. Villius, historien suédois ; J.-P. Mousson-Lestang, historien français ; K. Gorn, professeur d'histoire à Upsala (Suède). La bataille de Poltava se déroula en Ukraine et constitua un tournant décisif pour deux des plus grandes puissances européennes de cette époque : la Suède et la Russie.

23 h 25 *Préface à la nuit*. Peter Schreier chante cinq mélodies allemandes de Brahms.

23 h 40 Journal des festivals (rediff.).

### CANAL PLUS

20 h 55 Football : Tournoi de Paris, Demi-finale, en direct du Parc des princes : 22 h 35, Taurinacchia : corréa espagnole à Malaga ; 23 h 45, Stella m m film de Laurent Heynemann ; 1 h 20, Une indicatrice éblouissante film de Les Marquis.

### LA « 5 »

20 h 30, Série : *Supercopier* ; 21 h 25, Série : *Les Grands* ; 22 h 15, Série : *La cinquième dimension* ; 23 h 15 à 2 h 50, rediffusions.

### TV 6

20 h, *Tonée 6* ; 23 h, NRJ 6 (rediff.) ; 0 h, *Tonée 6*.

### FRANCE-CULTURE

20 h Musique d'Algérie, au Festival de Tebessa.

20 h 30 *Marie des brumes*, d'Odysseus Elytis, avec D. Ledran, B. Devollet, M. Lonsdale.

21 h 30 Festival d'Arles : musique africaine (Mali, Guinée, Maroc, Ethiopie).

22 h 30 *La nuit sur un plateau*.

### FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 *L'air du soir*.

21 h 45 Concert (donné le 25 juillet pour Jacques-Cœur, à Montpellier) : *Pennone* 13 pour ténor, chœurs et orchestre, de Liza : *Das Klagende Lied* (version intégrale) pour solistes, chœurs et orchestre, en trois parties, de Mahler, par les chœurs et le Noyau Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. M. Janowski. Sol. : T. Zylis-Gara, soprano, J. Rappe, mezzo, D. Rendall, ténor, J. Strauch, baryton.

0 h Jazz : Bruno Lator Septet.

## Mardi 29 juillet

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

14 h 45 Les habits du dimanche. (rediff.).

15 h 35 Croque-vacances.

17 h 25 Boîte à mots.

17 h 30 Feuilletton : Nick Vertaine ou comment voler le tour Eiffel. Réal. C. Boissol, avec Ph. Nicaud, A. Prucnal, B. Biquard (rediff.).

18 h 35 *Quatrième épisode* : Dans l'eau d'une piscine. Quatrième épisode : Dans l'eau d'une piscine.

18 h 35 Feuilletton : Danse avec moi (rediff.).

19 h 10 La vie des Botes.

19 h 40 Le masque et les plumes.

20 h Journal.

20 h 25 Loto sportif.

20 h 35 *Série : Vive la comédie* : le Portefeuille. D'Octave Mirbeau, mise en scène de Paul Planchon. Avec Pierre Verrier, Christine Murillo, Jean-M. Mole, André Haber, Michel Dusséin, André Gille. Une péripétie comique arrêtée par des agents fait un scandale devant le commissaire. Le commissaire de police demande à rester seul avec elle pour lui faire un peu de morale... Un jeune homme pressé. D'Engle Labiche, mise en scène Gérard Caillaud, avec Gérard Lousine, Gérard Caillaud et Jean-Marie Proulx. Dardard réveille Pontichet en pleine nuit pour lui demander la main de sa fille, qu'il a aperçue le soir même au théâtre.

21 h 35 Cinéma : *L'Amour fugitif* ■■ Film français de Pascal Ortega (1983). Avec Marcel Bozzuffi, Mick Ford, Catherine Lachens, Xavier Castano. En 1971, deux soldats déserteurs, un Français et un Anglais, tentent de fuir la guerre d'Indochine et se cachent dans une forêt de la Somme. Ils rencontrent une femme à la dérive. Un trio, très original - premier film - sur la haine de la guerre, l'évasion dans le rêve et les illusions tragiques.

22 h 55 Journal.

23 h 10 *Carnet de bord*.

Le Tour de France à la voile.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A2

14 h 20 Documentaire : *La mère est aussi une personne*. De Fabrice Rouleau. Dans la plupart des cas, la relation qui s'établit entre la mère et son enfant à la naissance est spontanée. Mais il arrive que certaines femmes se sentent angoissées et désarmées au moment de leur grossesse ou de l'accouchement.

15 h 10 Feuilletton : *Christa*. De Jean Carrière. Avec C. Kruger, K. Grunberg, M. Hinz (rediff.).

15 h 40 Sport été.

15 h 25 *Série : Capitot*.

15 h 50 *Jeu : Des chiffres et des lettres*.

19 h 15 Emissions régionales.

19 h 40 *Affaire suivante*. Présenté par Jean-Pierre Foucault, avec Jean Lefebvre, Jacques Balutin, Jacques Mailhot, Maurice Horgues et Annick Christidans.

20 h 30 Cinéma : *Marie-Antoinette* ■■ Film français de Jean Delannoy (1955), avec M. Morgan, R. Todd, J. Morel, J. Bittel, A. Bittel, A. Claronod, G. Trépan, D. Coccolini, A. Carrière. ► *La vie de Marie-Antoinette, devenue reine de France à la mort de Louis XV, en 1774, jusqu'à sa condamnation et son exécution, en 1793. Ses amours avec le comte de Axel de Fersen. Reconstructions des principaux événements du règne de Louis XVI et de la Révolution. Tableaux de genre, intimisme et psychologie. Michèle Morgan remarquable.*

22 h 35 *Jazz à Antibes*. Réal. Jean-Christophe Avery. Extraits du Festival d'Antibes-Juan-les-Pins.

23 h 50 Journal.

### TROISIÈME CHAÎNE : FR3

18 h 30 Emission régionale.

17 h 30 *Série : Terroir en bouche*. Le jambon aux deux bords, avec M. Thérin, restaurateur à Saint-Pol-sur-Ternoise (Pas-de-Calais).

17 h 45 Portrait : William Wyler. Réal. Maurice Delbez. Metteur en scène américain, William Wyler, qui est l'un des plus grands réalisateurs de l'histoire du cinéma, est né à Milwaukee en 1902. Toute sa vie, il a conservé un profond attachement à sa ville et à ses amis.

18 h 15 *Série : Cheval mon ami*. La mule, elle aussi, a contribué à aider notre établissement, nos travaux, etc.

18 h 45 Journal des festivals.

19 h 15 *Le « 19-20 » de l'information*.

19 h 15 Actualités régionales.

19 h 55 *Dessin animé* : Les entrecrochets.

20 h 5 Les jeux, à Cagnes-sur-Mer.

20 h 35 Cinéma : *Du sang dans la poussière* ■■ Film américain de Richard Fleischer (1974), avec L. Marvin, G. Grimes, R. Howard, C.-M. Smith, A. Hummelt, N. Berry. Trois adolescents, fascinés par la vie aventureuse d'un voleur de banques qui ils ont secourus, se font bandits. Un univers de violence, l'envers des légendes des brigands bien-aimés, une certaine force de la réalisation. Mais, Lee Marvin mis à part, l'interprétation est terne.

22 h 5 Journal.

22 h 30 Musique zairoise à Avignon. Le Festival d'Avignon accueille cette année des groupes de musique africaine. Les entrecrochets : Ray Lema, Yamawa, Lulu, Elanga Nkake et Lokando Bolifa.

23 h 25 *Prélude à la nuit*.

23 h 35 Journal des festivals (rediff.).

14 h, Cinéma : *La Cavale* ■■ Film de Michel Mitrani ; 15 h 40, *Glaucos* ■■ Film de François Merliet. En clair jusqu'à 20 h 30. 18 h, *Série : Danse dans la nuit* ; 19 h 35, Top 50 ; 19 h 55, *Série : Rawlaid* ; 20 h, Les triples ; 20 h 5, *Jeu : Les affaires sont les affaires* ; 20 h 35, Un été d'été ■■ Film de Michel Schock ; 22 h 30, la Fière de l'été ■■ Film de Charlotte Heston ; 0 h, L'Amour est en jeu ■■ Film de Marc Allégret ; 1 h 25, *Série : Hollywood Blues*.

14 h, Cinéma : *La Cavale* ■■ Film de Michel Mitrani ; 15 h 40, *Glaucos* ■■ Film de François Merliet. En clair jusqu'à 20 h 30. 18 h, *Série : Danse dans la nuit* ; 19 h 35, Top 50 ; 19 h 55, *Série : Rawlaid* ; 20 h, Les triples ; 20 h 5, *Jeu : Les affaires sont les affaires* ; 20 h 35, Un été d'été ■■ Film de Michel Schock ; 22 h 30, la Fière de l'été ■■ Film de Charlotte Heston ; 0 h, L'Amour est en jeu ■■ Film de Marc Allégret ; 1 h 25, *Série : Hollywood Blues*.

14 h, Cinéma : *La Cavale* ■■ Film de Michel Mitrani ; 15 h 40, *Glaucos* ■■ Film de François Merliet. En clair jusqu'à 20 h 30. 18 h, *Série : Danse dans la nuit* ; 19 h 35, Top 50 ; 19 h 55, *Série : Rawlaid* ; 20 h, Les triples ; 20 h 5, *Jeu : Les affaires sont les affaires* ; 20 h 35, Un été d'été ■■ Film de Michel Schock ; 22 h 30, la Fière de l'été ■■ Film de Charlotte Heston ; 0 h, L'Amour est en jeu ■■ Film de Marc Allégret ; 1 h 25, *Série : Hollywood Blues*.

14 h, Cinéma : *La Cavale* ■■ Film de Michel Mitrani ; 15 h 40, *Glaucos* ■■ Film de François Merliet. En clair jusqu'à 20 h 30. 18 h, *Série : Danse dans la nuit* ; 19 h 35, Top 50 ; 19 h 55, *Série : Rawlaid* ; 20 h, Les triples ; 20 h 5, *Jeu : Les affaires sont les affaires* ; 20 h 35, Un été d'été ■■ Film de Michel Schock ; 22 h 30, la Fière de l'été ■■ Film de Charlotte Heston ; 0 h, L'Amour est en jeu ■■ Film de Marc Allégret ; 1 h 25, *Série : Hollywood Blues*.

14 h, Cinéma : *La Cavale* ■■ Film de Michel Mitrani ; 15 h 40, *Glaucos* ■■ Film de François Merliet. En clair jusqu'à 20 h 30. 18 h, *Série : Danse dans la nuit* ; 19 h 35, Top 50 ; 19 h 55, *Série : Rawlaid* ; 20 h, Les triples ; 20 h 5, *Jeu : Les affaires sont les affaires* ; 20 h 35, Un été d'été ■■ Film de Michel Schock ; 22 h 30, la Fière de l'été ■■ Film de Charlotte Heston ; 0 h, L'Amour est en jeu ■■ Film de Marc Allégret ; 1 h 25, *Série : Hollywood Blues*.

14 h, Cinéma : *La Cavale* ■■ Film de Michel Mitrani ; 15 h 40, *Glaucos* ■■ Film de François Merliet. En clair jusqu'à 20 h 30. 18 h, *Série : Danse dans la nuit* ; 19 h 35, Top 50 ; 19 h 55, *Série : Rawlaid* ; 20 h, Les triples ; 20 h 5, *Jeu : Les affaires sont les affaires* ; 20 h 35, Un été d'été ■■ Film de Michel Schock ; 22 h 30, la Fière de l'été ■■ Film de Charlotte Heston ; 0 h, L'Amour est en jeu ■■ Film de Marc Allégret ; 1 h 25, *Série : Hollywood Blues*.

14 h, Cinéma : *La Cavale* ■■ Film de Michel Mitrani ; 15 h 40, *Glaucos* ■■ Film de François Merliet. En clair jusqu'à 20 h 30. 18 h, *Série : Danse dans la nuit* ; 19 h 35, Top 50 ; 19 h 55, *Série : Rawlaid* ; 20 h, Les triples ; 20 h 5, *Jeu : Les affaires sont les affaires* ; 20 h 35, Un été d'été ■■ Film de Michel Schock ; 22 h 30, la Fière de l'été ■■ Film de Charlotte Heston ; 0 h, L'Amour est en jeu ■■ Film de Marc Allégret ; 1 h 25, *Série : Hollywood Blues*.

14 h, Cinéma : *La Cavale* ■■ Film de Michel Mitrani ; 15 h 40, *Glaucos* ■■ Film de François Merliet. En clair jusqu'à 20 h 30. 18 h, *Série : Danse dans la nuit* ; 19 h 35, Top 50 ; 19 h 55, *Série : Rawlaid* ; 20 h, Les triples ; 20 h 5, *Jeu : Les affaires sont les affaires* ; 20 h 35, Un été d'été ■■ Film de Michel Schock ; 22 h 30, la Fière de l'été ■■ Film de Charlotte Heston ; 0 h, L'Amour est en jeu ■■ Film de Marc Allégret ; 1 h 25, *Série : Hollywood Blues*.

14 h, Cinéma : *La Cavale* ■■ Film de Michel Mitrani ; 15 h 40, *Glaucos* ■■ Film de François Merliet. En clair jusqu'à 20 h 30. 18 h, *Série : Danse dans la nuit* ; 19 h 35, Top 50 ; 19 h 55, *Série : Rawlaid* ; 20 h, Les triples ; 20 h 5, *Jeu : Les affaires sont les affaires* ; 20 h 35, Un été d'été ■■ Film de Michel Schock ; 22 h 30, la Fière de l'été ■■ Film de Charlotte Heston ; 0 h, L'Amour est en jeu ■■ Film de Marc Allégret ; 1 h 25, *Série : Hollywood Blues*.

14 h, Cinéma : *La Cavale* ■■ Film de Michel Mitrani ; 15 h 40, *Glaucos* ■■ Film de François Merliet. En clair jusqu'à 20 h 30. 18 h, *Série : Danse dans la nuit* ; 19 h 35, Top 50 ; 19 h 55, *Série : Rawlaid* ; 20 h, Les triples ; 20 h 5, *Jeu : Les affaires sont les affaires* ; 20 h 35, Un été d'été ■■ Film de Michel Schock ; 22 h 30, la Fière de l'été ■■ Film de Charlotte Heston ; 0 h, L'Amour est en jeu ■■ Film de Marc Allégret ; 1 h 25, *Série : Hollywood Blues*.

14 h, Cinéma : *La Cavale* ■■ Film de Michel Mitrani ; 15 h 40, *Glaucos* ■■ Film de François Merliet. En clair jusqu'à 20 h 30. 18 h, *Série : Danse dans la nuit* ; 19 h 35, Top 50 ; 19 h 55, *Série : Rawlaid* ; 20 h, Les triples ; 20 h 5, *Jeu : Les affaires sont les affaires* ; 20 h 35, Un été d'été ■■ Film de Michel Schock ; 22 h 30, la Fière de l'été ■■ Film de Charlotte Heston ; 0 h, L'Amour est en jeu ■■ Film de Marc Allégret ; 1 h 25, *Série : Hollywood Blues*.

14 h, Cinéma : *La Cavale* ■■ Film de Michel Mitrani ; 15 h 40, *Glaucos* ■■ Film de François Merliet. En clair jusqu'à 20 h 30. 18 h, *Série : Danse dans la nuit* ; 19 h 35, Top 50 ; 19 h 55, *Série : Rawlaid* ; 20 h, Les triples ; 20 h 5, *Jeu : Les affaires sont les affaires* ; 20 h 35, Un été d'été ■■ Film de Michel Schock ; 22 h 30, la Fière de l'été ■■ Film de Charlotte Heston ; 0 h, L'Amour est en jeu ■■ Film de Marc Allégret ; 1 h 25, *Série : Hollywood Blues*.

14 h, Cinéma : *La Cavale* ■■ Film de Michel Mitrani ; 15 h 40, *Glaucos* ■■ Film de François Merliet. En clair jusqu'à 20 h 30. 18 h, *Série : Danse dans la nuit* ; 19 h 35, Top 50 ; 19 h 55, *Série : Rawlaid* ; 20 h, Les triples ; 20 h 5, *Jeu : Les affaires sont les affaires* ; 20 h 35, Un été d'été ■■ Film de Michel Schock ; 22 h 30, la Fière de l'été ■■ Film de Charlotte Heston ; 0 h, L'Amour est en jeu ■■ Film de Marc Allégret ; 1 h 25, *Série : Hollywood Blues*.

14 h, Cinéma : *La Cavale* ■■ Film de Michel Mitrani ; 15 h 40, *Glaucos* ■■ Film de François Merliet. En clair jusqu'à 20 h 30. 18 h, *Série : Danse dans la nuit* ; 19 h 35, Top 50 ; 19 h 55, *Série : Rawlaid* ; 20 h, Les triples ; 20 h 5, *Jeu : Les affaires sont les affaires* ; 20 h 35, Un été d'été ■■ Film de Michel Schock ; 22 h 30, la Fière de l'été ■■ Film de Charlotte Heston ; 0 h, L'Amour est en jeu ■■ Film de Marc Allégret ; 1 h 25, *Série : Hollywood Blues*.

14 h, Cinéma : *La Cavale* ■■ Film de Michel Mitrani ; 15 h 40, *Glaucos* ■■ Film de François Merliet. En clair jusqu'à 20 h 30. 18 h, *Série : Danse dans la nuit* ; 19 h 35, Top 50 ; 19 h 55, *Série : Rawlaid* ; 20 h, Les triples ; 20 h 5, *Jeu : Les affaires sont les affaires* ; 20 h 35, Un été d'été ■■ Film de Michel Schock ; 22 h 30, la Fière de l'été ■■ Film de Charlotte Heston ; 0 h, L'Amour est en jeu ■■ Film de Marc Allégret ; 1 h 25, *Série : Hollywood Blues*.

14 h, Cinéma : *La Cavale* ■■ Film de Michel Mitrani ; 15 h 40, *Glaucos* ■■ Film de François Merliet. En clair jusqu'à 20 h 30. 18 h, *Série : Danse dans la nuit* ; 19 h 35, Top 50 ; 19 h 55, *Série : Rawlaid* ; 20 h, Les triples ; 20 h 5, *Jeu : Les affaires sont les affaires* ; 20 h 35, Un été d'été ■■ Film de Michel Schock ; 22 h 30, la Fière de l'été ■■ Film de Charlotte Heston ; 0 h, L'Amour est en jeu ■■ Film de Marc Allégret ; 1 h 25, *Série : Hollywood Blues*.

14 h, Cinéma : *La Cavale* ■■ Film de Michel Mitrani ; 15 h 40, *Glaucos* ■■ Film de François Merliet. En clair jusqu'à 20 h 30. 18 h, *Série : Danse dans la nuit* ; 19 h 35, Top 50 ; 19 h 55, *Série : Rawlaid* ; 20 h, Les triples ; 20 h 5, *Jeu : Les affaires sont les affaires* ; 20 h 35, Un été d'été ■■ Film de Michel Schock ; 22 h 30, la Fière de l'été ■■ Film de Charlotte Heston ; 0 h, L'Amour est en jeu ■■ Film de Marc Allégret ; 1 h 25, *Série : Hollywood Blues*.

14 h, Cinéma : *La Cavale* ■■ Film de Michel Mitrani ; 15 h 40, *Glaucos* ■■ Film de François Merliet. En clair jusqu'à 20 h 30. 18 h, *Série : Danse dans la nuit* ; 19 h 35, Top 50 ; 19 h 55, *Série : Rawlaid* ; 20 h, Les triples ; 20 h 5, *Jeu : Les affaires sont les affaires* ; 20 h 35, Un été d'été ■■ Film de Michel Schock ; 22 h 30, la Fière de l'été ■■ Film de Charlotte Heston ; 0 h, L'Amour est en jeu ■■ Film de Marc Allégret ; 1 h 25, *Série : Hollywood Blues*.

14 h, Cinéma : *La Cavale* ■■ Film de Michel Mitrani ; 15 h 40, *Glaucos* ■■ Film de François Merliet. En clair jusqu'à 20 h 30. 18 h, *Série : Danse dans la nuit* ; 19 h 35, Top 50 ; 19 h 55, *Série : Rawlaid* ; 20 h, Les triples ; 20 h 5, *Jeu : Les affaires sont les affaires* ; 20 h 35, Un été d'été ■■ Film de Michel Schock ; 22 h 30, la Fière de l'été ■■ Film de Charlotte Heston ; 0 h, L'Amour est en jeu ■■ Film de Marc Allégret ; 1 h 25, *Série : Hollywood Blues*.

14 h, Cinéma : *La Cavale* ■■ Film de Michel Mitrani ; 15 h 40, *Glaucos* ■■ Film de François Merliet. En clair jusqu'à 20 h 30. 18 h, *Série : Danse dans la nuit* ; 19 h 35, Top 50 ; 19 h 55, *Série : Rawlaid* ; 20 h, Les triples ; 20 h 5, *Jeu : Les affaires sont les affaires* ; 20 h 35, Un été d'été ■■ Film de Michel Schock ; 22 h 30, la Fière de l'été ■■ Film de Charlotte Heston ; 0 h, L'Amour est en jeu ■■ Film de Marc Allégret ; 1 h 25, *Série : Hollywood Blues*.

14 h, Cinéma : *La Cavale* ■■ Film de Michel Mitrani ; 15 h 40, *Glaucos* ■■ Film de François Merliet. En clair jusqu'à 20 h 30. 18 h, *Série : Danse dans la nuit* ; 19 h 35, Top 50 ; 19 h 55, *Série : Rawlaid* ; 20 h, Les triples ; 20 h 5, *Jeu : Les affaires sont les affaires* ; 20 h 35, Un été d'été ■■ Film de Michel Schock ; 22 h 30, la Fière de l'été ■■ Film de Charlotte Heston ; 0 h, L'Amour est en jeu ■■ Film de Marc Allégret ; 1 h 25, *Série : Hollywood Blues*.

14 h, Cinéma : *La Cavale* ■■ Film de Michel Mitrani ; 15 h 40, *Glaucos* ■■ Film de François Merliet. En clair jusqu'à 20 h 30. 18 h, *Série : Danse dans la nuit* ; 19 h 35, Top 50 ; 19 h 55, *Série : Rawlaid* ; 20 h, Les triples ; 20 h 5, *Jeu : Les affaires sont les affaires* ; 20 h 35, Un été d'été ■■ Film de Michel Schock ; 22 h 30, la Fière de l'été ■■ Film de Charlotte Heston ; 0 h, L'Amour est en jeu ■■ Film de Marc Allégret ; 1 h 25, *Série : Hollywood Blues*.

14 h, Cinéma : *La Cavale* ■■ Film de Michel Mitrani ; 15 h 40, *Glaucos* ■■ Film de François Merliet. En clair jusqu'à 20 h 30. 18 h, *Série : Danse dans la nuit* ; 19 h 35, Top 50 ; 19 h 55, *Série : Rawlaid* ; 20 h, Les triples ; 20 h 5, *Jeu : Les affaires sont les affaires* ; 20 h 35, Un été d'été ■■ Film de Michel Schock ; 22 h 30, la Fière de l'été ■■ Film de Charlotte Heston ; 0 h, L'Amour est en jeu ■■ Film de Marc Allégret ; 1 h 25, *Série : Hollywood Blues*.

14 h, Cinéma : *La Cavale* ■■ Film de Michel Mitrani ; 15 h 40, *Glaucos* ■■ Film de François Merliet. En clair jusqu'à 20 h 30. 18 h, *Série : Danse dans la nuit* ; 19 h 35, Top 50 ; 19 h 55, *Série : Rawlaid* ; 20 h, Les triples ; 20 h 5, *Jeu : Les affaires sont les affaires* ; 20 h 35, Un été d'été ■■ Film de Michel Schock ; 22 h 30, la Fière de l'été ■■ Film de Charlotte Heston ; 0 h, L'Amour est en jeu ■■ Film de Marc Allégret ; 1 h 25, *Série : Hollywood Blues*.

14 h, Cinéma : *La Cavale* ■■ Film de Michel Mitrani ; 15 h 40, *Glaucos* ■■ Film de François Merliet. En clair jusqu'à 20 h 30. 18 h, *Série : Danse dans la nuit* ; 19 h 35, Top 50 ; 19 h 55, *Série : Rawlaid* ; 20 h, Les triples ; 20 h 5, *Jeu : Les affaires sont les affaires* ; 20 h 35, Un été d'été ■■ Film de Michel Schock ; 22 h 30, la Fière de l'été ■■ Film de Charlotte Heston ; 0 h, L'Amour est en jeu ■■ Film de Marc Allégret ; 1 h 25, *Série : Hollywood Blues*.

14 h, Cinéma : *La Cavale* ■■ Film de Michel Mitrani ; 15 h 40, *Glaucos* ■■ Film de François Merliet. En clair jusqu'à 20 h 30. 18 h, *Série : Danse dans la nuit* ; 19 h 35, Top 50 ; 19 h 55, *Série : Rawlaid* ; 20 h, Les triples ; 20 h 5, *Jeu : Les affaires sont les affaires* ; 20 h 35, Un été d'été ■■ Film de Michel Schock ; 22 h 30, la Fière de l'été ■■ Film de Charlotte Heston ; 0 h, L'Amour est en jeu ■■ Film de Marc Allégret ; 1 h 25, *Série : Hollywood Blues*.

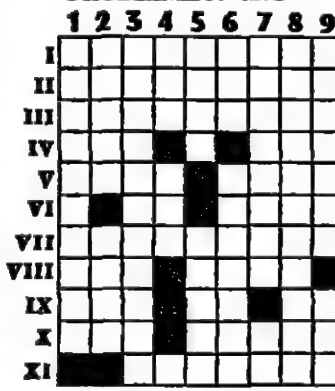
14 h, Cinéma : *La Cavale* ■■ Film de Michel Mitrani ; 15 h 40, *Glaucos* ■■ Film de François Merliet. En clair jusqu'à 20 h 30. 18 h, *Série : Danse dans la nuit* ; 19 h 35, Top 50 ; 19 h 55, *Série : Rawlaid* ; 20 h, Les triples ; 20 h 5, *Jeu : Les affaires sont les affaires* ; 20 h 35, Un été d'été ■■ Film de Michel Schock ; 22 h 30, la Fière de l'été ■■ Film de Charlotte Heston ; 0 h, L'Amour est en jeu ■■ Film de Marc Allégret ; 1 h 25, *Série : Hollywood Blues*.

14 h, Cinéma : *La Cavale* ■■ Film de Michel Mitrani ; 15 h 40, *Glaucos* ■■ Film de François Merliet. En clair jusqu'à 20 h 30. 18 h, *Série : Danse dans la nuit* ; 19 h 35, Top 50 ; 19 h 55, *Série : Rawlaid* ; 20 h, Les triples ; 20 h 5, *Jeu : Les affaires sont les affaires* ; 20 h 35, Un été d'été ■■ Film de Michel Schock ; 22 h 30, la Fière de l'été ■■ Film de Charlotte Heston ; 0 h, L'Amour est en jeu ■■ Film de Marc Allégret ; 1 h 25, *Série : Hollywood Blues*.

# Informations « services »

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4278



### HORIZONTALEMENT

I. Gauloise verte. — II. Marques de naissance. — III. Fugir sur le point de se déclarer. — IV. Pronom. Mot d'explication. — V. Mère d'Apollon et d'Artemis. Se conserve pour un salut militaire, se retire pour un salut civil. — VI. Lettres du Parlement. Cours d'anglais. — VII. Association de personnes désireuses d'atteindre le même but. — VIII. Coup de fer. Revers de fortune. — IX. Vainqueur du tour. Démonstratif. Expression imagée passée dans le langage courant. — X. « Culture » d'œufs. Il faut être drôlement gonflé pour l'être. — XI. « Pieds » douloureux.

### VERTICALEMENT

I. Valeurs en cours. — 2. A parfois besoin de reprendre des forces avant de se lever. N'est pas brillant ou fait des éclats. — 3. Procède à un enregistrement. — 4. Plus on l'ignore plus elle nous poursuit. Organisation arabe. — 5. Tapis. Serrée de façon attachante. — 6. Base de calculs terre à terre. Cocos en Australie. — 7. « Marc » de café. Marque le mépris. — 8. Se découvre surtout l'été. — 9. Extrait de fève. Ne



## Mode

## Vers une redéfinition du luxe

Atteints par la même crise que les joailliers, les couturiers parisiens, qui présentent leurs collections d'hiver, ont vu le chiffre d'affaires de leurs boutiques baisser de 30 à 50 % à la suite de la chute des cours du dollar et de l'absence des touristes américains, qui avaient pris la relève des princesses du Moyen-Orient. Aujourd'hui une robe du soir en haute couture se vend le prix d'un beau bijou.

Certes, les présentations entraînent dans leur sillage toutes les activités induites, mais là aussi la recherche d'une clientèle de femmes actives peut se révéler bénéfique si les prix leur sont accessibles. Les vingt-trois membres de la Chambre syndicale de la couture ont assuré deux mille emplois dans les at-

eliers pour un chiffre d'affaires de près de 300 millions de francs en 1985, cette prestigieuse appellation contrôlée exigeant en effet un minimum de vingt ouvriers par établissement.

Plusieurs postulants se préparent déjà à entrer en lice pour accéder à ce club des exportateurs. Lors d'Azzaro, spécialiste des robes du soir, style « Dynastie », concrétisera en janvier sa présence sur le plan international, en association à Cosmopolis, son licencié en parfums.

Hors du circuit traditionnel, Olga Rabenold, sœur de Paco Rabanne, a choisi le cadre du complexe en demi-lune de Ricardo Bofill, dans le quartier arrosé de la Seine. Son styliste, Bruno Vallat, présente des variations féminines et masculines sur des thèmes sculptés, pliés et enroulés autour du corps en beaux tissus à relief, au fil plus souvent en velours.

Danielle Sarrault, grand mannequin des années 60, styliste puis journaliste, se lance à son tour dans la couture après deux ans de réussite dans les chapeaux.

Les robes Gigi en velours noir s'éclaircissent de plastrons blancs, tandis que les modèles du soir au décolleté avantageux sont ourlés de fourrures ou de plumes.

Le luxe caché de Lecoanet-Hemant se décline en quatre paquets dont l'ampleur en avant s'ouvre dans le dos. Les manches sont montées en ogive, donnant une rondeur naturelle aux épaules des tailleurs. Les crêpes, les brocades et les dentelles, de jolies robes fluides du soir sont soulignées de bijoux, de passementerie garnie de pierres.

Gérard Pipart chez Nina Ricci, réalise de merveilleux exercices de style, aux belles lignes nettes, dont les tailleurs-spencers renouellent le genre sur jupe plissée couvrant le mollet. L'ampleur profitée un rien 1900 se retrouve en variantes de jour et de crépuscule, souvent en riches étoffes contrastées. Voilées de tulle point d'esprit noir, les robes bustiers vivaient sur de grandes jupes en corolle destinées aux galas de l'Opéra.

NATHALIE MONT-SERVAN.



CHAMPIONNAT DU MONDE LONDRES-LENNINGRAD 1986

## La cérémonie d'ouverture

## Karpov tire les blancs

La première des vingt-quatre parties du match-revanche du championnat du monde d'échecs entre les Soviétiques Garry Kasparov, vingt-trois ans, tenant du titre, et son challenger Anatoly Karpov, trente-cinq ans, commence ce lundi 28 juillet, à 17 heures (18 heures à Paris), au Park Lane Hotel de Londres. Ce match se déroulera, pour les douze premières parties, dans la capitale britannique et, pour les douze suivantes, à Leningrad.

Au cours de la cérémonie d'ouverture, qu'a présidée dimanche soir M<sup>me</sup> Margaret Thatcher, premier ministre, le tirage au sort a donné les blancs à Karpov pour la première partie. C'était l'inverse lors du dernier championnat du monde, et Kasparov avait marqué d'entrée un premier point.

Vendredi, lors de sa conférence de presse, les deux joueurs ont confirmé que l'intégralité des prix qu'ils toucheront (900 000 dollars environ) sera versée au fonds d'aide soviétique pour les victimes de l'accident de Tchernobyl.

A Londres, les bookmakers donnent Kasparov gagnant à 8 contre 13. Karpov est d'un meilleur rapport à 6 contre 4, et le match nul est à 8 contre 1. Enfin, les paris pour assister au match vont, pour une partie, de 3 livres à 20 livres (plus de 200 francs).

## L'enjeu caché

Selon le dernier classement ELO (1), trente-cinq points séparent les deux meilleurs joueurs du monde (1. Kasparov : 2 740 ; 2. Karpov : 2 705). Entre Karpov et son adversaire, la marge est de quarante-cinq points (3. Youssoupov : 2 660) et il suffit de « descendre » jusqu'aux quatre joueurs qui se partagent la cinquième place (Huebner, Sokolov, Spassky et Timman) pour constater que l'écart qui les sépare est de dix points de Karpov est de cent vingt points. Un pouf. Ces chiffres reflètent une réalité et une apparence.

La réalité, c'est la domination absolue qu'exercent sur leurs pairs le champion du monde et son challenger. Quel que soit le vainqueur du match de Londres, il aura pour prochain adversaire... le vaincu. Nul grand maître n'en doute. Ni Kasparov qui, quand il se bat contre ce match-revanche, déclarait : « Karpov n'a qu'à jouer la finale des candidats et je le rencontrerai après. » Ni Karpov qui, vendredi à Londres, avait (peux messonge ?) qu'il n'était pas fatigué du tout de trouver toujours en face de lui le même adversaire « et d'ailleurs », ajoutait-il, cela durera tant que Kasparov et moi serons les meilleurs joueurs du monde. Reste à savoir qui est le meilleur des deux.

Apparemment, la différence de points donnée par le classement ELO est sans appel : Kasparov gardera facilement son titre. Mais cet écart semble un peu irréaliste. Après soixante-quinze rencontres, dont soixante-douze en championnat du monde, le score entre les deux joueurs est égal : huit victoires chacun et soixante-sept parties nulles.

Dans le premier match annulé de Moscou, Kasparov a frotté la « correction » et personne ne comprendra jamais comment Karpov n'a pu marquer le point victorieux qui lui manquait. Dans la deuxième rencontre, Kasparov a montré un brio exceptionnel, mais, avant la vingt-quatrième et dernière partie, il n'avait qu'un point d'avance : une victoire de Karpov et tout était perdu.

Après sa défaite, l'ex-champion du monde a participé à trois tournois. S'il n'a pas impressionné dans le premier à Vienne - c'était sa rentrée - en ne finissant que deuxième ex-aequo, il a gagné sans trop forcer son talent à Bruxelles puis il a écrasé le super tournoi de Bugojno (le Monde du 16 juin 1986).

Karpov n'a pas caché que le match se jouerait sur les ouvertures et qu'il avait en conséquence « fouiné » dans la célèbre bibliothèque d'Olesea pour y dénicher de « rares éditions sur des tournois passés dont de nombreux ne perdent pas leur valeur ».

## Le règlement

- Le nombre des parties est limité à vingt-quatre.
- Chaque partie gagnée vaut un point, une partie nulle un demi-point.
- Le vainqueur sera celui qui aura réalisé le plus haut score à l'issue des vingt-quatre parties.
- En cas de match nul (12-12), le champion du monde conserve son titre.
- Les parties sont jouées le lundi, le mercredi et le vendredi. Les ajournés le mardi, le jeudi et le samedi. Repos le dimanche.
- Chaque joueur dispose de trois heures (plus dix minutes de repos) qu'il peut prendre à son choix pour les vingt-quatre parties.
- Le Monde donnera l'intégralité des parties du championnat du monde.

qui est maintenant sa grande ambition : transformer la Fédération internationale des échecs (FIDE) et... la sienne. En juin dernier, il dénonçait encore cette « mafia internationale des échecs » dont M. Campomanes, président de la FIDE, est au « centre » ; il dénonçait « des éléments de la Fédération soviétique » qui ne cherchent qu'« à se cramponner au pouvoir ».

Jusqu'à présent, il n'a pu que dénoncer. Sacré une deuxième fois, il agira. Battu, il subira encore la loi de Karpov et des siens. Tel est l'enjeu caché de ce match. En attendant, comme il l'a dit lui-même à Londres, « il est temps de laisser parler les pièces d'échec ».

BRUNO DE CAMAS.

(1) Classement des meilleurs joueurs mondiaux établi chaque année, au 1er janvier et au 30 juin, par la FIDE, d'après leurs résultats dans les compétitions officielles.

## Le Carnet du Monde

## Naissances

Claudette et Alain Jambin-Rozier ont le grand bonheur de faire part de la naissance de leur fils.

Ulrich JAMBRIN-ROZIER,

le 18 juillet 1986.

« Que l'univers le protège et qu'il en devienne un chevalier zélé ».

14, avenue des Arts, 94100 Saint-Maur.

Paris. Le Parc Saint-Maur.

## Décès

M<sup>me</sup> Michel Bellon, son épouse, Rémy, Stéphane, Jean-Baptiste, ses enfants, Sa famille, Ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

Michel BELLON, architecte DPLG, médaille d'argent arts-sciences-lettres,

survenu le 25 juillet 1986.

Les obsèques seront célébrées le mardi 29 juillet, à 14 heures, en la cathédrale Sainte-Geneviève de Nanterre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M<sup>me</sup> Hubert Dubedout, M. et M<sup>me</sup> Antoine Dubedout et Roselyne, M. et M<sup>me</sup> Airon Castagna,

font part du décès de

Hubert DUBEDOUT,

leur époux, père et grand-père,

survenu à l'âge de 70 ans, le 25 juillet 1986.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

Saint-Bueil, 38620 Saint-Georges-en-Valdaine, 72 bis, rue Michel-Ange, 75016 Paris.

Le conseil d'administration, Le directeur général, Et le personnel de l'Association technique de l'importation charbonnière,

ont la tristesse de faire part du décès

accidental de leur président,

Hubert DUBEDOUT,

survenu dans sa soixante-quatrième année, le 25 juillet 1986, à Chamonix.

Le bûtonnier Jean Lemaire, son mari,

Mario-Claude Bredin de Vauclair, Jean-Denis Bredin,

Mario-José de Montauzan, Jean-Philippe Lemaire,

Mario-Hélène Lemaire, ses enfants,

Leurs enfants et petits-enfants, Leur famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Jean LEMAIRE, née Denise Barry,

survenue le 30 juin 1986, à Paris, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans la plus stricte intimité, le 4 juillet, en l'église d'Hennequeville (Calvados).

Christiane Njambe-Makembe, son épouse, Chantal, Hervé, Véronique, ses enfants,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Philippe NJAMBE-MAKEMBE,

professeur de lettres, ancien directeur adjoint du service des examens et concours au ministère de l'éducation nationale du Cameroun,

chevalier de l'ordre des Palmes académiques.

Les obsèques religieuses auront lieu en la chapelle de l'hôpital de Lagny, le mardi 29 juillet 1986, à 14 h 30.

Son corps reposera au cimetière de Bon-Espérance (Cameroun), son village natal.

Jacqueline, Boris, Catherine Welischew

ont l'immense douleur de faire part du décès de leur époux et père,

Leonid Nicolas WELISCHEW,

astronome à l'Observatoire de Paris, détaché à l'IRAM à Grenoble,

survenu accidentellement au Sénégal, le 21 juillet 1986.

Le service religieux aura lieu le mercredi 30 juillet, à 14 h 15, en l'église russe de Sainte-Geneviève-des-Bois (Essonne), suivi de l'inhumation au cimetière.

Cet avis tient lieu de faire-part.

## Anniversaires

Les familles Gery, Feurtchak et Verne,

demandent à tous ceux qui ont connu et aimé

Robert GERY,

de se souvenir de lui en ce dixième anniversaire de sa mort.

## Avis de messes

A la mémoire de

Victor GRANDPIERRE,

décédé le 1<sup>er</sup> août 1984,

une messe sera célébrée le vendredi 1<sup>er</sup> août 1986, à 14 h 30, en l'église orthodoxe roumaine, 9 bis, rue Jean-de-Beauvais, à Paris-5.

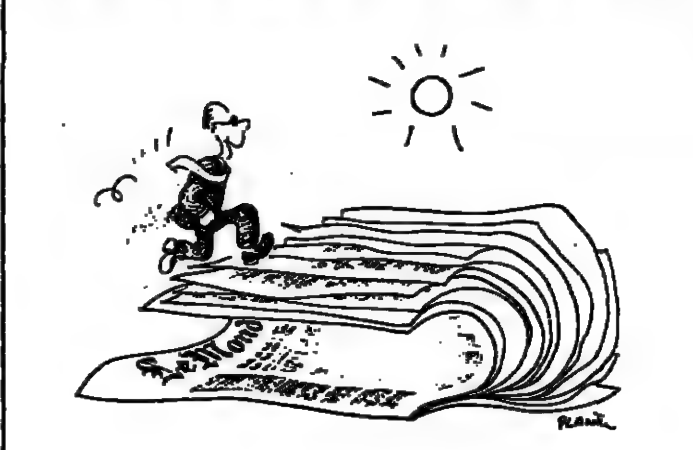
## Communications diverses

M<sup>me</sup> Jane-Raymond Bernard, dont le carnet d'adresses lui a été volé,

demande à ses amis de se méfier de toute personne qui se présenterait de sa part.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

## ABONNEMENTS VACANCES



| FRANCE               | ÉTRANGER (voir normale) |
|----------------------|-------------------------|
| 2 semaines .... 76 F | 2 semaines .... 145 F   |
| 1 mois .... 150 F    | 1 mois .... 261 F       |
| 2 mois .... 260 F    | 2 mois .... 482 F       |
| 3 mois .... 354 F    | 3 mois .... 687 F       |

Tarif étranger par avion, nous contacter : 161.42-47-98-72

Pour recevoir régulièrement le Monde à votre adresse de vacances, retournez ce bulletin rempli en majuscules, DEUX SEMAINES avant votre départ, et adressez-le avec le règlement correspondant à :

LE MONDE ABONNEMENTS

BP 50709, 75422 PARIS CEDEX 09

Je m'abonne au MONDE du ..... au .....

NOM ..... Prénom .....

Mon adresse de vacances :

N° ..... Rue .....

Code postal : ..... Localité .....

Pays .....

Ci-joint mon versement ..... F

NATIONAL LOTO N°30 TIRAGE DU SAMEDI 26 JUILLET 1986

12 22 26 27 34 38 48

PROCHAINS TIRAGES : MERCREDI 30 JUILLET 1986 ET SAMEDI 2 AOÛT 1986

VALIDATION : JUSQU'AU MARDI APRES-MIDI POUR LES 2 TIRAGES DE LA SEMAINE

| NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES | RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1 F) |
|-----------------------------|--|
| 6 BONS N° 3                 | 1 953 915,00 F                         |
| 5 BONS N° 56                | 56 415,00 F                            |
| + complémentaire            |  |
| 5 BONS N° 2 019             | 5 145,00 F                             |
| 4 BONS N° 117 666           | 85,00 F                                |
| 3 BONS N° 1 958 927         | 7,00 F                                 |

SUPER BONUS DE JUILLET 182 072

3 BONS NUMEROS+COMPLEMENTAIRE: 7,00 F x 10 = 70,00 F

SOCIÉTÉ DE LA LOTERIE NATIONALE ET DU LOTO NATIONAL

JEU GAGNANT N°49 LOTO SPORTIF

| Equipe 1       | Equipe 2  | Equipe 1      | Equipe 2   |
|----------------|-----------|---------------|------------|
| 1 GUINGAMP     | BREST     | 9 NANCY       | METZ       |
| 2 NANTES       | RENNES    | 10 STRASBOURG | REIMS      |
| 3 R.C. PARIS   | ORLÉANS   | 11 GUEUGNON   | ST-ÉTIENNE |
| 4 TOULOUSE     | BORDEAUX  | 12 ALGER      | SOCHAUX    |
| 5 LAVAL        | CAEN      | 13 TOULON     | SÈTE       |
| 6 LE HAVRE     | PARIS-SG  | 14 MARSEILLE  | MARTIGUES  |
| 7 LENS         | ABBEVILLE | 15 MONACO     | CANNES     |
| 8 VALENCIENNES | LILLE     | 16 NICE       | BASTIA     |

Tirage des "7 Numéros de la Chance" du Dimanche 27 Juillet 1986 : 1 2 5 7 8 13 15

ملّة امه الاصل



## Le Monde CADRES

### Ingénieurs Chimistes

Importante société française fabricant de la peinture, recherche pour renforcer ses structures de développement.

De formation grande école, vous êtes débutant ou possédez une première expérience si possible dans le secteur de la peinture.

Vous intégrerez une petite équipe au sein de notre laboratoire de Développement. Rattaché au Directeur Technique, vous participerez à la recherche et au développement de nos nouveaux produits.

Lieu de travail : Paris Nord.

Pour en savoir plus, adressez lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle à Média-System, (réf. 3173) 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

CAO de l'INGÉNIEUR DES PROTHÈSES ET DES PÉRIODES ENTRA ET UNIVERSITÉ DE MANCHESTER

**4 CHERCHEURS POST-DOCTORAUX**

Sont demandés pour travailler sur un projet financé par la CEE dans les laboratoires suivants :

Biochimie Physique  
Dr. Jean GARNIER, 20, 433  
Unité de Paris Sud  
91405 Orsay Cedex France  
Tél. (01) 1-42-42-29  
et EPST/ON Unité  
Dr. Barry ROSSON  
The Medical School  
11, of Manchester, Oxford Rd  
Manchester, M13 9 PT, U.K.  
Tél. (44) 61-273-82-41

Les postes d'une durée de 3 ans seront accordés de préférence à des chimistes théoriciens ayant une bonne expérience en informatique ainsi qu'une certaine expérience ou intérêt pour la biochimie des protéines.



### Jeune juriste social

#### L'oiseau rare Passionné(e) d'informatique

Avec le Directeur des Ressources Humaines ce jeune cadre juriste social sera responsable :

- de l'évolution des logiciels de paie et gestion personnel
- de l'utilisation de la bureautique en gestion personnel
- de la diffusion de circulaires juridiques, sociales.

Adressez CV et prétentions DRH, SCREG Routes, 18 rue Paul Lafargue, La Défense 10 - 92800 Puteaux.



**VULCANIC**  
Division Électrothermie Industrielle de Métanac S.A.

### RESPONSABLE HF relations humaines

Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 30 ans diplômé de l'enseignement supérieur. Rattaché directement à la Direction Générale, il aura pour responsabilités :

- Les opérations de recherche et de recrutement du personnel.
- Le développement d'une politique de gestion des ressources humaines basées, sur l'information, la coopération, la concertation (circles de qualité, journal d'entreprise, formation, etc.).

Adressez C.V., photo et prétentions à :  
**VULCANIC Direction Générale**  
48, rue Louis Ampère - 93330 NEUILLY-SUR-MARNE (Discretion assurée)

### 3 PROFESSEURS

pour le Centre de Formation Professionnelle - Agricole de ROUVROY-LES-MERLES dans les matières suivantes : Français, Latinité, Mathématiques, Physique, Biologie, Anglais.

**CONDITIONS :**

- Posséder la nationalité française ;
- Être âgé de 45 ans au plus ;
- Être titulaire d'un DES, d'un DUT ou diplôme équivalent.

Les candidatures sont à adresser au département de l'ORSE Direction du Personnel et de la Formation, 1, place de la Préfecture, 80000 BEAUVAIS CEDEX. Tél. : 44-42-42-20, p. 3259.

### INGÉNIEUR D'ÉTUDES

Niveau min. requise maîtrise. Secteur : biochimie protéines. Statut fonction publique.

Contacteur : Laborat. Aliments Origine Animale La Géraudière, 64072 NANTES Cedex 03. Tél. : 40-78-23-64.

**JEAN DUPUCH EXPORT** recherche

### INGÉNIEUR INFORMATIEN CHEF DE PROJET

pour missions ponctuelles en Afrique francophone (environ 15 jours). Salaire dans cadre d'assurance et disposant de quelques heures par semaine.

T. 30-50-54-55 M. CHIRON.

**CHAMBRE D'AGRICULTURE D'EURO-LOIR** recrute

### JURISTE (DROIT RURAL)

Maîtrise de droit ou diplôme I.H.E.D.R.E.A. Candidat (e) ayant une première expérience professionnelle ou débutant (e). Connaissances appréciées : agriculture et organisations agricoles.

Adressez lettre manuscrite, C.V. avec photo d'identité AVANT le 5 septembre 1986 à M. le Directeur Chambre d'Agriculture d'Eure-et-Loir, 10, rue Dieudonné-Costes 28024 Chartres Cedex.

### TRÈS IMPORTANT ÉTABLISSEMENT BANCAIRE

recherche pour son siège parisien

**UN CHARGÉ D'ÉTUDES**

Connaissant parfaitement les techniques de marketing direct, il ou elle devra concevoir et réaliser des supports d'actions VPC et organiser des actions sur les produits bancaires. Son âge doit être d'environ 30 ans. Il ou elle doit être actif (ve). Une expérience dans la mise en œuvre des techniques VPC est indispensable, si possible dans le département marketing d'une entreprise. Il s'agit d'un nouveau poste offrant de réelles possibilités de carrière. La rémunération est motivante.

Écrire à M. Hubert BALDUYCK, Société ELAN CONSEIL, 143, rue Victor-Hugo, 92118 Boulogne-Billancourt, lequel transmettra confidentiellement votre candidature. Joindre une lettre manuscrite, un C.V. et une photo + préciser prétentions.

### ENSEIGNANTS D'ÉCONOMIE

Écrire en joignant C.V. et réf. sous n° 7.434 M. LE MONDE PUBLIQUÉ 5, rue de Monceau, Paris-7.

### ENSEIGNANTS D'ÉCONOMIE

Écrire en joignant C.V. et réf. sous n° 7.433 M. LE MONDE PUBLIQUÉ 5, rue de Monceau, Paris-7.

### ENSEIGNANTS D'ÉCONOMIE

Écrire en joignant C.V. et réf. sous n° 7.433 M. LE MONDE PUBLIQUÉ 5, rue de Monceau, Paris-7.

### Traducteurs techniques faits pour la réussite

Dataid, important groupe de sociétés de service en informatique et bureautique (177 millions de CA, 600 collaborateurs), est une entreprise qui gagne depuis 10 ans.

Pour notre Département Traduction, spécialisé dans le créneau des constructeurs (matériel + logiciel), nous recherchons des traducteurs de talent :

- anglais-français,
- formation ingénierie souhaitée.

Pour un premier contact, appelez André GIL au 42.28.78.19 ou adressez lui votre dossier de candidature 48 av. Raymond Poincaré - 75116 Paris.



### EXPLOITANT ENTREPRISES

#### Classe V + selon expérience LYON

Le poste : prospecter, développer et gérer une clientèle d'entreprises performantes.

Le candidat :

- formation supérieure,
- solide expérience bancaire avec au moins 5 ans d'expérience d'exploitation et une bonne connaissance des opérations sur l'étranger,
- forte motivation pour une activité commerciale et bonne sensibilité au risque bancaire.

Des possibilités seront offertes à terme soit au siège, soit dans d'autres succursales régionales, aux collaborateurs qui le souhaiteront.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V., précis, photo et prétentions à la Direction du Personnel de la BANQUE LOUIS-DREYFUS, 6, rue Babeau, 75006 Paris.



BANQUE LOUIS-DREYFUS

### Le département du Val-de-Marne

recrute par voie de concours sur épreuves des

### SECRÉTAIRES MÉDICO-SOCIAUX

**CONDITIONS :**

- Être âgé au 1<sup>er</sup> janvier de l'année du concours de 18 ans au moins et de 45 ans au plus ;
- Être titulaire du brevet de technicien des professions paramédicales et sociales ou du baccalauréat ou diplôme équivalent ;
- Être de nationalité française.

**DATE LIMITE DE CLÔTURE DES INSCRIPTIONS :** vendredi 22 août 1986 à 16 heures délai de rigueur, le cachet de la poste faisant foi.

**DATE DES ÉPREUVES ÉCRITES :** MARDI 23 SEPTEMBRE 1986. Pour tous renseignements s'adresser à : hôtel du département du Val-de-Marne direction du personnel département bureau du recrutement, 4<sup>e</sup> ét., bur. 405 94011 CRÉTIL Cedex. Tél. : 48-99-94-00, poste 24-82 ou 24-05.

### ADJOINT AU RESPONSABLE DES ÉTUDES MARKETING M/F

Cette création de poste au sein de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Loire-Atlantique est de nature à motiver un candidat âgé d'environ 25/30 ans, jeune diplômé ESC, ESSEC, Sup de Co ou équivalent, apportant une première expérience d'au moins 2 ans vécue dans une fonction analogue.

Missions :

- Recherche
- Conception et mise en place d'outils marketing,
- Formation réseau,
- Utilisation de logiciels : DATA ANALYSER, IPOT, MULTIPLAN,
- Études Marketing
- Réalisation et suivi des études de marché, de produits et d'images,
- Exploitation des résultats et proposition d'orientation,
- Analyse périodique de la situation,
- Développement commercial
- Participation à l'élaboration du Plan Marketing et mise en place d'actions commerciales utiles.

Connaissance du secteur bancaire, rigueur, organisation, qualités relationnelles et capacités d'analyse seront des atouts essentiels. Adressez lettre manuscrite, CV et photo à C.R.C.A.M. de Loire Atlantique Monsieur le Chef de Personnel La Garenne, Route de Paris 44076 NANTES CEDEX.



### L'Essec

recherche pour la prochaine rentrée universitaire

### UN PROFESSEUR PERMANENT

en systèmes d'information. Doctorat ou ph. D requis.

Envoyer C.V. à J. AKOEA ESSEC B.P. 105 95021 Cergy-Pontoise Cedex.

### LE DÉPARTEMENT DE LA DROME

recrute, par voie de détachement, pour ses services, à Valence :

### UN DIRECTEUR DE LA COORDINATION, DE LA PROGRAMMATION, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DU PERSONNEL

Collaborateur direct du Directeur Général des Services Départementaux

**PEUVENT FAIRE ACTE DE CANDIDATURE :**

les fonctionnaires territoriaux, Secrétaires Généraux ou Secrétaires Généraux Adjointes des communes jusqu'à 80.000 habitants, Directeurs de Services Administratifs ou promouvables à ce grade,

les Directeurs du Cadre National de Préfecture ou les Attachés Principaux promouvables à ce grade.

### UN ATTACHÉ

Collaborateur direct du Directeur de la Coordination, de la Programmation, des Affaires Générales et du Personnel.

Le titulaire du poste assurera la responsabilité des différents bureaux dépendant du Service du Personnel - recrutements - gestion des personnels - formation Service Social.

**PEUVENT FAIRE ACTE DE CANDIDATURE :**

les fonctionnaires de l'Etat ou des Collectivités Territoriales possédant une bonne expérience dans ces domaines et titulaires du grade d'Attaché ou promouvables à celui-ci.

Les candidatures accompagnées d'un curriculum vitae doivent être adressées à :

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL DE LA DROME  
Service du Personnel Départemental  
Hôtel du Département  
26000 VALENCE  
au plus tard le lundi 18 août 1986.

### Importante société recherche pour la région lyonnaise

### UN INGÉNIEUR INFORMATIEN

Pour renforcer son équipe d'étude chargée de la conception d'un nouveau calculateur embarqué, destiné à piloter des éléments de puissance (moteurs, transformateurs, etc.).

Le candidat doit avoir :

- Une formation IMAG ou ESE ;
- Une expérience mini. de 2 années en architecture de matériel et en logiciel temps réel.

Envoyer lettre manuscrite et c.v. s/n° 5 068 M.P.A., 69298 Lyon Cedex 02.

### ORGANISME DE FORMATION

**FORMATEURS expérimentés et PROFESSIONNELS vacataires**

- Relations humaines,
- Management social de haut niveau,
- Économies d'entreprises,
- Statistiques,
- Vente,
- Marketing,
- Relations publiques.

Env. rapidement C.V. et réf. à OBEA, Immeuble Montclair 3 à 5, rue du Javelot 75013 PARIS.

### BTS, IUT, DEUG INFORMATIQUE ou SCIENTIFIQUE

pour gestion informatique données scientifiques Nationalité française. Écrire M. PICK DASOP Observatoire de Meudon Meudon 92180, 45-34-75-30.

### ENSEIGNANTS DE DROIT

Écrire en joignant C.V. et réf. sous n° 7.434 M. LE MONDE PUBLIQUÉ 5, rue de Monceau, Paris-7.

### ENSEIGNANTS DE DROIT

Écrire en joignant C.V. et réf. sous n° 7.433 M. LE MONDE PUBLIQUÉ 5, rue de Monceau, Paris-7.

### ENSEIGNANTS DE DROIT

Écrire en joignant C.V. et réf. sous n° 7.433 M. LE MONDE PUBLIQUÉ 5, rue de Monceau, Paris-7.

### ABONNEMENTS

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde



## Le Monde CADRES

## UNIVERS DE LA GESTION

## DEMANDES D'EMPLOIS

Importante Centrale d'achat public  
recherche pour son département hospitalier

### UN(E) ACHETEUR(SE) DE HAUT NIVEAU

Vous aurez à développer le secteur mobilier médical (mobilier, rééducation fonctionnelle, instrumentation diagnostique et de soins), à mettre en œuvre une politique d'achat et de vente des produits, participer à l'élaboration du catalogue et soutenir le réseau commercial dans les opérations d'ingénierie hospitalière. Expérience réussie de 5 ans, bonne connaissance du secteur, sens de l'initiative, des responsabilités et des relations + mobilité géographique (réf. 2161).

### ASSISTANT(E)- ACHETEUR(SE)

Le ou la candidat(e) recherché(e) à le niveau Bac et quelques années d'expérience de l'entreprise. Poste évolutif pour candidat de valeur (réf. 2162).

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV + photo, en précisant bien la référence du poste choisi, à :  
FRANCADP - 17, rue de la Banque - 75002 PARIS

130 000 F/AN +  
recrute un(e)

### LABORATOIRE DE RECHERCHE

### INGÉNIEUR AUTOMATICIEN

diplômé ESE, ENSEIHT, ou équivalent  
pour mener à bien un projet d'automatisation d'une filière de l'industrie alimentaire. Débutant accepté.  
Lieu de travail en Haute-Savoie.

Adresser lettre + c.v. + photo à : A. GERVAIS,  
Laboratoire de Génie des procédés alimentaires,  
INRA, 25, avenue de la République, 91300 MASSY.

Vous venez de terminer vos  
études et vous souhaitez  
entrer dans la vie active  
DEVENEZ après un stage  
de formation l'un des  
CONSEILLERS  
COMMERCIAUX H.F.  
d'un important organisme  
Tél. pr r.vous. 45-53-20-00.

**bonna**

La Société des Tuyaux Bonna  
Groupe à vocation internationale  
de 2.500 personnes,  
développe son activité  
dans le domaine du  
transport de l'eau de toute  
nature et des produits de  
haute technicité en béton.  
Elle recherche pour son  
Département Études et  
Projets à Paris, un  
**JEUNE INGÉNIEUR**  
PONTS-ET-CHAUSSEES  
MINES CENTRALE

Le poste convient à un ingénieur formé notamment en Génie Civil-canalisation, débiteur ou quelques années d'expérience, désireux : d'avoir été le départ des responsabilités techniques sur des projets France et Étranger, d'assurer les relations avec les clients et les services Production, Travaux et Commercial.

La diversification de nos activités et nos nombreuses implantations vous feront évoluer vers d'autres fonctions et des responsabilités étendues.

Ecrire avec C.V. et photo  
sous réf. 2.586 à  
Société des Tuyaux Bonna  
BP 371-08  
75358 PARIS CEDEX 08.

Laboratoire du Centre  
National d'Études  
des télécommunications  
recherche

UN INGÉNIEUR  
ou  
DOCTEUR DU 3<sup>e</sup> CYCLE  
ÉLECTRONIQUE ET  
MICRO-INFORMATIQUE

pour acquisition données  
temps réel et programmation  
processeur de traitement de  
signal. Statut contractuel

CNET. Préf. de télécopier  
M. BIC 45-28-48-70. H.E.

Ville de Dunkerque  
recrute

UN CONSERVATEUR  
DE MUSÉE D'ART  
CONTEMPORAIN

Candidature à adresser  
avant le 31 août 1988  
à M. le Sénateur-Maire  
de Dunkerque, B.P. 6 - 597  
56356 Dunkerque Cedex 01.

Jeune PME du 3<sup>e</sup> type  
investissant dans le domaine  
de la valorisation des déchets  
dont le champ d'extension  
couvre le marché  
national et international  
recherche

SON (SA) RESPONSABLE  
COMMUNICATION

rattaché(e) au Président-  
Directeur Général, vous aurez  
pour mission d'organiser et  
de coordonner la politique  
de communication interne,  
basée sur la participation  
et l'adhésion au projet  
d'entreprise, de promouvoir  
l'image de la société auprès  
de ses publics

Dynamique, vous avez une  
solidité à l'écoute  
et au dialogue  
Votre formation ou votre expérience  
en communication vous permet  
de comprendre les  
comportements de groupe,  
d'analyser des actions,  
de former - informer,  
mais aussi de gérer  
les relations publiques  
Basé(e) à Montpellier, vous  
êtes disponible pour vous  
déplacer

Envoyer lettre, C.V. et préférence  
sous réf. 7.431  
LE MONDE PUBLIQUÉ  
5, rue de Montessuy, Paris-7<sup>e</sup>.

### BAC + 3 VOUS NOUS INTERESSEZ!

CCMC : Leader  
dans la diffusion de services informatiques  
auprès des cabinets d'experts-comptables  
et de leurs clients (250 000 entreprises).  
C'est concrètement un nouveau micro installé toutes les  
45 minutes, un nouveau client toutes les 3 minutes,  
un traitement informatique toutes les 5 secondes.

Après votre Bac, vous avez suivi 3 années, d'études supérieures  
de gestion de comptabilité ou de commerce.  
Vous avez moins de 25 ans, vous êtes dégage des obligations  
militaires et vous êtes mobile sur la France entière.

Venez vous joindre à nos équipes d'Assistance Téléphonique  
pour une première expérience professionnelle. CCMC vous  
donnera une formation adaptée et vous serez, au bout de  
18 mois environ, affecté à des postes technico-commerciaux,  
soit dans un de nos centres soit dans une de nos 33 agences  
commerciales.

Dès le mois de Septembre, 25 postes seront disponibles dans  
nos établissements de Vienne-Ampuis, Nancy et Orléans.

Vous êtes intéressé ? Alors contactez :  
ANPE d'ORLÉANS 1, place du Maréchal  
BP 2559. 45038 ORLÉANS, Tél. 38.54.30.58,  
ou ANPE de GIVORS 1, place Camot  
69700 GIVORS. Tél. 78.73.03.81

**CCMC**  
INFORMATIQUE DE GESTION  
MEMBRE DE SYNTAC informatique

P.M. LABINAL  
Équipement pour l'aéronautique et l'automobile  
7 000 personnes - 20 usines en France - 14 filiales à l'étranger -  
C.A. : 2,3 milliards de francs.

### DIVISION RALENTISSEURS :

La Compagnie Française  
**Telma**  
leader sur le marché européen  
60% de l'activité hors de France.

### Chef du service comptabilité générale

Formation DECS ou équivalent.  
Placé sous l'autorité du directeur financier ce cadre devra prendre en  
charge l'ensemble de la comptabilité générale jusqu'à l'arrêté du  
client. Pour ce faire il devra posséder une expérience d'au moins 5 ans  
acquise dans une société dont l'activité est largement exportatrice et  
être familiarisé avec l'utilisation de l'informatique.

Lieu de travail : CERGY-PONTOISE (95).  
Merci d'adresser C.V. et prétentions à P.M. LABINAL - Direction des  
Affaires Sociales - BP 64 - 78391 BOIS D'ARCY Cedex.

**pml** précision mécanique  
**labinal**

### CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE

### CHARGÉ(E) D'ANALYSE et de PLANIFICATION FINANCIÈRES

Ce poste s'adresse de préférence à un ENSAE ou au titulaire d'un diplôme d'Études  
Supérieures de MATHÉMATIQUES D'AIDE À LA DÉCISION débutant, car il s'agit de  
pouvoir manipuler avec aisance les maths et stats appliquées au domaine financier,  
ainsi que le langage APL.

Trois axes d'études orientent les exigences de ce poste :

- La participation au suivi et à la prévision des résultats de la C.N.C.A., à court et  
moyen terme.
- La conception des programmes de simulations financières, de modélisation ou  
de gestion des informations.
- La mise en place des outils de prévision gérés sur micro-ordinateur.

Les jeunes diplômés peuvent nous écrire en joignant leur curriculum-vitae à :  
C.N.C.A. - Service Gestion des Personnes - Réf. 6V/0739  
83, Boulevard Pasteur - 75015 PARIS.

### Chargés d'Études

Avant une expérience bancaire d'un minimum de  
5 années et une expérience de l'analyse de risques.  
La rémunération, fonction de l'expérience, sera  
supérieure à 180 000 F.

Études supérieures souhaitées.  
Déplacements en province à prévoir.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé  
+ photo et prêt, à CREDIT MARITIME MUTUEL  
24, rue du Rocher - 75008 PARIS.

**Société Centrale  
de Crédit Maritime Mutuel**

### ETABLISSEMENT FINANCIER recherche pour sa Direction FINANCIÈRE

### CHARGE D'ETUDE ECONOMIQUE

Il sera responsable :

- du suivi de la conjoncture macro-économique,
- des études sur le comportement d'épargne des ménages,
- de l'analyse des taux d'intérêt et des évolutions sur les  
marchés financiers.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un diplômé  
d'études supérieures en économie (3<sup>e</sup> cycle ou  
ENSAE) ou un ingénieur ayant suivi une formation éco-  
nomique complémentaire.

2 à 4 ans d'expérience dans des tâches similaires s'nt  
nécessaires.

Nous vous remercions d'envoyer C.V., photo, lettre  
manuscrite et prétentions sous réf. 10472 à Contesse  
Publicité 30, avenue de l'Opéra 75004 Paris Cedex 01,  
qui transmettra.

### BATISSONS ENSEMBLE VOTRE INFORMATIQUE COMPTABLE ET FINANCIERE

Formation :  
Docteur de 3<sup>e</sup> cycle en informatique ;  
Certificat comptable du DECS = ICG.

Expérience :  
15 ans en conception et mise en place de sys-  
tèmes comptables et financiers.

Recherche :  
Direction services informatique / Etudes ou poste  
de responsabilité dans direction financière.

Ecrire s/n° 187 Le Monde Publiée. services ANNONCES  
CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Cadre haut niveau, 42 ans, lic.  
droit, 15 ans direct. admn.,  
anglais, informatique, compa-  
bilité, gestion trésorerie, docu-  
menter financement, spécialiste  
fiscalité, assurances, droit des  
affaires, 2 ans direct. marke-  
ting public, recherche poste  
de responsabilité, grande  
disponibilité. Libre de suite.  
Ecrire sous le n° 7 430  
LE MONDE PUBLIQUÉ  
5, rue de Montessuy, Paris-7<sup>e</sup>.

Ingénieur mécanique (électro-  
mécanique), 37 ans, exp. montage,  
production, entretien,  
gestion. Arabe, russe, anglais.  
Étudie des propositions. Libre  
de suite. Tél. 45-85-86-43.

Instituteur français, 10<sup>e</sup> éche-  
lon, marié, grande expérience  
enseignement français en Algé-  
rie, Rwanda, Zaïre et Sénégal,  
cherche mission projet ensei-  
gnement ou préceptorat, c.v. et  
références à demande. Fare  
proposition, toute résidence  
acceptée. M. Pierre Boulanger,  
Le Gros-de-la-Martinière,  
route de Sainte-Cécile,  
84330 Sérignan-Comtat.  
Tél. 90-70-05-63.

J.F. documentaliste, études  
sup. int. scs. humaines,  
médecines douces, ch. travaux  
divers. Ecr. M<sup>me</sup> Laillement,  
13, rue Richer, 75009 Paris.

## L'IMMOBILIER

### appartements ventes

5<sup>e</sup> arrdt  
SORBONNE 2 p., tout cft,  
530 000 F. 45-26-97-18.

7<sup>e</sup> arrdt  
MAISONNETTE, JARDIN  
ST-DONIQUE. 47-03-32-44.

13<sup>e</sup> arrdt  
JEANNE-D'ARC/DOUMREMY  
SÉJOUR + CHAMBRE  
cuisine, bain  
IMPOSSIBLE, SOLEIL  
2<sup>e</sup> ét., ascenseur.  
GARBI 45-87-22-88.

18<sup>e</sup> arrdt  
60 m², 470 000 F.  
Lieux loft. T. 42-52-01-82.

### locations meublées demandes

Paris  
SERVICE AMBASSADE  
pour cadres mutés Paris  
rech. du STUDIO au 5 P.  
LOYERS GARANTIS par l'Etat  
ou Ambassade. 45-26-18-95.

### bureaux

Locations  
BUREAUX ÉQUIPÉS  
DE 15 à 100 m² STANDING  
OUVERT 24 H SUR 24  
Location courte ou longue du-  
rée. Tous services : Téléphone,  
télécopie, téléc., restaurant,  
parkings, secrétariat, etc.  
personnalisés  
ACTE 43-80-90-10.

### 92 Hauts-de-Seine

CLICHY, 300 m de PARIS  
tous les jours  
- tout un étage (dépense) : ori-  
ginal grand 3 p. + loge,  
pense grand loft indépendant  
- plus, 3/4 pièces confort,  
indépendant sur escalier,  
possible duplex 6 pièces :  
- une maison indépendante,  
rénovée, 1, 5 à 6 pièces,  
pièces de taille plus jolies  
dans l'état ou rénove  
luculentement dans immeuble  
luculentement réhabilité.  
48-97-44-55 et 42-70-85-11.

### appartements achats

Recherche 1 à 3 P. PARIS  
préf. RIVE GAUCHE  
avec ou sans terrain  
PME COMPTANT chez nous  
48-73-20-67, même le soir.

### RECHERCHE URGENT

Studios ou 2 pièces, même à  
rénover Paris, 42-52-01-82.

### locations non meublées demandes

Paris  
POUR CADRES SUPÉRIEURS  
et EMPLOYÉS. Gde société  
Française Pétrole rech. en  
location Paris ou banlieue  
APPTS 2 à 6 PIÈCES  
STUDIOS ET VILLAS  
45-03-30-33 (10 h à 18 h 30).

### EMBASSY SERVICE

8, avenue de Messine,  
75008 PARIS.  
Recherche en location ou à  
l'achat APPTS DE 5<sup>e</sup> DE  
CLASSE pour CLIENTÈLE  
ÉTRANGÈRE, corps dipl. et  
cadres de gdes multinationales.  
Tél. : 45-62-78-99

### Région parisienne

Etude cherté pour CADRES  
villes ttes banl., loyer géré.  
(1) 48-63-69-86 - 43-83-57-02.

### France : changes

1988

DOMICILIATIONS  
VOTRE SIEGE SOCIAL  
MADELINE  
CONSTITUTIONS SOCIÉTÉS  
BUREAUX ÉQUIPÉS-TELEX  
SECRÉTARIAT 42-96-88-88.

### SIEGE SOCIAL

Secrétariat + Bureaux neufs  
Démarches R.C. et R.M.  
SODEG SERVICE  
Champs-Élysées : 47-23-55-47  
Nelson : 43-41-81-81.

Votre adresse commerciale ou  
SIEGE SOCIAL  
bureaux, secrétariat, télex  
CONSTITUTION STES  
Prix compétitifs. Délais rapides.  
ASPAC 42-93-60-50 +

DOMICILIATION DEPUIS 90 F/MIS  
St-Honoré. Tél. 42-92-94-91  
Paris-12<sup>e</sup>. Tél. 43-40-68-80  
CONSTIT. S.A.R.L. 2.000F/H.T.

### ÉTOILE

Très grand standing  
BUREAUX MEUBLÉS  
tous durées, tous services  
Téléphone : (1) 47-27-15-65.

### villas

Part. urgent, bordure plage,  
gde villa charentaise, 2 nv. in-  
dépend., meublée, 11 cft.  
terrain bois 1.400 m²  
Téléphone : (1) 38-50-69-79.

### propriétés

POUR ACHETER SANS  
COMMISSION Tous biens  
immobiliers toutes régions  
informations gratuites I.V.S.  
Immobilier Services 17, rue  
Général-Miquel. 34600  
Bédiers. Tél. 87-49-02-22.

### immobilier information

POUR VENDRE OU ACHETER  
sans percuter  
maison, appartement, château  
propriété, terrain, commerce  
Indicateur LAGRANGE  
Fondé en 1876  
5, rue Guffroy, 75008 Paris  
Tél. 116-11 42-66-66-60.

### forêts

PART. vend dans l'Eure 5 ou  
12 hectares bois bordure  
bourg, école forestière.  
Prix : 16 000 F/hectare.  
BENARD - Tél. : 33-58-82-65  
60620 LE DEZERT.



# Le Monde ECONOMIE

LE ROYAUME-UNI A LA PRÉSIDENTE DE LA CEE

## Un nouveau dans le club des exportateurs agricoles

Le Royaume-Uni préside depuis un mois la Communauté européenne, et pour cinq mois encore. Sans surestimer l'importance de cette fonction, chaque Etat membre tient à profiter de l'occasion, qui dans une communauté à douze ne revient que tous les six ans, pour orienter la politique communautaire. Par défaut ou par excès, celle-ci ne recouvre pour l'essentiel que l'agriculture.

Depuis son adhésion en 1973, la Grande-Bretagne s'est fait une spécialité dans la critique de la politique agricole commune (PAC) jugée trop coûteuse et génératrice d'excédents. Mais c'est à l'abri de cette PAC tant décriée que l'agriculture britannique a grandi au point de devenir par exemple le sixième exportateur mondial de céréales.

Quand on demande au ministre de l'Agriculture, M. Michael Jopling, à quelle tâche il aimerait consacrer sa présidence, sa réponse est nette : « D'abord continuer et développer la PAC », mais aussitôt il ajoute : « Il faut revenir à la réalité. Avec de tels surplus de beurre, de bœufs et de céréales, on réalise l'impossibilité de continuer dans la même voie. »

Si la phobie des excédents demeure, l'entrée de la Grande-Bretagne dans le club des exportateurs a modifié sa vision de l'Europe. Entre 1973 et 1986, le taux d'autosuffisance alimentaire est passé de 60 % à 80 %. La préférence communautaire et le tarif douanier commun ont réorienté les échanges, en baisse avec les pays tiers dont ceux du Commonwealth, en augmentation avec les partenaires de la CEE.

Aussi M. Steven Wentworth, chef du bureau des affaires communautaires au ministère de l'Agriculture, peut-il dire : « La Grande-Bretagne est mieux armée à la Communauté. La croissance de notre agriculture a favorisé l'économie britannique. » Autre élément susceptible d'entraîner un changement dans l'opinion publique, l'impact de la PAC sur le coût de l'alimentation n'est pas aussi élevé que l'idée en était répandue, puisque l'indice des prix alimentaires a progressé à peine plus vite que l'indice général des prix.

Tout cela n'empêche pas un vif désir de diminuer la production dans l'ensemble de la Communauté et en Grande-Bretagne même. Comment ? A la diffé-

rence de ses partenaires européens, le Royaume-Uni n'a pas de gros problème social agricole. Encore que le ministre se soit engagé à maintenir la petite exploitation familiale, laquelle correspond à une exploitation moyenne ou grande dans d'autres pays de la Communauté.

M. Jopling plaide donc pour des quotas sur les céréales et la viande succédant à ceux sur le lait, et pour la mise en jachère volontaire des terres. A côté des restrictions à la production figurent deux autres volets : la réorientation des cultures, notamment céréalières, vers... des céréales de meilleure qualité et vers la forêt, comme le prône la National Farmers Union, le syndicat des agriculteurs d'Angleterre et du pays de Galles ; l'exportation enfin.

### Naguère importateurs, les Britanniques sont aujourd'hui au sixième rang des ventes mondiales de céréales

From Britain (FFB), organisme de promotion des produits alimentaires britanniques, de continuer son action. Créé en mars 1983, avec une dotation budgétaire de l'Etat - à la condition que le relais soit progressivement pris par les professionnels - FFB disposait pour 1985 d'un budget de 6 millions de livres. L'établissement a fait porter son action sur le marché intérieur, en créant notamment un label national, ainsi que sur les marchés européens, où, indique M. Nicolas Saphir, son président, les ventes de produits britanniques ont progressé plus vite que l'ensemble des exportations. En conséquence,

été confrontés à une nouvelle donne après l'adhésion. L'arrêt des importations en provenance des pays tiers a entraîné une augmentation de la production nationale, mais les importations venant de la CEE ont continué.

Aujourd'hui, bien que le taux d'autosuffisance ne tourne qu'autour de 70 %, les entreprises britanniques ont du lait disponible pour l'exportation. Le mouvement ne fait que commencer, mais la Grande-Bretagne compte sur une diversification de ses produits, lait en boîte métallique comme le Coca-Cola, yaourts, types différents de lait en poudre, mélanges

en cause : « Le Milk Marketing Board, poursuit notre interlocuteur, est une coopérative au service des producteurs. Si l'intervention paie mieux que le marché, nous mettons à l'intervention... »

Pour sa part la Meat and Livestock Commission (MLC) ne s'intéresse à l'exportation des viandes que depuis quelques années. Elle n'y consacre pour l'heure que 1 million de livres sur un budget global de 30 millions, dont 6 consacrés à la promotion de la viande. Toutes viandes confondues, la Grande-Bretagne est autosuffisante à 90 % contre 82 % juste après l'adhésion. La MLC a programmé l'augmentation des exportations d'ici à 1990.

En viande de bœuf, dont la production atteint 1 million de tonnes (taux d'autosuffisance : 80 %), la balance est devenue équilibrée. Dans les cinq prochaines années, les exportations devraient croître de 20 000 tonnes, surtout vers la France et l'Allemagne fédérale.

En viande d'agneau, l'augmentation de la production a été spectaculaire, du fait de la stabilité apportée par le règlement communautaire. Avec une production de 300 000 tonnes, le taux d'auto-provisionnement a atteint 75 % contre 57 % dix ans plus tôt. La Grande-Bretagne importe environ 100 000 tonnes de moutons congelés de Nouvelle-Zélande, ce qui permet aux cinq grandes entreprises qui opèrent sur ce marché d'exporter, en France surtout, 56 000 tonnes de viande fraîche d'origine britannique, faisant du pays le quatrième exportateur mondial dans ce domaine. L'augmentation prévisible des exportations s'élève à 20 000 tonnes d'ici à 1990.

### La carte de la différence

Pour les Britanniques, la viande de porc et le bœuf sont deux productions distinctes. Pour la première, avec 740 000 tonnes, la Grande-Bretagne est désormais excédentaire (102 %); pour la seconde, la production se maintient autour de 45 % de la consommation, les importations danoises, néerlandaises et irlandaises couvrant la différence.

C'est dans ce domaine du porc que le saut des exportations sera, selon la MLC, le plus grand : de 50 000 tonnes aujourd'hui, on passera à 75 000 tonnes. Le marché japonais, fermé pour des motifs sanitaires, est de nouveau ouvert. Les Etats-Unis, très soucieux sur les normes, viennent d'accepter les standards vétérinaires britanniques. La RFA enfin est considérée comme un débouché important.

Les exportateurs misent un peu sur l'adaptation de la production aux débouchés étrangers, en fournissant par exemple des agneaux plus légers; ils jouent surtout la carte de la différence en vantant les mérites des porcs plus légers que le standard allemand en RFA, ou ceux des viandes persillées des races bovines britanniques. Toutefois, en défendant à Bruxelles l'autorisation des hormones, le ministre de l'Agriculture a montré que le « réflexe exportateur » n'était pas encore total, car les pays clients ne veulent pas de viandes poussées aux hormones.

Une économie agricole forte ne se construit pas sans un environnement d'industries et de services qui visent eux-mêmes l'exportation. Le British Agricultural Export Council est une association privée regroupant 180 sociétés liées à l'agriculture. Ses fonctions : la collecte d'informations commerciales, la réalisation d'études sur les marchés par pays, l'organisation des pavillons britanniques à l'étranger, la mise au point d'enquêtes à la demande des membres adhérents. Cette association existe depuis vingt ans.

« L'intérêt d'une telle association se mesure par l'évolution du nombre de cotisants, indique M. Peter Sillars, son directeur. Pendant longtemps ce nombre est resté stable; maintenant nous visons les 250 adhérents. » Leurs demandes concernent surtout les marchés des pays en développement, car, dit M. Sillars, « la CEE et les Etats-Unis sont couverts ». Ces PVD sont surtout intéressés par le bétail, les produits vétérinaires, les équipements de conservation et de stockage.

Avec quels moyens de paiement ? « Les aides et les subventions existent, dans la CEE, à la Banque mondiale; notre rôle, c'est aussi de le faire savoir aux entreprises. » Dans ce secteur, les sociétés britanniques partent avec

### Labourage et pâturage...

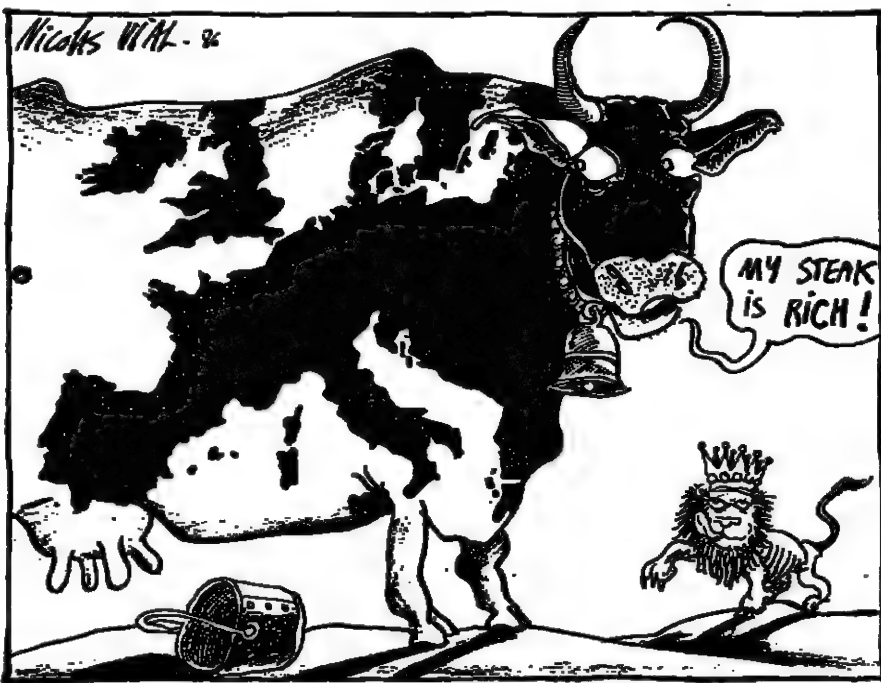
|   | Moyenne 1974-1976 | Moyenne 1983-1985 |
|---|-------------------|-------------------|
| <b>BLÉ</b><br>(milliers de tonnes)            |                   |                   |
| Production .....                              | 5,1               | 12,3              |
| Importation .....                             | 3,4               | 1,25              |
| Exportation .....                             | 0,1               | 1,8               |
| <b>ORGE</b><br>(milliers de tonnes)           |                   |                   |
| Production .....                              | 8,4               | 10,2              |
| Importation .....                             | 0,6               | -                 |
| Exportation .....                             | 0,4               | 3                 |
| <b>OLEAGINEUX</b><br>(milliers de tonnes)     |                   |                   |
| Production .....                              | 77                | 792               |
| Importation .....                             | 76                | 79                |
| Exportation .....                             | 1                 | 179               |
| <b>BOEUF et VEAU</b><br>(milliers de tonnes)  |                   |                   |
| Production .....                              | 1 125             | 1 096             |
| Importation .....                             | 263               | 285               |
| Exportation .....                             | 110               | 196               |
| <b>MOUTON</b><br>(milliers de tonnes)         |                   |                   |
| Production .....                              | 255               | 380               |
| Importation .....                             | 227               | 153               |
| Exportation .....                             | 34                | 56                |
| <b>PORC</b><br>(milliers de tonnes)           |                   |                   |
| Production .....                              | 617               | 740               |
| Importation .....                             | 13                | 33                |
| Exportation .....                             | 14                | 50                |
| <b>BEURRE</b><br>(milliers de tonnes)         |                   |                   |
| Production .....                              | 64                | 217               |
| Importation .....                             | 344               | 165               |
| Exportation .....                             | 8                 | 37                |
| <b>FROMAGE</b><br>(milliers de tonnes)        |                   |                   |
| Production .....                              | 219               | 247               |
| Importation .....                             | 148               | 145               |
| Exportation .....                             | 9                 | 32                |
| <b>POUDRE DE LAIT</b><br>(milliers de tonnes) |                   |                   |
| Production .....                              | 153               | 308               |
| Importation .....                             | 87                | 29                |
| Exportation .....                             | 36                | 187               |

(Source : Annual Review of Agriculture 1986.)

un certain retard sur les concurrents des autres pays européens : « Un indice : à la prochaine Foire agricole de Pékin, le pavillon britannique ne mesurera que 39 mètres carrés, celui de la France 800 mètres carrés. Mais le nôtre sera rentable. »

Au British Overseas Trade Board (BOTB), organisme gouvernemental cette fois, sorte d'équivalent du Centre français du commerce extérieur (CFCE), l'accent est mis également sur les transferts de technologie, l'ingénierie, le machinisme agricole adapté aux pays en développement. Dans une spécialité très britannique, les aménagements de parcs et de jardins, six grandes sociétés se disputent le marché en France comme au Moyen-Orient... où les roses poussent dans le désert. Le comble et le symbole à la fois du revirement britannique en faveur de l'exportation agricole : le BOTB se vante de vendre depuis huit mois du vin blanc anglais... en France.

JACQUES GRALL



Pour vendre à l'étranger, le fermier britannique qui, pendant des décennies, a été confronté à la concurrence des importations à bas prix, est désormais prêt à payer. Selon un sondage récent, 80 % d'entre eux sont favorables à une taxe sur les céréales, jusqu'à 20 pence par tonne, pour financer la recherche et le développement des exportations qui de 500 000 tonnes en 1974-1976 sont passées à 6 millions de tonnes en 1984.

Cela tombe bien, car le produit de cette taxe permettra à Food

avec les céréaliers, quelques branches industrielles, celle de la viande notamment, ont décidé de verser des contributions substantielles.

### Du lait et de la viande

Dans le secteur laitier, l'expérience exportatrice est naissante et encore limitée. Les producteurs nationaux, contraints à l'efficacité avant 1973 quand les importations de beurre et de fromages couvraient respectivement près de 90 % et de 40 % du marché, ont

de beurre et de matières grasses végétales. Elle mise sur ses fromages de qualité, stilton et cheddar.

Le dossier laitier est quelque peu perturbé par les importations politiques de beurre néo-zélandais. « Nous aimerions bien qu'il aille ailleurs, dit un responsable du Milk Marketing Board, mais le gouvernement n'est pas de cet avis. » Résultat, la Grande-Bretagne, déficitaire en lait, est une grande pourvoyeuse des stocks d'intervention. La Nouvelle-Zélande n'est pas seule

## L'ÉNERGIE ET LES MATIÈRES PREMIÈRES EN QUESTION

### Une stratégie de domination

Les producteurs les plus puissants s'efforcent d'éliminer sans pitié leurs concurrents les plus faibles

par PAUL-HENRI BOURRELIER (\*)

La baisse actuelle et attendue des prix du pétrole et de la plupart des produits de base s'effectue dans des conditions telles qu'il faut s'interroger sur les visées et les manœuvres qui les motivent : certes les marchés reflètent la position de force des acheteurs, mais ceux-ci sont-ils vraiment des acteurs effectifs et conscients ? La baisse n'est-elle pas plutôt l'expression d'une contre-offensive de certains producteurs qui comptent, par ce moyen, s'emparer d'un pouvoir inégal à l'échelle mondiale ?

D'où vient l'importance du déséquilibre qui affecte aujourd'hui les marchés des produits de base ? D'abord de la poussée des producteurs, incités par des prix attractifs parfois soutenus artificiellement, qui ont accru leurs capacités année après année et réalisé des progrès techniques spectaculaires, supérieurs à ceux de l'industrie manufacturière; réussite des prospections guidées par des outils et concepts révolutionnaires, puissance des méthodes d'extraction, de transfert et de traitement pour les produits miniers; quant aux rendements agricoles, ils montent en flèche avec les améliorations

génétiques, les traitements des sols et du monde vivant, les progrès des biotechnologies dans les industries agro-alimentaires.

Or, face à cette fièvre des capacités, la demande a été depuis dix ans plutôt tiède: d'abord parce que le progrès technique, au contraire de l'offre, a permis de la réduire par des économies et des substitutions; et puis la conjonction, la hausse de certains prix - celui du pétrole avant tout - l'endettement des pays qui devraient être « en développement » et qui n'ont guère pris le relais de la consommation des pays saturés de biens, ont freiné la consommation.

La succession de déséquilibres n'est certes pas anormale: vaches maigres et vaches grasses se sont succédées, aussi loin qu'on remonte dans le temps. Mais aujourd'hui le progrès technique a fait plus que de porter le déséquilibre à un

niveau exceptionnel: en transformant la circulation des produits, des capitaux et de l'information, il a synchronisé les mouvements. Ainsi les vagues se sont-elles transformées en une marée dévastatrice qui finit par faire sauter toutes les digues ou dispositifs de régulation. Désormais, ce sont les marchés spot ou à terme, instruments d'amplification des mesures de variation, qui donnent les références des transactions. Spéculations et réactions émotives, servies par de nouveaux réseaux d'information non maîtrisés, ont libre jeu.

### Inégalité

Le progrès technique et la mondialisation de l'information ont aussi pour effet d'accroître l'inégalité des producteurs en leur per-

(\*) Ancien directeur général du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM).

mettant d'exploiter à fond l'inégale répartition des richesses naturelles, désormais bien appréciée. Une sélection à outrance des meilleures ressources, l'application à ces ressources de technologies à hautes performances accroissent les écarts. Parfois aussi les inégalités ont été amplifiées par des politiques nationales de mises en valeur pratiquées par des pays aussi différents que l'Australie, le Brésil, l'Afrique du Sud, la Finlande.

Les rentes différentielles qui mesurent les écarts peuvent ainsi prendre des valeurs considérables. L'exemple le plus fastidieux est évidemment constitué par le pétrole, du fait qu'il est la seule ressource importante qui soit réellement - à l'échelle du siècle - en voie de raréfaction.

L'une des réactions des pays consommateurs devant l'instabilité des prix et les mesures de déstabilisation dues à des variations incontrôlables des termes de l'échange, au-delà des économies, a été d'essayer de diversifier les productions de façon à les orienter vers la satisfaction des besoins intérieurs.

(Lire la suite page 18.)



## La chronique de Paul Fabra

DANS la Revue politique et parlementaire qu'il dirige, Thierry Pfister pose, à propos de l'avenir du PS, une question qui au moins dans son énoncé marque le considérable chemin parcouru par la gauche française depuis 1981 : « Parti démocrate ? » Formuler cette alternative aurait quelques années en arrière été considéré par les électeurs de François Mitterrand comme une véritable provocation. Et ce n'est certainement pas l'auteur de la Vie quotidienne à Matignon au temps de l'union de la gauche (1), ancien membre du cabinet de Pierre Mauroy, qui s'y serait livré.

Je me souviens très distinctement d'une conversation avec un des plus hauts dirigeants du PS au début de l'année 1978 : notre problème, me disait-il en substance, est qu'idéologiquement nous sommes presque par nature placés en position d'infériorité par rapport aux communistes, car ceux-ci peuvent aller jusqu'au bout de leur logique. Si, par exemple, nous admettons comme eux que les nationalisations sont en principe une bonne chose, comment faire admettre que nous voulons en limiter strictement le champ ? Il est clair qu'un programme social-démocrate n'est plus suffisant pour la France : il faut proposer un « plus ». Le tout est de savoir jusqu'où aller, mais la difficulté est d'expliquer pourquoi on s'arrête là.

Ce qui est clair aujourd'hui, après l'expérience des cinq dernières années et la conscience que les hommes de gauche ont prise de la nature de la crise, est qu'aucun discours politique n'a la moindre chance d'être crédible s'il ne tient pas compte des réalités de la production.

## L'avenir du Parti socialiste

Politiquement, un tel recentrage crée l'effet d'optique d'un déplacement vers la droite du plus grand parti de la gauche. Le titre choisi par Thierry Pfister pour développer ses propres thèses illustre à sa manière ce phénomène. Les socialistes les plus socialistes, si je puis dire, ne perdent plus leur temps à poser la question toute sémantique de savoir si la politique menée par la gauche aux affaires a ou non « changé » lorsqu'elle a été adoptée un programme de « rigueur ».

Thierry Pfister fait fi de ces arguties en écrivant sans ambages : « Il est clair que le PS n'a cessé d'évoluer dans ses analyses et ses propositions, et que son passage pendant cinq ans au pouvoir ne peut déboucher que sur d'autres adaptations. A cet égard, on peut même affirmer que le saut conceptuel majeur n'est pas devant les socialistes, mais derrière. Leur congrès de Bad Godesberg, par référence aux assises du SPD (Parti socialiste allemand) marquant la rupture de ce parti avec le marxisme, n'est pas à vivre ; il a été d'une certaine manière tenu durant la précédente législature au sein même des instances gouvernementales. Pour Pfister, cette révision tient à la nouvelle façon de voir la fonction de l'entreprise (voilà pour le souci de la production).

Partant de ces données, l'auteur expose, dans un but politique bien précis, une argumentation dont le ne donnerai ici que les très grandes lignes. Ce serait, selon lui, très superficiel de voir dans le débat sur l'avenir du Parti socialiste une simple opposition entre, d'une part, les rénovateurs au discours

moderniste, type Rocard ou Fabius, et, d'autre part, les « archaïques » (non désignés nommément). Historiquement ce sont les prétendus archaïques qui ont eu jusqu'à maintenant raison. Les thèmes développés par les néo au début des années 30 ont fait long feu pour laisser la place à la stratégie du Front populaire. De même le projet communiste de la « grande fédération », prôné par Gaston Deffere en 1964, a échoué. C'est le processus d'union de la gauche entamé par François Mitterrand qui a ramené cette dernière aux postes de commandement.

CETTE évolution n'a cependant pas empêché la « mutation » des socialistes français. Ces derniers, quand ils étaient au pouvoir, remarque Pfister, n'ont-ils pas implicitement fait leur la principale résolution adoptée en 1959 par leurs camarades allemands : « le SPD approuve le marché libre là où il y a réellement concurrence » ?

Aux yeux de Pfister, l'avenir du PS est lié à l'interprétation que les hommes de gauche feront des institutions de la V<sup>e</sup> République. Si, oubliant leurs propres critiques et leurs propres objections, ils se résolvent à voir dans le scrutin présidentiel « l'alpha et l'omega de toute notre vie politique », le Parti socialiste a toutes chances de se muer en simple « machine électorale » dont la seule fonction importante sera, une fois tous les sept ans, de sélectionner un candidat. Notre auteur aurait pu préciser qu'effectivement aux États-Unis le Parti démocrate, pas plus du reste que le Parti républicain, n'a d'existence nationale en

dehors de la campagne présidentielle (mais il y a cinquante partis démocrates et cinquante partis républicains, un par État, pour les élections au Congrès).

Pendant, l'expérience de la cohabitation, constate Pfister, semble ne pas déplaire aux Français. Sa logique « devrait (...) conduire à révaloriser les formations politiques au détriment des aventures présidentielles individuelles », vœu que l'auteur juge encore fragile mais auquel il n'est pas loin d'attribuer le sort futur des organisations de gauche. Dans cette perspective, la référence c'est « plutôt les social-démocrates de l'Europe du Nord ».

Fort de ces prémices, Pfister croit pouvoir revenir au problème de l'unité de la gauche française, qui reste visiblement sa plus chère préoccupation. Cette unité, selon lui, « peut dans les décennies à venir se poser en termes nouveaux ». Pour nourrir cet espoir, il remarque, en guise de conclusion : « Après tout, est-ce que l'union réalisée sur un même programme gouvernemental entre 1972 et 1977 ne présageait pas ce que pourrait être, sous une autre forme institutionnelle, une social-démocratie à la française ? »

A cela on peut répondre que si le terme de social-démocratie a un sens, il est difficile de qualifier de social-démocrate le programme commun adopté en 1972. Rien d'étonnant à cela. Comme le fait justement remarquer Marc Riglet, dans la même livraison de la Revue politique et parlementaire, le programme commun est, à des détails

mineurs près, le double du programme du PCF élaboré un an auparavant sous le titre de « Changer de cap ».

La pièce maîtresse était constituée par les nationalisations intégrées appliquées en 1982. Il est difficile de ne pas voir dans ce formidable élargissement du domaine public une politique dictée en fin de compte par le dogme marxiste selon lequel la raison d'être du socialisme, c'est l'appropriation collective des moyens de production. C'est dans cette perspective que les socialistes se plaçaient pour viser la « rupture avec le capitalisme », condition nécessaire pour changer véritablement les rapports sociaux.

Or cette façon de présenter les choses est doublement sujette à caution. L'amélioration du niveau de vie sous toutes ses formes, qui implique non seulement la construction de nouvelles unités de production mais aussi la multiplication des écoles, des hôpitaux, etc., suppose l'accumulation du capital. Cela est devenu tellement évident qu'on a scrupule à le rappeler. Quant aux rapports sociaux, l'expérience montre que la social-démocratie peut les modifier en profondeur, selon la conception qu'elle se fait — et qui heureusement n'est pas la seule possible — de la justice.

C'est pourquoi voir, dans l'évolution actuelle des convictions et des mentalités au sein du Parti socialiste, un mouvement vers la droite est peut-être une autre illusion... marxiste. Que Thierry Pfister se console : même si le Parti communiste devait poursuivre son déclin jusqu'à la disparition, l'idéologie de gauche ne serait pas morte pour autant.

(1) Hachette, 365 p., 84 F.

## Une stratégie de domination

(Suite de la page 17.)

Ainsi des efforts ont-ils été faits en faveur d'énergies nouvelles comme des tentatives de retour aux cultures vivrières. En fait il faut bien reconnaître que les résultats obtenus ont été plutôt modestes, et les baisses de prix vont encore sape la détermination de l'opinion publique.

Cependant la tendance normale des producteurs dominants devant les fluctuations courantes des marchés est d'essayer de les amortir par des mouvements de stocks et des ajustements du fonctionnement des unités de production. L'objectif est d'obtenir une réaction de solidarité de la profession, tout en se rési-

gnant à voir quelques francs-tireurs marginaux en profiter.

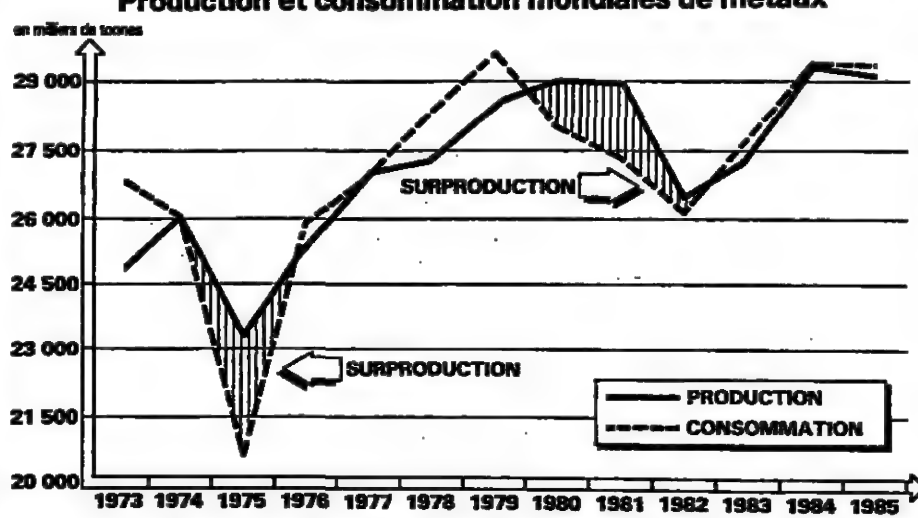
C'est ainsi qu'opère De Beers depuis le début du siècle pour le diamant : telles étaient les actions d'INCO pour le nickel, de l'OPEP pour le pétrole ; pour les produits agricoles, le stockage a été le fait d'organes publics. Ces opérations de lissage de la conjoncture étaient justifiées par l'espoir d'un retournement prochain.

Mais cette politique devient inefficace et insupportable quand le déséquilibre est trop profond et que les producteurs dissidents en tirent trop de bénéfices. Les producteurs les plus puissants en viennent à décider

un renversement radical de leur comportement qui consiste à profiter de la faiblesse du marché pour tenter par une concurrence sans pitié d'éliminer les plus faibles. Après quelques années de flottement, c'est la stratégie qui est devenue prédominante pour beaucoup de produits.

C'est l'Arabie saoudite qui, devant l'indiscipline de l'OPEP et la montée des producteurs extérieurs à l'organisation, vient de décider de reprendre sa place, dit-elle pour cela casser les prix. C'est le gouvernement des États-Unis qui, inspiré par la conviction de la supériorité des agriculteurs américains, mécontents de la place conquise par la CEE, vient de décider avec le Congrès

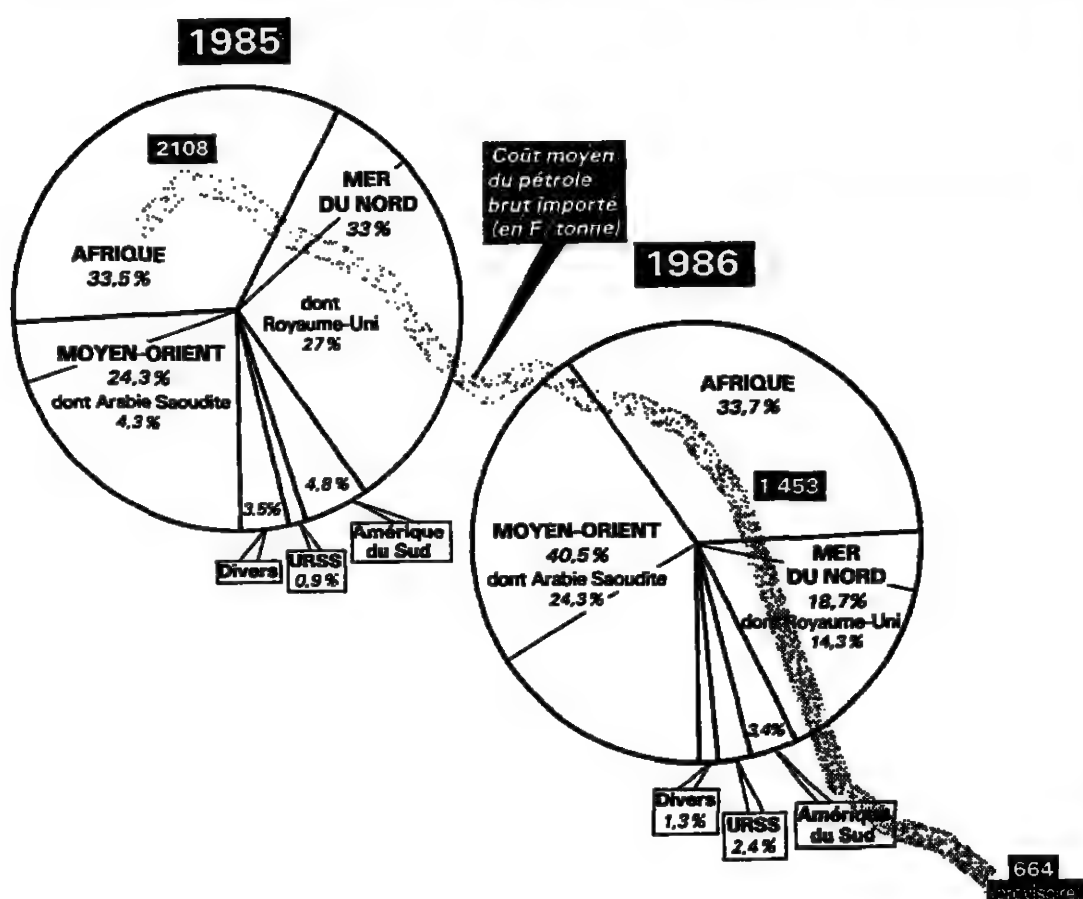
Production et consommation mondiales de métaux



Le graphique porte sur cinq métaux : aluminium, cuivre, nickel, plomb et zinc. Il ne faut pas oublier l'importance des stocks : plus de 2 millions de tonnes pour l'aluminium à la fin de 1985, soit près de 18 % de la production.

(Source : Fédération des chambres syndicales des métaux et des métaux non ferreux.)

## France : changement de fournisseurs pétroliers



La guerre des prix du pétrole, déclenchée à la fin de 1985 par l'Arabie saoudite afin de reconquérir une « juste part » du marché, a eu pour effet, outre une chute brutale des cours mondiaux, de réorienter complètement les achats de brut de la France. Alors que les producteurs de la mer du Nord — Norvège, Pays-Bas et surtout Grande-Bretagne — avaient réussi depuis trois ans, grâce à des prix attractifs, à conquérir un tiers du marché français, la contre-attaque saoudienne a en quelques mois porté ses fruits.

Les achats de brut saoudien ont plus que quintuplé, passant de 1 million de tonnes au cours des quatre premiers mois de 1985 à 5,4 millions pendant la même période de 1986, soit près d'un quart des importations pétrolières françaises (24 millions de tonnes). Dans le même temps, les livraisons de pétrole britannique ont chuté de moitié et celle de brut norvégien d'un tiers environ. Il est vrai qu'en avril le prix moyen britannique était supérieur de plus de 11 % au tarif saoudien : 20,9 dollars par baril contre 18,2 dollars.

une politique de baisse des prix et de soutien à l'exportation des céréales, tout en mettant en œuvre une panoplie destinée à renforcer la concentration et la productivité des pôles de production les plus performants.

C'est pour le charbon l'engagement de l'Afrique du Sud, de l'Australie, de l'Amérique du Nord et d'une grande société pétrolière installée en Colombie vers des exportations à des prix sans cesse plus bas, avec l'objectif d'accélérer la constitution d'un marché international encore étroit. Dans la même période, les producteurs australiens et brésiliens accèdent à une véritable suprématie mondiale pour le minerai de fer, tandis que le Chili s'impose et que l'Afrique du Sud conforte sa position dominante pour le chrome et le platine, sans céder sa première place incontestée sur l'or. Tout récemment le Canada a pris le premier rang pour l'uranium.

Pour en revenir aux produits agricoles, la stratégie des États-Unis n'est pas isolée : quelques perçages spectaculaires ont été réalisés, telles que celle du Brésil pour les tourteaux de soja et le jus d'orange, de la Thaïlande pour le manioc, de la Côte-d'Ivoire pour le cacao.

Ces stratégies expriment un retour à une phase de concentration par le moyen d'une concurrence sans merci appuyée sur les nouveaux outils de la technologie et des armes financières sans cesse plus puissantes. Les opérations de rachat engagées par des grandes compagnies sont un des moyens de la concentration ; le secteur du pétrole comme celui de l'agro-alimentaire en donnent des exemples spectaculaires.

Les « prédateurs » opèrent désormais à l'échelle mondiale, et là aussi le mouvement est encouragé par le basculement de la

politique américaine : hostile aux concentrations par les plus forts tant qu'elles étaient perçues comme une menace à l'échelle de la nation, le président des États-Unis les voit d'un œil plus favorable dès lors qu'à l'échelle mondiale elles deviennent l'expression de la vitalité américaine. L'assouplissement de la loi anti-trust est un signe des temps.

## Arrière-pensées

Derrière ces offensives appaissent des arrière-pensées politiques : soit simplement la volonté de tirer le meilleur parti des ressources naturelles dans le cadre d'une certaine conception du développement — tel est le cas des pays scandinaves, qui progressent remarquablement (forêts et papier, électrometallurgie, aciers spéciaux...), et de divers pays tropicaux ou septentrionaux, aux larges espaces, — soit aussi souvent la volonté de puissance et l'intention d'utiliser les positions comme levier politique.

Quelles conclusions tirer de ces constatations ?

Il n'est pas douteux que d'ici une dizaine d'années l'élimination des marginaux sera parachevée, et que le pouvoir sera réparti entre peu de mains qui ne le lâcheront plus. Instruite par l'expérience, l'Arabie saoudite ne commettra plus sans doute l'erreur de laisser se produire un troisième choc pétrolier incontrôlé ; elle gèrera la hausse des prix d'une façon plus précise pour ne plus en perdre la maîtrise.

Le mouvement actuel n'apparaît pas comme une simple péripétie. La télédétection, l'exploration des fonds marins, la géophysique et les sondages profonds nous livrent desor-

mais une vision planétaire de nos richesses et la clef, avec des technologies appropriées, de positions de domination.

Il y a là, pour la répartition du pouvoir mondial, des faits aussi porteurs de mutation que la concentration des capacités technologiques. En fait, il ne faut nullement les opposer, car toute l'analyse montre que c'est le couplage entre les richesses naturelles, inégalement réparties, et la technologie de pointe qui provoque l'émergence de nouveaux pouvoirs.

Les exemples des pays scandinaves, qui ont valorisé leurs ressources, et du Japon, qui a valorisé ses relations bilatérales avec des pays riches en ressources, montrent qu'il est possible à chacun d'élaborer une stratégie qui soit adaptée aux nouvelles règles du jeu de la division internationale des producteurs. La CEE, dans sa dernière configuration, a de nombreux atouts qui ne sont d'ailleurs pas seulement miniers et agricoles, puisque le rivage nord de la Méditerranée est le plus beau site de concentration du tourisme.

Chacun de jouer ! L'URSS elle-même réévalue actuellement le coût exorbitant de l'exploitation de la Sibérie ; l'Europe, par sa densité et sa diversité, a autant d'atouts que d'autres, qu'il serait périlleux pour son indépendance de laisser en friche.

La compétition est une lutte où il faut exploiter les mouvements de bascule de l'adversaire ; la baisse des prix du pétrole et des produits de base est une manœuvre qui ne se cache guère. Mettons à profit la bouffée d'oxygène qu'elle nous apporte ; seuls les réagissants y verront la dernière cigarette du condamné.

PAUL-HENRI BOURRELIER.

## Un Américain

Après une longue période de stagnation, le marché américain du pétrole est en train de se réveiller. Les producteurs américains, qui ont été longtemps considérés comme des marginaux, commencent à être pris en compte par les grandes compagnies pétrolières internationales.

Le pétrole américain est devenu une véritable force de frappe sur le marché mondial. Les producteurs américains ont réussi à négocier de meilleures conditions de vente, ce qui a permis de réduire les tensions sur le marché.

## Permanentes Petite Boucle

Le marché du pétrole est devenu de plus en plus instable. Les tensions géopolitiques et les fluctuations des prix ont conduit à une situation de crise. Les producteurs et les consommateurs sont tous concernés.

Les experts estiment que la situation ne va pas s'améliorer à court terme. Les tensions géopolitiques continuent de peser sur le marché, et les consommateurs doivent s'attendre à des prix élevés.

## Prost en voiture et à

Le marché du pétrole est devenu de plus en plus instable. Les tensions géopolitiques et les fluctuations des prix ont conduit à une situation de crise. Les producteurs et les consommateurs sont tous concernés.

Les experts estiment que la situation ne va pas s'améliorer à court terme. Les tensions géopolitiques continuent de peser sur le marché, et les consommateurs doivent s'attendre à des prix élevés.

Le marché du pétrole est devenu de plus en plus instable. Les tensions géopolitiques et les fluctuations des prix ont conduit à une situation de crise. Les producteurs et les consommateurs sont tous concernés.

Les experts estiment que la situation ne va pas s'améliorer à court terme. Les tensions géopolitiques continuent de peser sur le marché, et les consommateurs doivent s'attendre à des prix élevés.



# Sports

CYCLISME : l'arrivée du Tour de France

## Un Américain dans la légende

Leader d'une nouvelle génération de champions cyclistes, Greg Lemond a reçu les mains de M. Jacques Chirac, premier ministre, un maillot jaune qui le fait entrer dans la légende du Tour de France. Egalement sur le podium : l'Italienne Maria Canins, victorieuse pour la deuxième fois du Tour féminin devant la Française Jamie Longo. Son compatriote Guido Bontempi avait remporté l'exploit du week-end en gagnant au sprint samedi 26 juillet à Nevers et dimanche sur les Champs-Élysées.

La première victoire d'un Américain dans le Tour de France constitue de toute évidence le grand événement du cyclisme moderne. On ne saurait cependant parler de surprise. La valeur de Greg Lemond n'est pas connue, le coureur des États-

Unis ayant déjà remporté le Tour de l'Avenir et un championnat du monde, indépendamment de plusieurs épreuves de moindre importance. La consécration qu'il obtient aujourd'hui s'inscrit en outre dans un ordre logique et marque l'aboutissement d'une progression constante puisqu'il s'était classé troisième sur les Champs-Élysées en 1984 et deuxième la saison passée derrière Hinault.

En dépit de sa jeunesse — il n'a que vingt-cinq ans — Lemond a surmonté les difficultés d'une course exceptionnellement dure et il a su éviter les pièges. Sa présence s'est affirmée quotidiennement. A l'inverse de Bernard Hinault et... de tous les autres, il n'a pas fléchi au seul instant, mais il doit le maillot à sa parfaite régularité, son succès n'est pas dépourvu d'un certain panache. On rappellera qu'il a gagné une grande étape pyrénéenne

à Superbagnères et que, sans une chute, il aurait très vraisemblablement réalisé le meilleur temps à Saint-Etienne contre le montreur. Bref, il s'est hissé au niveau d'Hinault, l'homme fort du peloton, et les deux leaders de la Vie Claire ont nettement dominé l'opposition après que leur concurrent principal, le Suisse Urs Zimmermann eut été distancé de façon définitive sur la route de l'Alpe d'Huez.

### Le rôle de Bernard Hinault

L'ambiguïté de leurs rapports dans le cadre d'une course singulière, où ils furent alternativement équipiers et rivaux soulève toutefois plusieurs questions : qui a aidé l'autre et qui a piégé qui ? Quel était en réalité le meilleur, du Français ou de l'Américain ? Hinault a-t-il fait cadeau à son partenaire d'une victoire à sa portée ? A-t-il au contraire joué les grands seigneurs et les bores Samuëlson en la laissant qu'il ne possédait plus les moyens de triompher lui-même ? Il semble que tout ne soit pas aussi simple. Les contradictions des propos et des attitudes en témoignent. A Gap, au soir d'une journée orageuse, Lemond déclarait qu'il était « décidément impossible de travailler dans cette équipe ». Deux jours plus tard, il donnait l'accolade au Breton pour le remercier de ses bons et loyaux services. Grâce à leur coopération, les deux copains avaient réduit les derniers flots de résistance. Mais on s'interrogeait encore : Hinault avait-il escaladé l'Alpe d'Huez en tête et à son rythme pour ménager Lemond ou pour mieux le neutraliser ? Le mystère demeure.

Quoi qu'il en soit, le Français a tenu parole : il a contribué à la victoire de l'Américain, conformément à ses promesses. On le savait loyal, et ce geste fera monter sa popularité d'un cran au moment où il s'apprête à quitter la scène sportive. Par la grand porte.

Au reste, sa collaboration intelligente ne dévalise en rien la victoire de Lemond et il serait injuste de prétendre qu'elle a été acquise dans l'ombre du Blaureau. Ce succès largement exploité, on s'en doute, par un Bernard Tapie, soucieux de ses intérêts outre-Atlantique, confirme l'épanouissement de l'ancien champion du monde. Il a couru avec une grande autorité, beaucoup de sang-froid et il a éliminé un à un tous ses adversaires, au nombre desquels Zimmermann, Criquelion, Delgado,

Roche, Millar et Herrera. Tout au long du Tour de France qu'on leur destinait en raison de son caractère montagneux, les grimpeurs colombiens ont fait faillite. Usés progressivement par une course rapide dès le départ, ils ont atteint le pied des cols en état de moindre résistance. Leur mésaventure démontre une fois de plus qu'une compétition par étapes de trois semaines, fortement influencée par la montagne, s'adresse aux routiers complets et aux athlètes du vélo de préférence aux coureurs spécifiques.

### Espoirs solides

En revanche, les jeunes Français se sont bien comportés. Il est remarquable de noter que le deuxième triomphateur derrière Hinault est un océphyle, Ronan Pensec, classé sixième, et que, pour ses débuts, Jean-François Bernard a pris la deuxième place. Tous deux sont considérés comme des espoirs, d'autant plus solides que les tests auxquels ils ont été soumis étaient plus rigoureux.

On soulignera également que deux Américains, Greg Lemond et Andrew Hampsten, figurent parmi les quatre premiers. La mondialisation du cyclisme et l'ouverture vers les États-Unis correspondent-elles à des vérités. Lemond n'envisage-t-il pas de constituer l'an prochain sa propre équipe, une équipe 100 % américaine, dont il serait naturellement le patron ? Cet éventuel transfert s'ajoutant au nouveau traditionnellement répété sur le podium de Bernard Hinault, risque de compromettre l'avenir de La Vie Claire, bien que Bernard Tapie n'ait pas dit son intention de tourner le dos à la bicyclette pour se consacrer exclusivement au ballon rond.

JACQUES AUGENDRE.

## ESCRIME

### Les Français baissent la garde

Les championnats du monde d'escrime, qui ont débuté vendredi 25 juillet à Sofia (Bulgarie), semblent bien mal engagés pour les sélections françaises. Samedi, les fleuretistes ont été éliminés avant le tableau final. Pascal Jolyot, qui avait réussi un bon parcours, a chuté au dernier tour de repêchage, juste avant l'entrée dans le tableau de huit. Il a été nettement battu par le champion du monde junior, l'Allemand de l'Ouest Thorsten Schneider, qui avait précédemment sorti Philippe Omnès. Le numéro un français fut stoppé en repêchage par le Polonais Robak qui mena toujours le match.

Nouvel échec donc pour les fleuretistes français, qui s'ajoute à celui de Barcelone l'an dernier. Les équipes qui dominaient la spécialité il y a une dizaine d'années ont laissé la place aux Allemands, aux Cubains et aux Italiens. Andrea Borella a enfin obtenu la consécration de dix ans de compétition en remportant le titre de champion du monde. L'athlétique Italien de vingt-cinq ans a battu en finale l'Indonésien Cubain Tio Diaz par 10 touches à 5.

En fleuret féminin, les Françaises ne se sont pas mieux comportées. Les trois qualifiées des poules, Laurence Madeline, Gisèle Maygret et Isabelle Spennato, n'ont pu franchir le tableau d'élimination.

## FOOTBALL

### Giresse comme Hinault



27 juillet, estimant que « l'aventure Hinault peut se renouveler avec Giresse à Marseille ». Ce transfert, envisagé « le cœur gros » par Alain Giresse, devait être officialisé mardi 29 juillet.

En concurrence avec une pléiade de (jeunes) internationaux, Alain Giresse, trente-quatre ans, s'apprête à quitter les Girondins de Bordeaux pour l'Olympique de Marseille de Bernard Tapie et Michel Hidalgo. « Il hésite encore car c'est un garçon très attaché à sa région », a déclaré Bernard Tapie, dimanche.

## CANOE-KAYAK : les championnats de France

### Remous d'argent

Les championnats de France de canoë-kayak en eaux vives qui ont pris fin dimanche 27 juillet sur le cours de l'Ubaye, près de Barcelonnette, dans les Alpes-de-Haute-Provence, ont rassemblé sept cents athlètes de tous âges durant onze journées.

Néanmoins dans une atmosphère de camp de vacances, un fait est passé inaperçu : Gilles Zok, le champion du monde de descente, a été contraint, juste avant le départ, de masquer les inscriptions publicitaires ornant son canoë. C'est la première fois dans son histoire que la Fédération prend une telle mesure.

### BARCELONNETTE de notre envoyé spécial

L'enjeu financier est tellement minime que la rencontre entre l'argent et le canoë-kayak s'opère en douceur. Lorsqu'un athlète parvient à décrocher une aide privée de l'ordre de 10 000 F, il fait des envieux. Il y a de quoi faire sourire

le plus modeste footballeur ou tennismen, mais le transit de cette meuble monnaie-représente une « révolution culturelle » dans un milieu traditionnellement replié sur lui-même et imprégné de « coubertisme ».

Insuffisamment médiatisé, ce sport ne fait pas l'objet de grosses opérations de sponsoring. Ses animateurs se contentent de compter de ce retard de deux guerres qui se traduit par un net décalage entre la moisson des résultats internationaux (dix-huit médailles aux championnats du monde en 1985) et les recettes extérieures ; mais comment amorcer la pompe et, d'abord, à quelles fins ?

Les athlètes se sont déjà lancés dans la chasse aux « picallions » sans se poser de question, souvent avec maladresse. Les expériences au terme desquelles le miroir aux alouettes s'est brisé sont plus nombreuses que les réussites. Cependant, ces dernières, même si elles sont modestes, existent et représentent un encouragement pour tous.

Les contrats consistent davantage en dotations en nature (matériel, financement de déplacements) qu'en argent liquide. Beaucoup de ces champions du monde inconnus du grand public se sont rendus compte qu'il était plus aisé de vendre leur image à des commanditaires de leur région qu'à des firmes nationales.

Chaque jour les évidences de cette nature émergent de la confusion propre à ce que Daniel Curtil, directeur technique national, désigne comme une « phase initiale de rêve ». Cette préoccupation toute fraîche est le produit de la métamorphose du statut des athlètes. Eric Koehlin, l'entraîneur, explique : « Au début des années 80, les membres des équipes de France sont devenus des semi-professionnels du sport grâce au système mis en place par la Fédération. Ils ont donc eu du temps libre pour opérer des recherches à des fins personnelles. »

### Un pétard à mèche lente

Deux autres mobiles animent cette évolution : la quête de reconnaissance de la part de champions frustrés de tant d'anonymat et la course à l'amélioration des conditions de réalisation de leurs performances. C'est ainsi que Thierry Humeau, devenu cette saison un des meilleurs spécialistes mondiaux de canoë monoplace en slalom, collabore à la création de vêtements isothermiques avec la firme Piel dans l'espoir de pouvoir se rendre en stage d'entraînement à ses frais, cet hiver, au Costa Rica. Il souhaite aussi « promouvoir le canoë en développant son « look ». Les pulls rayés en laine et les collants à trous, ce n'est sans doute pas ce qu'il y a de mieux quand on proclame qu'on veut s'ouvrir à la modernité et attirer le monde du commerce. »

Les hommes placés à la tête de l'exécutif des équipes de France ont réfléchi à un sujet qui peut se transformer en pétard à mèche lente et éventuellement empoisonner le climat. Hervé Madorf, le directeur sportif, exprime la philosophie qui les anime : « Nous voulons le sponsoring pour montrer aux jeunes que nous sommes dans le coup. Avec Thierry Rolando, directeur technique national adjoint, chargé de la promotion, ils ont rédigé un règlement qui indique notamment que les athlètes doivent retourner 10 % du montant de leur contrat à la Fédération.

Cette mesure déplaît. Elle incite certains à signer des accords en douce sans mention (financière). Elle explique sans doute pourquoi trois athlètes seulement se sont déclarés « sponsors ». La Fédération veut savoir, mais elle vise surtout la mise en place de garde-fous. Gilles Zok « sanctionné » durant ces championnats, n'a donc pu apposer sur son embarcation le sigle de celui qui lui prête une voiture pour la saison.

Il est naturel qu'à la phase initiale de rêve, corresponde celle de la rigueur », a fait savoir Daniel Curtil aux petits cashottiers.

LIBERT TARAGO.

## Les permanentes de la Petite Boucle

Trant profit de ses qualités exceptionnelles en montagne où elle est pratiquement invulnérable, l'Italienne Maria Canins a gagné le Tour féminin devant Jeannie Longo. Ces deux championnes de haut niveau ont largement dominé leurs rivales, et la jeune Américaine Inga Thompson, révélation de l'épreuve, qui s'est classée troisième, ne les a jamais véritablement inquiétées en dépit d'une série de performances très méritoires.

L'Italienne et la Française se sont partagées dix victoires d'étapes, cinq chacune, en quinze jours de course. La première a remporté comme prévu le Grand Prix de la montagne, tandis que la seconde, irrésistible au sprint, enlevait pour la deuxième fois le maillot bleu du classement par points : l'équivalent du maillot vert chez les professionnels.

Dans une course manifestement trop dure, qui comportait l'escalade de l'Isard, du Granon et du Puy-de-Dôme, Maria Canins et Jeannie Longo ont donné une nouvelle dimension du cyclisme féminin. « Elles auraient leur place dans le peloton des

pros », a dit Bernard Hinault, et elles rivaliseraient probablement avec un certain nombre d'entre nous. »

L'efficacité de Maria Canins dans les cols est effectivement prodigieuse. Ses attaques sont le plus souvent imprévisibles et elle peut soutenir des efforts prolongés à un rythme élevé. Jeannie Longo allie, quant à elle, la puissance à la vélocité. Elle a gagné l'étape contre la montreur Veynes-Gap, à 45,70 km de moyenne en utilisant un braquet de 52 x 12 (9,80 m), ce qui a laissé rêver Jacques Anquetil, le grand spécialiste du contre la montre des années 60, qui n'a jamais employé un tel développement.

Jeannie Longo qui a terminé le Tour en super-forme — elle a d'ailleurs triomphé au sprint dimanche sur les Champs-Élysées — envisage de s'attaquer au record du monde de l'heure après avoir défendu son titre de championne du monde à Colorado Springs. Distance à battre : 43,082 kilomètres. Le record est détenu par la Néerlandaise Cornelia Van Oosten-Hage depuis 1978.

J. A.

## AUTOMOBILE : Grand Prix d'Allemagne de formule 1

### Prost en voiture et à pied

Le Brésilien Nelson Piquet (Williams-Honda) a remporté, dimanche 27 juillet à Hockenheim, sa deuxième victoire de la saison dans le Grand Prix d'Allemagne de formule 1 automobile. Il devance un autre brésilien, Ayrton Senna (Lotus-Renault). Piquet a profité de la sobriété de son moteur Honda pour s'imposer devant les deux McLaren de Keke Rosberg et Alain Prost, qui ne purent finir la course faute de carburant.

An classement provisoire du Championnat du monde, le Britannique Nigel Mansell — troisième sur sa Williams — précède maintenant Alain Prost de sept points (51 contre 44). Ayrton Senna demeure troisième (42) et Piquet quatrième (38).

Le coup de la panne. L'ordinateur de bord qui indique encore deux litres dans le réservoir et le moteur qui commence à toussoter. Beaucoup d'automobilistes ont connu cette mésaventure. Alain Prost en a déjà fait l'expérience sur le circuit d'Imola mais, grâce à quelques modifications du corps, il a toujours réussi à faire rouler sa McLaren jusqu'à l'arrivée. A Hockenheim, ses gestes ont été inutiles. Après être reparti une fois, le moteur s'est définitivement arrêté à moins de cent mètres du drapeau des jules.

Cruelle situation pour le pilote français qui devine que ses concurrents dans le Championnat du monde tentent de le rattraper. Malgré la difficulté, Prost s'extirpe de sa voiture et essaie de la pousser. Hélas ses efforts sont inutiles. Une légère montée l'oblige à renoncer et à assister, impuissant, au passage de Nigel Mansell (Williams-Honda), puis de René Arnoux (Ligier-Renault).

Victime lui aussi de la même mésaventure, son coéquipier Keke Rosberg avait raccourci le circuit en passant par une chicane, avant de s'arrêter. Après une course efficace, souvent en tête, le pilote finlandais devait se contenter d'une cinquième place.

Une nouvelle fois les moteurs Honda se sont révélés les plus rapides. Vainqueur, Nelson Piquet a montré qu'il disposait sur sa Williams de plus de puissance, à

consommation égale. Après ses deux arrêts au stand, pour des changements de pneumatiques, il n'a eu aucun mal à reprendre la position de leader, devant les voitures blanc et rouge.

De la deuxième ligne, Ayrton Senna, sur Lotus-Renault, réalisait un excellent départ en se faufilant avec facilité entre Rosberg et Prost, auteurs des meilleurs temps aux essais. Au volant de sa Ferrari, Stefan Johansson a été moins chanceux puisque, après un dérapage à l'extrémité de la ligne droite des stands, il a heurté quelques concurrents. Résultat : une crevaillon pour le petit nouveau, Philippe Alliot, qui remplaçait Jacques Laffite sur la Ligier, et une transmission cassée pour l'autre pilote de Ferrari, Michele Alboreto.

Dans ce grand prix, plus marqué par la consommation des engins que par les attaques des concurrents, Mansell et Arnoux, après une course sans histoire, ont réussi à figurer au tableau d'honneur. Hockenheim 86 demeurera comme une course gagnée par les motoristes et les techniciens japonais.

Mais le circuit d'Allemagne a surtout été le théâtre des révélations sur l'avenir du championnat en formule 1. Après des semaines de supputation, de voyages éclairés — comme celui de Prost la semaine dernière au Japon — de rumeurs, d'annonces de départ, la saison 1987 apparaît un peu plus clairement.

Dans l'ambiance des essais, Yoshitshi Sakurai, directeur de la recherche et du développement de Honda, a annoncé qu'il équiperait l'an prochain les écuries britanniques Williams et Lotus. Ayrton Senna abandonnera donc le moteur Renault pour la mécanique japonaise. Le jeune Brésilien et son ingénieur préféré, Gérard Ducarouge, semblent ravis de ce nouveau contrat. Bien que M. Sakurai ait démenti que sa compagnie veuille racheter Lotus, il a quand même précisé que le deuxième pilote de l'écurie serait un Japonais. Si la Fédération internationale de sport automobile lui délivre sa licence, Satoru Nakajima, actuellement en formule 3 000, deviendra le premier pilote japonais à participer au Championnat du monde de formule 1.

Nelson Piquet ayant résigné chez Williams, la question était de savoir si Nigel Mansell resterait son compagnon. Dimanche soir, Alain Prost annonçait qu'il pourrait abandonner McLaren pour les bolides Williams-Honda. Sans doute le meilleur moyen pour le pilote français de ne plus tomber en panne d'essence lors des grands prix de 1987 et aussi de réaliser les mêmes performances dans le Championnat.

SERGE BOLLOCH.

## Automobilisme

### GRAND PRIX D'ALLEMAGNE DE FORMULE 1

1. Piquet (Bré, Williams-Honda) les 299,064 km en 1 h 12 m 8 s (218,463 km/h) ; 2. Ayrton Senna (Bré, Lotus-Renault) à 15 s 437 ; 3. Nigel Mansell (O-B, Williams-Honda) à 44 s 580 ; 4. René Arnoux (Fr, Ligier-Renault) à 1 m 15 s 176 ; 5. Keke Rosberg (Fin, McLaren TAG) à un tour ; 6. Alain Prost (Fr, McLaren TAG) à un tour.

Championnat du monde des constructeurs. — 1. Williams-Honda, 89 pts ; 2. McLaren TAG-Porsche, 63 pts ; 3. Lotus-Renault, 42 pts ; 4. Ligier-Renault, 28 pts.

## Cyclisme

### TOUR DE FRANCE MASCULIN

Clermont-Ferrand-Nevers (194 km) (vingt-deuxième étape)  
1. Guido Bontempi (Ita), en 5 h 12 m 55 s ; 2. Francis Hoste (Bel) ; 3. Eric Vanderaerden (Bel) ; 4. Adrie Van Der Poel (P-B) ; 5. Guido Van Calster ; 6. Josef Lieckens (Bel) tous à 1 m.

Come-Paris (255 km) (vingt-troisième étape)  
1. Guido Bontempi (Ita), 6 h 51 s 55 ; 2. Josef Lieckens (Bel) ; 3. Eric Vanderaerden (Bel) ; 4. Bernard Hinault (Fr) ; 5. Francis Hoste (Bel) tous m.

CLASSEMENT GENERAL FINAL  
1. Greg Lemond (E-U), 110 h 35 m 19 s ; 2. Bernard Hinault (Fr) à 3 m 10 s ; 3. Urs Zimmermann (Sui) à 10 m 54 s ; 4. Andrew Hampsten à 18 m 44 s ; 5. Claude Criquelion

## Les résultats

(Bel) à 24 m 36 s ; 6. Ronan Pensec (Fr) à 25 m 59 s ; 7. Niki Ruttimann (Sui) à 30 m 52 s ; 8. Alvaro Pino (Esp) à 33 m 9 s ; 9. Steven Rookx (P-B) à 33 m 22 s ; 10. Yves Madet (Fr) à 33 m 27 s.

### CLASSEMENT DE LA MONTAGNE

1. Bernard Hinault (Fr), 351 pts ; 2. Luis Herrera (Col), 270 ; 3. Greg Lemond (E-U), 265 ; 4. Urs Zimmermann (Sui), 191 ; 5. Eduardo Chozas (Esp) 172.

### CLASSEMENT PAR POINTS

1. Eric Vanderaerden (Bel), 277 pts ; 2. Josef Lieckens (Bel), 232 ; 3. Bernard Hinault (Fr), 210 ; 4. Greg Lemond (E-U), 208 ; 5. Guido Bontempi (Ita), 166.

### CLASSEMENT DES MEILLEURS JEUNES

1. Andrew Hampsten (E-U) ; 2. Ronan Pensec (Fr) ; 3. Jean-François Bernard (Fr) ; 4. Jesus Blanco (Esp) ; 5. Peter Sivonen (P-B).

### CLASSEMENT PAR EQUIPES

1. La Vie Claire (LVC), 331 h 35 m 48 s ; 2. Peugeot-Stell (PEU), 333 h 27 m 38 s ; 3. Système U (SU), 333 h 36 m 38 s.

### TOUR DE FRANCE FEMININ

Saint-Basle d'Arg-Nevers (22,5 km) (Quatrième étape)  
1. Inga Thompson (E-U), 26 m 16 s ; 2. Mickie Havil (P-B) à 15 s ; 3. Maria Canins (Ita.) à 26 s ; 4. Jeannie Longo (Fr) à 33 s ; 5. Valérie Simonnet (Fr) à 48 s.

Cherville-Paris (66,5 km)  
1. Jeannie Longo (Fr), 1 h 29 m 9 s ; 2. Connie Meijer (P-B) ; 3. Mickie Havil (P-B) ; 4. Mara Mosole (Ita) ; 5. Jutta Niehaus (RFA), m.

CLASSEMENT GENERAL FINAL  
1. Maria Canins (Ita.) 27 h 13 m 37 s ; 2. Jeannie Longo (Fr.) à 15 m

## Motocyclisme

### CHAMPIONNAT DU MONDE D'ENDURANCE

L'Australien Wayne Gardner et le Français Dominique Sarron ont remporté dimanche 27 juillet les 8 heures de Suzuka (Japon) troisième épreuve du championnat du monde d'endurance motocycliste. Les Français Gérard Carroy et Patrick Igoa (Honda) ont terminé 14<sup>e</sup> à la suite d'une chute d'Igoa lors du 59<sup>e</sup> tour. Ils demeurent néanmoins leaders du championnat.

## Tennis

### COUPE DE LA FEDERATION

Les États-Unis ont remporté dimanche 26 juillet la Coupe de la Fédération de tennis féminin par deux victoires en simple et une en double sur la Tchèque-Lovagule, Chris Ever-Lloyd à tout d'abord battu Helena Sukova, 7-5, 7-5 et Martina Navratilova s'est ensuite offert une deuxième victoire dans cette compétition en triomphant de Hana Mandlikova, 7-5, 6-1.

## Voile

### TOUR DE FRANCE

La troisième étape, Les Sables-d'Olonne-Rochefort a été remportée samedi 26 juillet par le bateau suisse Ville de Genève qui a passé le premier la bouée de Chauvau, limite d'un parcours réparti entre de vent. Sept voiliers ayant été disqualifiés, à la suite d'un mauvais départ, le classement général se trouve quelque peu bouleversé. L'approche du passage en Méditerranée, c'est Ville d'Angers qui est en tête devant Le Havre et La Villette.



# Economie

Alors que l'OPEP se réunit à Genève

## Les prix du pétrole retrouvent leur niveau réel des années 50

Les pays membres de l'OPEP devraient se réunir à nouveau, ce lundi 28 juillet à Genève, pour tenter de mettre un terme à l'effondrement des cours du pétrole. Sauront-ils effacer l'échec qu'ils ont connu il y a un mois en Yougoslavie et à la suite duquel le prix du baril est tombé à son plus bas niveau ?

GENÈVE  
de notre envoyée spéciale

Dans le domaine pétrolier, le pire n'est jamais sûr. Lorsqu'il y a quelques mois les économistes parlaient d'un pétrole à 5 dollars le baril les mieux spécialisés, incrédules, ricanaient. Aujourd'hui, ils rient jaune. A 7 dollars en moyenne, selon les qualités, les prix réellement pratiqués ne sont plus très loin de ce minimum absolu. En valeur réelle, ils sont même tombés en dessous de leur niveau des années 50 (!). Autant dire qu'après avoir effacé le second, puis le premier choc pétrolier, la chute des cours du brut vient de rayer vingt-cinq années d'histoire de l'OPEP.

Et rien, dans la situation actuelle, ne permet d'espérer une reprise, sinon éphémère. Tous les experts sont d'accord : les prix vont encore chuter à 6 dollars, voire à 5 dollars le baril dans les semaines à venir, à moins que l'OPEP ne se réunisse. Or, l'organisation des pays exportateurs de pétrole, réunie de nouveau à Genève pour tenter de trouver un moyen de stabiliser le marché,

paraît toujours divisée, aussi impuissante qu'il y a un mois dans l'île yougoslave de Brioni.

Bien que l'objectif officiel de cette réunion soit de répartir entre les quinze pays membres des quotas de production précis pays par pays

uniforme de 15% de la production des neuf pays formant la majorité derrière l'Arabie saoudite. Si les quatre Etats « dissidents » — Algérie, Iran, Libye et Gabon — suivent cette consigne générale, la réduction volontaire de l'OPEP réduirait du marché quelque deux à trois millions de barils par jour, ce qui pourrait permettre de redresser, du moins momentanément, les prix.

Un prix optimal

Mais ce n'est pour l'heure qu'une idée vague avancée par certains pays du Golfe pour obtenir de leurs partenaires un accord unanime sur leur objectif principal : fixer officiellement une fourchette de prix optimale à moyen terme : entre 17 et 19 dollars par baril. Deux fois plus qu'aujourd'hui, mais moitié moins qu'il y a un an. Cet objectif, dont les moyens restent à définir, demeure jusqu'à présent combattu par les « dissidents ».

Cette proposition, imprécise puisqu'elle suppose connu le niveau actuel de la production, qui varie de semaine en semaine, aurait en tout cas le mérite de la simplicité. Car la distribution de quotas pays par pays, qui a fait l'objet de nombreuses discussions bilatérales depuis un mois, paraît, elle, dans l'impasse. Le président irakien a fait savoir, il y a quelques jours, qu'il réclamerait désormais la parité avec l'Iran, soit deux fois et demi son ancien quota. Et les Emirats arabes unis continuent de demander un quota de 1,5 million de barils par jour, soit 50 % de plus que

précédemment. Cela pour ne citer que les pays les plus gourmands, la plupart des autres, y compris l'Arabie saoudite et le Koweït, ayant demandé une augmentation de leur quota dans le cas d'une révision générale du système.

Tout vaudrait mieux en tout cas pour l'OPEP qu'un nouvel échec, hypothèse pourtant la plus probable compte tenu des circonstances. Depuis la conférence ratée de Brioni, les prix du brut se sont effondrés, chutant encore d'un tiers : de 11-13 dollars par baril à quelque 6-8 dollars par baril. La production de l'OPEP, échappant à toute discipline, a crevé les plafonds : près de 20 millions de barils par jour actuellement, soit 30 % de plus que l'an dernier à la même époque. « Actuellement, personne ne contrôle plus rien, le marché est roi. Les compagnies obtiennent les prix qu'elles veulent... », reconnaît un représentant de l'Organisation. L'Arabie saoudite, responsable de cette situation, puisqu'elle a accru son rythme d'extraction de 30 % dans le but manifeste de donner un leçon à ses partenaires pour les amener à sa merci, ne semblait toujours pas, à la veille de la conférence de Genève, convaincue que la purge avait été suffisante.

VÉRONIQUE MAURUS.

(1) Selon la société Enerfinance, un prix de 7 dollars par baril correspond, grosso modo, compte tenu de l'inflation, à un prix réel de 0,45 dollar par baril dans le milieu des années 50. A l'époque, le pétrole se vendait plus de 1 dollar par baril.

Les propositions de Bruxelles pour les années 1987-1992

## 52 milliards de francs pour la recherche européenne

BRUXELLES  
(Communauté européenne)  
de notre correspondant

La Commission de Bruxelles et singulièrement son président M. Jacques Delors sont convaincus que la coopération technologique constitue l'une des clés de la relance de la construction européenne. Comme l'avaient distingué eux-mêmes les chefs d'Etat et de gouvernement en approuvant fin 1985 à Luxembourg l'« Acte unique », charte de développement de la Communauté pour les années à venir, cette coopération technologique renforcée doit être considérée comme le complément du « grand marché sans frontières » que les Douze ont décidé d'établir d'ici à 1992.

La Commission européenne vient de mettre au point le programme-

cadre communautaire de recherche et de développement technologique pour la période quinquennale 1987-1992. Sa proposition, transmise le 24 juillet aux gouvernements membres, tient compte des observations et critiques que ceux-ci avaient adressées à l'avant-projet présenté voici quelques mois. Au sein même du collège bruxellois, M. Delors a dû persuader ses collègues de la nécessité de faire preuve de réalisme afin de surmonter les réticences des trois principaux Etats membres, la RFA, la France et le Royaume uni, qui s'étaient vivement opposés à l'avant-projet auquel ils reprochaient d'être tout à la fois trop ambitieux et confus.

Le texte soumis aux Douze souligne que l'action de la CEE doit rester sélective. Prudence parfois négligée, il lui faut, en effet, tenir compte du fait que « les Etats membres

poursuivent des politiques nationales dont ils considèrent, à tort ou à raison, qu'elles doivent demeurer l'axe central de leur action ». Cette sélectivité est nécessaire aussi pour prendre en considération les autres formes de coopération développées de manière organisée au niveau européen. La Commission cite l'Agence spatiale européenne, le CERN, la Fondation européenne de la science, le Conseil de l'Europe et, par ailleurs, insiste sur les complémentarités qui existent entre Eureka et les programmes communautaires.

Mais l'effort de réalisme en ces temps de rigueur a été surtout accompli sur le plan budgétaire. La Commission, dans son avant-projet, demandait 10,3 milliards d'ECU, soit 70 milliards de francs sur cinq ans. Le projet remanié prévoit des crédits limités à 7,7 milliards d'ECU, soit 52 milliards de francs. C'est sans doute encore supérieur

aux quelque 6 milliards d'ECU que le Royaume-Uni, la France et à l'origine la RFA, qui est la plus restrictive, ont en tête, mais l'écart devient suffisamment limité pour que l'affaire puisse être jouée. L'objet du programme-cadre qui doit être adopté à l'unanimité des Douze, n'est pas d'entrer dans le détail. Ce sera la tâche des programmes opérationnels qui viendront ensuite et qui, conformément aux dispositions de l'« Acte unique », seront approuvés à la majorité qualifiée.

Huit thèmes d'action

La proposition énumère néanmoins huit thèmes d'action. 1. La qualité de la vie avec des programmes concernant la santé et l'environnement ; 2. « Vers une société de l'information » : il s'agit pour l'essentiel d'une amplification du programme Esprit qui concerne l'électronique et l'information. C'est le plus gros poste, 2,050 milliards d'ECU (14 milliards de francs) ; 3. « Le réseau sanguin du grand marché », c'est-à-dire les télécommunications ; 4. L'application des nouvelles technologies à la modernisation des secteurs industriels ; 5. La poursuite et l'actualisation de l'action en matière d'énergie dont 1,1 milliard d'ECU (7,5 milliards de francs) pour la fusion thermonucléaire ; 6. La biotechnologie ; 7. L'exploitation des fonds et la valorisation des ressources marines ; 8. L'Europe des chercheurs.

Comme l'a souligné M. Karl-Heinz Narjes, le vice-président de la Commission chargé de la recherche, 60 % des crédits demandés seraient affectés à l'amélioration de la compétitivité dans l'industrie communautaire.

PHILIPPE LEMAITRE.

● Egypte : ouverture du nouveau port de Damiette. — Le nouveau port de Damiette, au nord-est de l'Egypte, a été ouvert au trafic le samedi 26 juillet. Le port, dont le président Hôni Moubarak avait visité le chantier le 30 mars, a actuellement une capacité de 15 millions de tonnes par an. Il a été construit par un consortium d'entreprises françaises et japonaises ayant pour chef de file la société française SGE/TPI. Le coût de la première phase des travaux s'est élevé à 2,5 milliards de francs, dont 1,4 milliard financé par des crédits français. Une seconde phase de travaux portera la capacité du port à 25 millions de tonnes par an. Par ailleurs, un nouveau terminal à l'aéroport du Caire a été inauguré dimanche par M. Moubarak. — (AFP.)

### REPÈRES

#### Commerce extérieur

##### Excédent italien...

La balance commerciale italienne a enregistré, en juin, un excédent de 345 milliards de lire, ramenant le déficit des six premiers mois de l'année à 8 745 milliards de lire, 10 000 milliards de moins que durant la période correspondante de 1985. Ce redressement est essentiellement dû à la baisse du dollar et des cours du pétrole. Selon l'Institut central des statistiques, les importations ont baissé de 8,7 % durant le premier semestre, alors que les exportations n'ont progressé que de 3,8 %.

#### ... Peau de chagrin au Mexique

Les répercussions de la chute des cours du pétrole sur le commerce extérieur mexicain sont impressionnantes : l'excédent de la balance commerciale s'est réduit de 69,3 % durant le premier semestre, pour ne représenter que 1,14 milliard de dollars, annonce le ministère du plan et du budget. Les exportations ont représenté 7,62 milliards seulement, en régression de 57 %. La compression des importations, de 7,2 % durant ce même semestre, ne pouvait à elle seule compenser un tel manque à gagner sur les marchés extérieurs.

#### Informatique

##### Le piratage coûte cher

Selon l'Agence pour la protection des programmes (APP), le piratage des logiciels par les entreprises et les particuliers a coûté 1,12 milliard de francs à l'industrie informatique française en 1985. L'APP, qui regroupe les principales sociétés françaises et étrangères de logiciels, souligne dans son rapport annuel que la duplication « sauvage » de programmes a représenté 19 % du chiffre d'affaires de l'ensemble de la branche informatique.

Les programmes destinés aux micro-ordinateurs sont copiés essentiellement par les utilisateurs, alors que les logiciels destinés aux systèmes plus importants sont, dans deux tiers des cas, copiés par d'anciens salariés du créateur.

#### Travaux publics

##### Conjoncture « correcte »

Après une « activité satisfaisante » en avril, la conjoncture a encore été « d'un niveau correct » en mai, indique la Fédération nationale des travaux publics. En comparant mars-avril-mai par rapport aux trois mêmes mois de 1985, la progression en volume atteint 6 %. Depuis un an, les effectifs (185 304 personnes) ont diminué de 2,7 %.

**MBA**  
University

- Programme 3<sup>e</sup> cycle créé et développé par l'Institut Franco Américain de Management (IFAM) en association avec PACE UNIVERSITY (New York)
- 11 mois d'études : 7 à Paris, 4 à New York  
Septembre 86 - Août 87
- 2 diplômes : MBA de PACE UNIVERSITY  
Certificat IFAM 3<sup>e</sup> cycle
- Admission : diplôme 2<sup>e</sup> cycle (grande école, maîtrise...) et ou expérience professionnelle + épreuves d'admission
- Renseignements : IFAM-MBA university  
19 rue Cépé 75015 Paris  
Tél : 47.34.38.23

IFAM

PACE UNIVERSITY

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

**Les Sicav de L'Européenne de Banque**  
21, rue Laffitte - 75009 Paris - (1) 42 47 82 47

| Durée minimale de placement recommandée | NOM DE LA SICAV<br>Caractérisation sommaire                     | Actif net (en MF) au 30/06/86 | Prix de rachat (en francs) au 30/06/86 |
|---|---|-------------------------------|--|
| moyen/long terme                        | LAFFITTE-EXPANSION<br>Valeurs françaises et étrangères          | 693,10                        | 783,62                                 |
| moyen/long terme                        | LAFFITTE-FRANCE<br>Monory/CEA                                   | 513,69                        | 309,23                                 |
| moyen/long terme                        | LAFFITTE-JAPON<br>Valeurs françaises et étrangères spécialisées | 274,08                        | 303,51                                 |
| moyen/long terme                        | LAFFITTE-TOKYO<br>Valeurs étrangères spécialisées               | 1 676,40                      | 1 135,41                               |
| moyen/long terme                        | LAFFITTE-RENDEMENT<br>Revenu obligataire - valeurs françaises   | 202,75                        | 200,16                                 |
| moyen/long terme                        | LAFFITTE-OBLIGATIONS<br>Revenu trimestriel                      | 280,09                        | 146,47                                 |
| 3 à 9 mois                              | LAFFITTE COURT TERME<br>Court terme                             | 740,20                        | 60 434,22                              |
| 3 mois                                  | LAFFITTE-PLACEMENTS<br>Court terme                              | 736,07                        | 122 434,07                             |
| 2 ans                                   | VALOBIG<br>Capitalisation obligataire - valeurs françaises      | 715,83                        | 59 538,27                              |

Une gamme de SICAV adaptée à vos besoins pour faire progresser votre patrimoine.

#### LAFFITTE-PLACEMENTS

Pour répondre à l'attente de nombreux actionnaires qui recherchent une plus grande souplesse de gestion de leur trésorerie et permettre à une nouvelle catégorie d'investisseurs de s'associer au développement de la SICAV, l'Assemblée Générale Extraordinaire réunie le 7 juillet 1986, a décidé de diminuer de moitié le montant minimum de la souscription aux actions de la SICAV.

En conséquence, le nombre d'actions LAFFITTE-PLACEMENTS au 25 juillet 1986 est doublé à compter du 28 juillet 1986 par échange de 2 actions nouvelles contre 1 action ancienne.



## Economie

### Les exportations françaises aux Etats-Unis

(Suite de la première page)

Jugement sans nuances — car quelques sociétés ont tout de même réussi à découvrir le Nouveau Monde — mais non sans fondement. Pour s'en convaincre, il suffit de rencontrer ceux qui ont couru l'aventure américaine et qui, l'expérience aidant, sont en mesure de définir le vade-mecum de l'exportateur français aux Etats-Unis. Ce qu'a fait, pour ce qui le concerne, M. Michel Noir, ministre délégué chargé du commerce extérieur, au cours d'un voyage à Washington et à New York du 16 au 20 juillet.

Trop tard sur le coup ? Cela n'a rien de surprenant s'agissant d'industriels qui, pour la plupart, n'ont décidé d'aller à l'exportation qu'à la fin des années 60. Usinor, qui fait maintenant 230 millions de dollars de chiffre d'affaires aux Etats-Unis, a créé sa première société d'export en 1966 et n'a installé son agence américaine qu'en 1969. Bon nombre de nos interlocuteurs nous ont appris qu'ils n'étaient sur place que depuis cinq ou six ans.

« C'est un grand marché qui faisait peur », déclare sans ambages M. Régis Sanson, le président d'Alibert Inc., qui a dû, on l'a vu, mettre ses produits au goût américain. Renault qui, de toute évidence, n'a pas fait l'effort d'adaptation suffisant, paye aujourd'hui, avec le recul de l'Alia et de l'Encore (la R 9 et la R 11), cette impéritie. Il est significatif d'entendre M. Sémérina, chairman d'American Motors Corp., parler du prochain lancement d'une voiture « spéciale » conçue pour le continent nord-américain. Jusqu'ici on se contentait de modifier les modèles nationaux en y mettant une climatisation et des boîtes automatiques. Ainsi se trouve vérifié le premier point du vade-mecum : savoir offrir un produit parfaitement adapté et suffisamment ori-

ginal pour soutenir la concurrence. Grand connaisseur en la matière, M. Georges Roche, président d'Aérospatiale Inc., souscrit volontiers à cette affirmation. Maquettes en main, il explique comment il a pu ouvrir le marché aux Airbus (on se souvient du contrat Panam avec ses quarante-quatre commandes) et aux ATR 42, comme aux hélicoptères dont il détient 10 % du marché en vol, sans compter le marché militaire, le tout lui laissant espérer pour 1986 un chiffre d'affaires de 150 millions de dollars.

« Ce qu'il faut pour réussir aux Etats-Unis ? Etre présent physiquement, affirme-t-il tout d'abord, intégrer la durée ensuite, avoir de l'entêtement enfin. » Aucun des industriels que nous avons interrogés n'a contesté, au contraire, ces points deux et trois du vade-mecum, c'est-à-dire la patience et la persévérance. On cite ainsi cette firme française qui, du jour où elle s'est installée aux Etats-Unis en 1978, y a fait passer son chiffre d'affaires de rien à 15 millions de dollars.

#### Conservier le contrôle de la distribution

La société Ruggieri n'a pas les prétentions de l'Aérospatiale. Son chiffre d'affaires aux Etats-Unis reste à hauteur de 1,5 million de dollars. Mais le discours que nous tient son représentant à Washington, M. Alain Broca, ressemble étrangement à celui de M. Georges Roche, spécialiste de la pyrotechnie, entendez surtout le feu d'artifice. Ruggieri est bien décidée à en faire voir de toutes les couleurs aux Américains.

Elle en a donné un aperçu à l'occasion des fêtes du centenaire de la statue de la Liberté. Mais avant qu'elle ne tire ses premiers feux outre-Atlantique, elle a dû

réviser ses conceptions. « Notre implantation a été difficile, on a fait beaucoup d'erreurs », concède M. Broca. La société a su rectifier le tir. Elle a compris qu'il était indispensable « d'être partout à tout moment », que l'on réalise une affaire « parce qu'on est présent » et que l'avance technologique fait souvent la différence.

M. Roche souligne lui aussi cet aspect des choses. Par exemple, si le marché militaire américain est le plus fermé des marchés, rien n'empêche d'intéresser ce client difficile à notre technologie. Ainsi ne désespère-t-il pas de participer d'une certaine façon à la commande de cinq mille hélicoptères LHX en cédant sa licence du rotor arrière dans la dérive, éliminant du même coup les risques d'accident.

Nous voilà loin de ces industriels phalliques attirés par la formidable croissance américaine de ces trois dernières années. Tous ceux qui se sont alors précipités en brandissant ingénument des prospectus rédigés dans la langue de Ronsard, et en espérant être jugés sur leur mine, s'y sont brûlés les ailes, nous rappelle M. Claude Gros, président de Chevigny Assoziates, filiale de l'Institut de développement industriel (IDI). Installé à New York depuis 1979, M. Gros a acquis une solide expé-

rience dans la recherche des bons partenaires comme dans l'implantation industrielle ou commerciale. « Si on a un projet intelligent, on le finance », dit-il. Mais il soupire aussitôt : « Malheureusement, le plus difficile c'est de trouver des sociétés françaises avec de bons produits. » Il livre enfin son dernier secret : « Ce qui est indispensable, c'est de conserver le contrôle de sa distribution. »

Un Français au moins connaissait d'instinct toutes ces subtilités. C'est le truelove Michel Roux, président de Carillon Importers. Arrivé sans un sou en poche au début des années soixante, réceptionnaire dans un hôtel de Houston (Texas), il a compris ce que pouvait être le destin d'un *self made man* dans un pays qui pardonne tout à ceux qui réussissent. Aujourd'hui millionnaire, il déverse des caisses entières de liquours français ou de vodka suédoise sur les rives de l'Hudson, imposant ses marques à grand renfort d'une publicité fondée sur cette évidence : « Il faut amener les Américains à embrasser leurs voisins. » C'est sur ce mythe de la différence — qu'il est que je n'ai pas ? — qu'il parvient à leur faire boire les mêmes breuvages. Mais cette tactique ne figure pas au vade-mecum officiel.

FRANÇOIS SIMON.

### Le président Reagan s'en prend aux « artistes de la morosité » économique

En dépit d'une croissance anémique de 1,1 % durant le deuxième trimestre, l'économie américaine reste « robuste ». Telle est du moins l'opinion développée par le président Reagan durant son intervention radiodiffusée du samedi 26 juillet pour contrer les « artistes de la morosité », très nombreux outre-Atlantique en cette période d'incertitudes. Voilà des mois que l'administration Reagan a abandonné ses prévisions d'une croissance de 4 % pour 1986 et s'est repliée sur des perspectives plus modestes, 3,4 % en février dernier, puis 2,6 % la semaine dernière. Une prudence compensée par l'espoir d'un fort rebond de l'activité l'an prochain, les dernières évaluations officielles tablant sur 4,3 %.

Le chef de l'exécutif s'est fait le porte-parole des optimistes pour 1987 en soulignant que les causes des résultats décevants des derniers mois allaient disparaître. De fait, la chute des cours du pétrole a commencé par déprimer fortement les Etats producteurs avant que la relance des autres secteurs ne se fasse sentir sur l'ensemble de l'économie. Les difficultés dans l'agriculture, la sidérurgie ou le textile risquent en revanche de durer plus

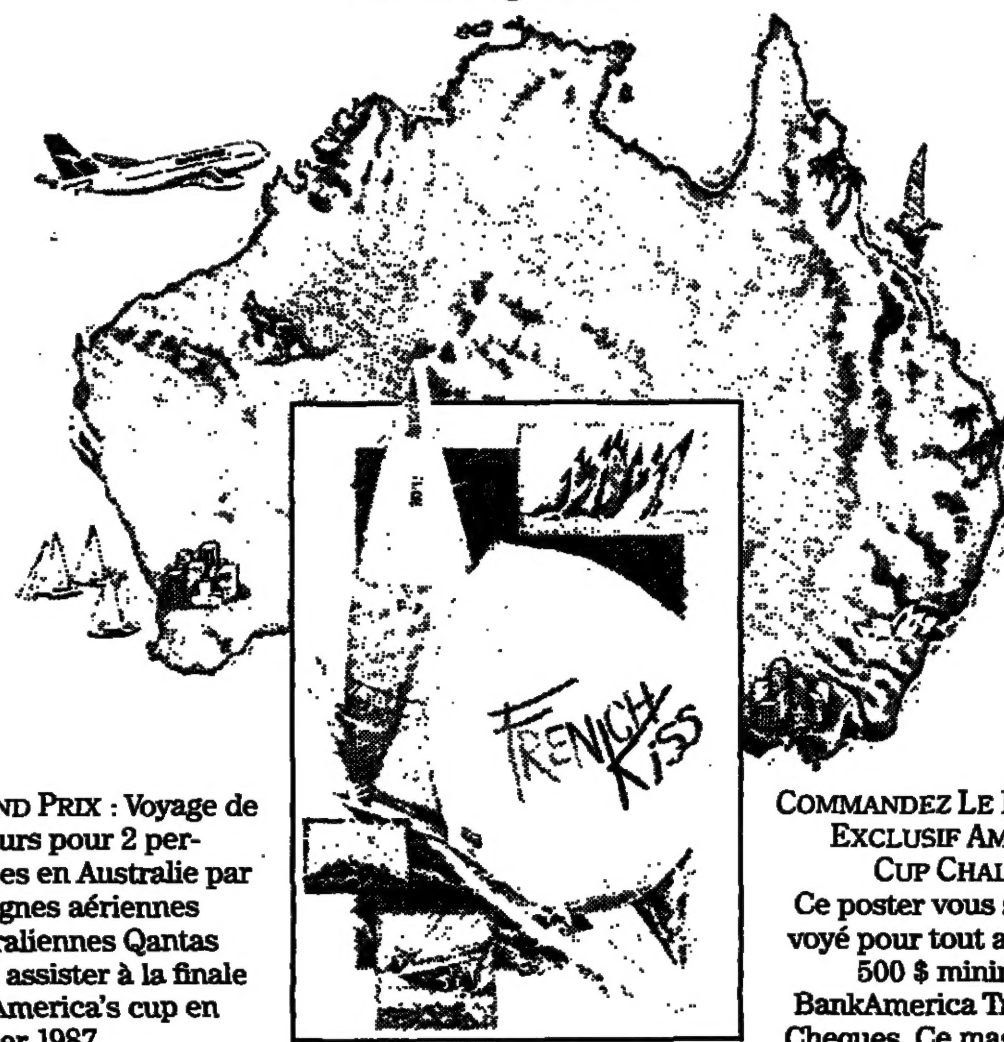
longtemps que ne semble le souhaiter l'administration. Quant aux retombées négatives de la modeste croissance des principaux partenaires commerciaux des Etats-Unis sur les exportations américaines elles ne semblent pas devoir disparaître de sitôt, selon la plupart des analystes américains.

Ces analystes, dans leur ensemble, prévoient de forts médiocres résultats pour 1986 et estiment exagérément ambitieuses les estimations de l'administration pour l'année prochaine. C'est ainsi que la Chase Manhattan n'envisage qu'une expansion de 2,5 % pour les dix-huit mois à venir. Il est toutefois un point sur lequel le président Reagan avance des arguments apparemment fondés : l'attentisme des investisseurs tant que la réforme fiscale ne sera par définitivement entérinée par le Congrès. La chute de 11,2 % des commandes de machines-outils durant le premier semestre annoncé le dimanche 27 juillet par l'association professionnelle de cette branche est largement attribuée à l'incertitude pesant sur le prochain régime fiscal des candidats à l'investis-

F.Gr.

### GAGNEZ UN VOYAGE EN AUSTRALIE ET ASSISTEZ A LA FINALE DE L'AMERICA'S CUP

Participez gratuitement au tirage au sort BankAmerica Travelers Cheques. Aucune obligation d'achat.



GRAND PRIX : Voyage de 10 jours pour 2 personnes en Australie par les lignes aériennes australiennes Qantas pour assister à la finale de l'America's cup en janvier 1987.

2 PREMIERS PRIX : 1000 \$ en BankAmerica Travelers Cheques.  
20 DEUXIEMES PRIX : Réveil de voyage.

COMMANDEZ LE POSTER EXCLUSIF AMERICAS CUP CHALLENGE. Ce poster vous sera envoyé pour tout achat de 500 \$ minimum en BankAmerica Travelers Cheques. Ce magnifique poster couleur de 56cm x 86cm du bateau «French Kiss», est prêt à être encadré. Passez à votre banque pour plus de détails.

BANKAMERICA TRAVELERS CHEQUES  
WORLD MONEY®

#### FORMULAIRE DE PARTICIPATION AU TIRAGE AU SORT.

Cochez la case correspondante et indiquez vos nom et adresse.

☐ Veuillez me faire participer au tirage au sort BankAmerica Travelers Cheques. Participation gratuite sans obligation d'achat. (timbre remboursé sur demande). Règlement complet disponible dans votre banque.

Expédiez à :  
BankAmerica Travelers Cheques  
ABC Conseil  
B.P. 2333  
45013 Orleans Cedex

Nom \_\_\_\_\_ Adresse \_\_\_\_\_

\* exclusivement dans les banques agréées BankAmerica Travelers Cheques.

### Faiblesse des investissements

Un des moyens les plus sûrs pour s'implanter à l'étranger est de procéder à des investissements. Fin 1984, les investissements français aux Etats-Unis, s'élevaient à 6,5 milliards de dollars, ce qui représentait 4 % du total des investissements étrangers (159,6 milliards de dollars), indique une note du conseiller commercial à New-York.

Pour important qu'il paraisse, cet effort est loin d'être suffisant. Les investisseurs français sont passés au huitième rang des investisseurs étrangers aux Etats-Unis, alors qu'ils occupaient la sixième place au début des années 70. Ils sont devancés dans l'ordre par la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, le Japon, le Canada, la RFA, les Antilles néerlandaises et la Suisse.

La majorité des investissements français sont affectés à l'industrie manufacturière, notamment à la chimie, grâce à l'Air liquide, Elf-Aquitaine, Rhône-Poulenc et Roussel. La note du conseiller commercial à New-York souligne encore un défaut par trop généralisé, à savoir la faible part réservée à l'investissement commercial. « Malgré les efforts récents, l'insuffisance notoire de la pénétration commerciale française s'accroît progressivement depuis des années. La part française du total de l'investissement commercial étranger, qui atteignait 9 % en 1973 et 7 à 8 % jusqu'en 1977, est tombée progressivement à 5 % en 1980, puis à 2 % en 1984. »

Il reste réconfortant dans ces conditions que le groupe de distribution Promodes se range parmi les dix premières sociétés françaises aux Etats-Unis (en termes de chiffre d'affaires) avec Renault, Générale Occidentale, Elf-Aquitaine, Total CFF, Saint-Gobain, Michelin, Lafarge, l'Air liquide et Rhône-Poulenc.

Au total, mille deux cents filiales d'entreprises françaises, représentant environ sept cents sociétés, sont implantées aux Etats-Unis et y emploient plus de deux cent mille personnes.

F. S.

MUSÉE RODIN  
77, rue de Varenne (7<sup>e</sup>) - M<sup>o</sup> Varenne  
Jean CLAREBOUDT / Condition V  
Installation présentée dans les jardins du musée  
tous les jours (sauf mardi) de 10 h à 17 h 45  
DU 18 JUIN AU 1<sup>er</sup> SEPTEMBRE

### INSTITUT DE PRÉPARATION AUX GRANDES ÉCOLES

rentrée 1986  
Ouverture d'une nouvelle terminale B  
orientée grandes écoles de gestion,  
études internationales et Sciences Po.

Une pédagogie de la réussite fondée sur la motivation, un entraînement intensif en langues, en mathématiques, en expression orale, des apports méthodologiques, des stages en entreprise.

IPGE : l'ambiance et la rigueur d'une prépa dès la terminale  
25, rue François-I<sup>er</sup> 75008 Paris - Tél. : 47.23.72.94  
établissement privé d'enseignement

Admission immédiate sur dossier et entretien  
Pour tous renseignements : IPGE, 25, rue François-I<sup>er</sup>  
75008 Paris - Tél. : 47.23.72.94

Nom \_\_\_\_\_ Adresse \_\_\_\_\_  
démontre classe suivie \_\_\_\_\_



## Economie

## ENTREPRISES

## Schneider n'est pas jugé responsable de la faillite de Creusot-Loire

Le tribunal de commerce de Paris a mis fin à la polémique sur le dossier Creusot-Loire. Par son jugement du 24 juillet, il a en effet décidé que les dirigeants de l'entreprise n'étaient pas responsables de la déconfiture du groupe. Celle-ci ne serait due qu'à la crise de la sidérurgie et au fait que Creusot-Loire, à la différence des autres sidérurgistes, n'a pas été aidée par les pouvoirs publics. Ce sont les seuls éléments d'analyse sur lesquels pouvait s'appuyer le tribunal au vu du rapport de M. Tricot. Ce rapport avait été établi à la demande du tribunal pour essayer de définir les responsabilités. L'ancien actionnaire de Creusot-Loire, Schneider SA, ne sera donc pas appelé en comblement de passif.

Ce passif s'élevait à 5,7 milliards de francs, dont 800 millions de francs au titre des créances des fournisseurs et des sous-traitants (un milliard, environ), qui perdent ainsi tout espoir. L'arrêt du tribunal va permettre à M. Didier Pinau-Valencienne, PDG de Schneider SA, qui n'avait pas voulu provisionner le risque d'un comblement de passif, de pouvoir poursuivre la restructuration de son groupe.

## Bayard n'a pas déposé son bilan

Contrairement à l'information publiée dans le Monde du 25 juillet, la firme horlogère Bayard, de Saint-Nicolas-d'Alliermont (Seine-Maritime), n'a pas déposé son bilan. En 1985, elle a réussi à équilibrer ses comptes avec un chiffre d'affaires de 37 millions de francs environ. «A l'exportation, précise la direction, Bayard fera une excellente année 1986.» De très grosses commandes pour le Moyen-Orient lui ont permis en début d'année d'embaucher temporairement et d'augmenter pendant plusieurs mois ses effectifs de 20 %. Il reste que, sur un marché déprimé et sans appui extérieur, le dernier fabricant français de pendules et pendulettes mécaniques de moyenne et haute gamme souffre de la concurrence de Jaz (Seko), de Vedette, soutenue par le groupe allemand Diehl-Jungmans et des fabricants des pays de l'Est. Bayard manque de capitaux pour moderniser son outillage de production. De ce fait, la direction s'est mise en quête d'un partenaire et compte le trouver rapidement pour maintenir et développer ses activités.

## Licenciements dans le matériel ferroviaire

Le regroupement des activités de construction de wagons d'Arbel Industrie et de Fauvet-Géral dans la société Arbel-Fauvet-Rail, il y a un peu

## Vitos Ets Vitoux : n°1 mondial en gravure

Le holding Vitos Ets Vitoux a annoncé une prise de participation de 52 % dans la société américaine New Hermès, spécialisée dans les machines à graver. La prise de contrôle de cette société permet à Vitos Ets Vitoux de devenir, avec un chiffre d'affaires d'environ 450 millions de francs, le numéro un mondial des machines à graver le verre, le métal, le plastique, le marbre, etc. New Hermès était déjà associée à 50-50 avec Vitos Ets Vitoux dans une filiale chargée de distribuer ses machines hors du marché nord-américain.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE — Obligations 16,50 % juillet 1982. Les intérêts courus du 12 août 1985 au 11 août 1986 sur les obligations CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE 16,50 % juillet 1982 seront payables, à partir du 12 août 1986, à raison de 5 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 4 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 82,50 F (montant global : 825 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément libératoire sera de 123,70 F, auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 8,25 F, faisant ressortir un net de 610,55 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE — Obligations 13,80 % juillet 1980. Les intérêts courus du 22 août 1985 au 21 août 1986 sur les obligations CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE 13,80 % juillet 1980 seront payables, à partir du 22 août 1986, à raison de 621 F par titre de 5 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 6 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 69 F (montant global : 690 F).

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 103,45 F, auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 6,90 F, faisant ressortir un net de 510,65 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts.

A partir de la même date, ces obligations cesseront de porter intérêt et seront remboursables à 5 000 F (démarrage de coupons).

## M. Houphouët-Boigny (Côte-d'Ivoire) donne son feu vert à l'accord international sur le cacao

M. Houphouët-Boigny, président de la Côte-d'Ivoire, premier pays producteur de cacao, a donné son feu vert au nouvel accord international sur le cacao. Les négociations ont été menées pendant six semaines à Genève, la dernière main. Côté consommateurs, une ombre au tableau toutefois, avec l'absence des États-Unis et de l'URSS, qui représentent respectivement 15 % et 12 % des achats mondiaux. Le ministre ivoirien de l'Agriculture, M. Denis Bra Kanon, a minimisé cette absence en se félicitant de l'engagement de la CEE, qui est de loin le plus gros importateur mondial (les deux tiers du marché environ). «Pour la première fois, a-t-il dit, la CEE a décidé de prendre ses responsabilités et de ne pas suivre l'Onco Sam.»

La Côte-d'Ivoire, a encore indiqué le ministre, entend jouer un rôle dans la gestion de l'accord, au niveau de la direction exécutive et de celle du stock régulateur. La Côte-d'Ivoire ne participait pas, comme les États-Unis d'ailleurs, à l'accord précédent, qui expirait le 30 septembre prochain.

Pour entrer en vigueur, le nouvel accord doit encore être approuvé

## Selon M. Shultz

## Il serait «ridicule» de subventionner les exportations de céréales vers l'URSS

Exportations en chute libre, déspécialisation en forte progression, la situation très difficile des producteurs américains de céréales a conduit le Sénat, sous la direction du leader de la majorité républicaine, M. Robert Dole (Kansas), à adopter un texte qui autorise les subventions pour les ventes de céréales à tous les clients traditionnels des États-Unis, y compris l'URSS et la Chine. Ce projet se heurte à l'opposition farouche du secrétaire d'État, George Shultz, qui a qualifié cette proposition, concernant l'URSS, de «ridicule».

Le secrétaire d'État a expliqué que, lors du différend entre l'Europe et les États-Unis sur la question du

gazoduc sibérien, en 1982, les capitales occidentales s'étaient mises d'accord pour que le commerce avec l'URSS ne soit pas subventionné. Le secrétaire à l'Agriculture, M. Richard Lyng, a indiqué, de son côté, que cette question avait été examinée par l'administration Reagan, mais qu'aucune décision n'avait été prise.

Les autres fournisseurs de la Chine et de l'URSS suivent avec intérêt ce débat. Une délégation comprenant des représentants de tous les partis américains doit se rendre cette semaine à Washington, a annoncé le premier ministre australien, M. Bob Hawke.

## Une zone d'entreprises de 300 hectares sera créée dans le Var

M. François Léotard, ministre de la culture, secrétaire général du Parti républicain, député et maire de Fréjus (Var), a détaillé, le vendredi 25 juillet, le mécanisme des «zones d'entreprises», prévues dans le plan du ministre de l'Industrie, M. Alain Madelin, pour les sites des chantiers navals de la Méditerranée, à Dunkerque, La Seyne et La Ciotat.

Le ministre estimant que «on ne fabrique pas des bateaux avec des impôts, mais avec des clients», a ajouté que «ces zones seront ouvertes à toutes les entreprises à l'exclusion des entreprises de bâtiment et de travaux publics, de commerce, des établissements financiers et des sociétés d'assurances».

M. Léotard a également indiqué que les entreprises s'installant sur ces sites devront créer dix emplois au moins pendant les trois premières années et bénéficieront d'avantages importants (exonération de l'impôt sur les sociétés pendant dix ans), exclusifs de toute autre aide de l'État. Enfin, le transfert d'une entreprise d'une zone industrielle vers une autre sera possible.

Le Var bénéficiera d'une zone d'entreprises de 300 hectares.

● Reprise des vols d'Aerolineas Argentines. — La compagnie aérienne argentine Aerolineas Argentinas a repris, le vendredi 28 juillet, ses vols internationaux, au terme d'une grève des pilotes qui a paréssé totalement l'entreprise nationale pendant vingt-quatre jours. Le conflit a pris fin avec la réintégration des cinq cent soixante et un pilotes de la compagnie, licenciés au début du mois, sans qu'aucune sanction ne soit prise à leur encontre. De leur côté, les pilotes se sont engagés à observer «une trêve sociale» jusqu'au 20 mars 1987 et à renoncer à toute revendication salariale. — (AFP.)

● M. Jean Kasper (CFDT) s'inquiète de la situation des jeunes. — Un pays «qui marginalise une partie importante de sa jeunesse n'est pas un pays de gagnants mais de perdants», a déclaré M. Jean Kasper, secrétaire national de la CFDT, le samedi 26 juillet au cours de l'émission «Expression directe» sur France-Inter. Évoquant la suppression de l'autorisation administrative de licenciement, M. Kasper a réitéré qu'il s'agissait d'une «faute grave». «Cette décision va entraîner des licenciements importants et renforcer la pression des chefs d'entreprise face aux problèmes d'une autre organisation du travail», a-t-il estimé.

## Marchés financiers

## PARIS, 25 juillet

## Soutenu

La Bourse de Paris a continué sur sa lancée des jours précédents mais à un rythme ralenti, l'indicateur instantané gagnant 0,40 % à l'approche du son de cloche final. Là où beaucoup attendaient une correction à la hausse, jugée trop rapide, de la veille, le marché a déjoué tous les pronostics, pour le plus grand plaisir des boursiers présents. Après une panne initiale qui l'a empêché de fournir les transactions de la veille, l'ordinateur a ensuite eu la barbe, affichant un gain de 2,5 % auquel même les plus optimistes n'osaient croire, sachant que la séance du matin s'était achevée sur une note de repli (-0,5 %). Une fois l'ordre revenu, et le niveau de la hausse rétabli à sa juste mesure, les observateurs applaudissent à la bonne tenue intrinsèque du marché, qui a trouvé en son sein, et sans nouvelle extérieure particulière, la force de résister. Parmi les valeurs les mieux orientées figuraient Presse de la Cité, Moulinex, le Club Méditerranéen, Locomotion et Dussault, l'action Midi (divisée par 4 le 25 juillet à aussi progressé). En baisse, on notait Fives-Lille, Promodès, Saint-Louis et Géophysique, ainsi que la Générale des eaux et SEB. «Une fois de plus, les investisseurs étrangers sont là, et ils achètent avant les Français», remarquait un professionnel.

Sur le marché obligataire, une certaine lourdeur se faisait sentir, les opérateurs hésitant à prendre position. Les deux augmentations de 7 et 1/2 puis à 8 % du loyer de l'argent au jour le jour ont fait mauvais effet, même si ces mesures se justifient par des raisons techniques connues (constitution des réserves obligatoires par les banques). Au MATIF, le contrat à échéance mars 1987 se traitait à 112,13 (112,20 la veille). Lingot : 783,50 (+ 950 F) ; napoleon : 519 (+ 4 F).

## CHANGES

## PARIS

Dollar : 6,91 F

Faible en fin de semaine pour des raisons techniques (rachats de vendeurs notamment), le dollar s'est orienté de nouveau à la baisse en début de semaine. La déclaration du ministre des finances japonais sur une concertation entre le Japon et les États-Unis sur le niveau du yen n'a eu aucun effet.

FRANCFORT 25 juillet 28 juillet  
Dollar (en DM) ... 2,482 2,44  
TOKYO 25 juillet 28 juillet  
Dollar (en yen) ... 157,30 157,20

## MARCHÉ MONÉTAIRE

(taux en pourcentage)

Paris (28 juillet) ... 7 3/8 %

New-York (25 juil.) ... 6 1/4 %

## LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indices gén. de base 100 : 28 décembre 1984

17 juil. 24 juil.

|                                |       |       |
|--------------------------------|-------|-------|
| Valeur franc. à rev. variable  | 138,8 | 140,8 |
| Valeur industrielle            | 135,1 | 137,8 |
| Valeur étrangère               | 102,7 | 103,5 |
| Pétrole étranger               | 128   | 130,7 |
| Chimie                         | 135,1 | 139   |
| Métallurgie, mécanique         | 128,6 | 131,9 |
| Électronique, électronique     | 136,4 | 136,6 |
| Textile et cuir                | 149   | 153,8 |
| Ind. de consommation non alim. | 138,5 | 138,7 |
| Agro-alimentaire               | 130,6 | 132,7 |
| Distribution                   | 139,3 | 141,8 |
| Transport, loisirs, services   | 135,4 | 136,4 |
| Assurances                     | 154,8 | 159,9 |
| Crédit bancaire                | 167,2 | 176   |
| Sièges                         | 120,4 | 120,1 |
| Immobilier et financier        | 129,2 | 130,3 |
| Investissement en portefeuille | 149   | 154,4 |

Base 100 : 28 décembre 1984

Valeur franc. à rev. fixe 110 | 110,1 |

Emprunt d'État 107,2 | 107,2 |

Emprunt garanti et assimilable 111,2 | 111,4 |

Sociétés 108,9 | 109,4 |

Base 100 : 31 décembre 1980

Valeur franc. à rev. var. 314,8 | 318,1 |

Valeur étrangère 330,7 | 335,4 |

Base 100 : 31 décembre 1980

Indices des val. franc. à rev. fixe 125,5 | 126,6 |

Emprunt d'État 122,5 | 122,5 |

Emprunt garanti et assimilable 127,9 | 128,2 |

Sociétés 126,5 | 127,1 |

## COMPAGNIES DES AGENTS DE CHANGE

Base 100 : 31 décembre 1981

Indices général 368,5 | 374,9 |

Produits de base 328,5 | 343,4 |

Construction 337,4 | 351 |

Biens d'équipement 334,1 | 340,6 |

Biens de consommation durable 443,4 | 449,8 |

Biens de consommation non durable 424,3 | 428,6 |

Services 330,2 | 325,7 |

Sociétés financières 588,7 | 611,4 |

Société de la zone franc exploitant principalement l'étranger 324,4 | 321,9 |

Valeur industrielle 331,6 | 339,2 |

## BOURSES RÉGIONALES

Base 100 : 31 décembre 1981

Indices général 264,9 | 289,9 |

(1) Indisponible à la Chambre.

## MATIF

Notionnel 10 % — Cotation en pourcentage du 25 juillet

Nombre de contrats : 1 685

| COURS | ÉCHÉANCES     |          |         |         |
|-------|---------------|----------|---------|---------|
|       | — 11 juil. 86 | Sept. 86 | Déc. 86 | Mars 87 |

Dernier ..... 110,55 111,15 112,10 112,15

Précédent ..... 110,55 111,30 112,15 112,20

## AUTOUR DE LA CORBEILLE

CAP GEMINI SOCIÉTÉ : 37,2 % DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN PLUS. — C'est le score que la société vient de réaliser pour le premier semestre avec des ventes dont le montant atteint 1 407 millions de francs. Au cours de la période sous revue, Cap Gemini Société a fait autant de chiffre d'affaires qu'au cours de l'exercice 1983 en moins de six mois.

RADIOTECHNIQUE DISTRIBUTRICE DES ACTIONS GRATUITES. — La société procède à une augmentation de son capital de 115,5 millions de francs par incorporation d'une somme prélevée sur le

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

COURS DU JOUR

+ les + haut

Rep. + ou dép. —

Rep. + ou dép. —

Rep. + ou dép. —

Rep. + ou dép. —

Rep. + ou dép. —

Rep. + ou dép. —

Rep. + ou dép. —

Rep. + ou dép. —

Rep. + ou dép. —

Rep. + ou dép. —

Rep. + ou dép. —

Rep. + ou dép. —

Rep. + ou dép. —

Rep. + ou dép. —

Rep. + ou dép. —

Rep. + ou dép. —

Rep. + ou dép. —

Rep. + ou dép. —

Rep. + ou dép. —

Rep. + ou dép. —

Rep. + ou dép. —

## INFORMATION SICAV

## COMMUNIQUÉS

## AMÉRIQUE GESTION

L'Assemblée Générale Annuelle, réunie le 23 juin 1986 sous la présidence de M. Henri Parent a approuvé les comptes de l'exercice.

L'Assemblée a décidé la distribution d'un dividende global de F. 13,07 composé d'un dividende net de F. 11,81 et d'un crédit d'impôt de F. 1,26.

Le règlement du dividende a été effectué à partir du 2 juillet 1986 pour toutes les actions existantes à cette date.

## ORIENT GESTION

L'Assemblée Générale Annuelle, réunie le 26 juin 1986 sous la présidence de M. Alain Minc a approuvé les comptes de l'exercice.

L'Assemblée a décidé la distribution d'un dividende global de F. 4,02 composé d'un dividende net de F. 3,52 et d'un crédit d'impôt de F. 0,50.

Le règlement du dividende a été effectué à partir du 3 juillet 1986 pour toutes les actions existantes à cette date.

## SICAVIMMO

L'Assemblée Générale Annuelle, réunie le 25 juin 1986 sous la présidence de M. René Bartholoni a approuvé les comptes de l'exercice.

L'Assemblée a décidé la distribution d'un dividende global de F. 31,32 composé d'un dividende net de F. 29,50 et d'un crédit d'impôt de F. 1,82.

Le règlement du dividende a été effectué à partir du 2 juillet 1986 pour toutes les actions existantes à cette date.

Les actionnaires de ces trois sicav ont la faculté, pendant un mois à compter de la mise en paiement du dividende, d'affecter le montant des dividendes encaissés à la souscription d'actions nouvelles en franchise de droit d'entrée.



## BANQUE INDOSUEZ

Direction de la Clientèle Privée  
96, bd Haussmann 75008 Paris  
tel. 45.61.29.61

ملء اسمك الأول



## BOURSE DE PARIS

## 25 JUILLET

**Cours relevés  
à 17 h 32**

| Règlement mensuel |            |                  |                  |                  |          |                |            |                  |                  |                  |          |                |               |                  |                  |                  |          |        |
|-------------------|------------|------------------|------------------|------------------|----------|----------------|------------|------------------|------------------|------------------|----------|----------------|---------------|------------------|------------------|------------------|----------|--------|
| Compan-<br>son    | VALEURS    | Cours<br>précéd. | Prémier<br>cours | Dernier<br>cours | %<br>+ - | Compan-<br>son | VALEURS    | Cours<br>précéd. | Prémier<br>cours | Dernier<br>cours | %<br>+ - | Compan-<br>son | VALEURS       | Cours<br>précéd. | Prémier<br>cours | Dernier<br>cours | %<br>+ - |        |
| 1570              | 4.5 % 1972 | 1570             | 1680             | 1570             | - 0 50   | 2000           | DAIRY S.A. | 2005             | 2015             | 2016             | - 0 49   | 5620           | McJannet B.I. | 5620             | 548              | 548              | 548      | - 0 90 |
| 1132              | C.N.E. 3%  | 1132             | 1260             | 1132             | - 0 27   | 2005           | DAIRY S.A. | 2005             | 2015             | 2016             | - 0 49   | 5620           | McJannet B.I. | 5620             | 548              | 548              | 548      | - 0 90 |
| 1438              | B.A.P. 3%  | 1438             | 1148             | 1148             | + 0 28   | 2005           | DAIRY S.A. | 2005             | 2015             | 2016             | - 0 49   | 5620           | McJannet B.I. | 5620             | 548              | 548              | 548      | - 0 90 |
| 1381              | 1148       | 1180             | 1180             | + 0 28           | 2005     | DAIRY S.A.     | 2005       | 2015             | 2016             | - 0 49           | 5620     | McJannet B.I.  | 5620          | 548              | 548              | 548              | - 0 90   |        |
| 1089              | 1148       | 1180             | 1180             | + 0 28           | 2005     | DAIRY S.A.     | 2005       | 2015             | 2016             | - 0 49           | 5620     | McJannet B.I.  | 5620          | 548              | 548              | 548              | - 0 90   |        |
| 2528              | 1148       | 1180             | 1180             | + 0 28           | 2005     | DAIRY S.A.     | 2005       | 2015             | 2016             | - 0 49           | 5620     | McJannet B.I.  | 5620          | 548              | 548              | 548              | - 0 90   |        |
| 1782              | 1148       | 1180             | 1180             | + 0 28           | 2005     | DAIRY S.A.     | 2005       | 2015             | 2016             | - 0 49           | 5620     | McJannet B.I.  | 5620          | 548              | 548              | 548              | - 0 90   |        |
| 2010              | 1148       | 1180             | 1180             | + 0 28           | 2005     | DAIRY S.A.     | 2005       | 2015             | 2016             | - 0 49           | 5620     | McJannet B.I.  | 5620          | 548              | 548              | 548              | - 0 90   |        |
| 1782              | 1148       | 1180             | 1180             | + 0 28           | 2005     | DAIRY S.A.     | 2005       | 2015             | 2016             | - 0 49           | 5620     | McJannet B.I.  | 5620          | 548              | 548              | 548              | - 0 90   |        |
| 1782              | 1148       | 1180             | 1180             | + 0 28           | 2005     | DAIRY S.A.     | 2005       | 2015             | 2016             | - 0 49           | 5620     | McJannet B.I.  | 5620          | 548              | 548              | 548              | - 0 90   |        |
| 1782              | 1148       | 1180             | 1180             | + 0 28           | 2005     | DAIRY S.A.     | 2005       | 2015             | 2016             | - 0 49           | 5620     | McJannet B.I.  | 5620          | 548              | 548              | 548              | - 0 90   |        |
| 1782              | 1148       | 1180             | 1180             | + 0 28           | 2005     | DAIRY S.A.     | 2005       | 2015             | 2016             | - 0 49           | 5620     | McJannet B.I.  | 5620          | 548              | 548              | 548              | - 0 90   |        |
| 1782              | 1148       | 1180             | 1180             | + 0 28           | 2005     | DAIRY S.A.     | 2005       | 2015             | 2016             | - 0 49           | 5620     | McJannet B.I.  | 5620          | 548              | 548              | 548              | - 0 90   |        |
| 1782              | 1148       | 1180             | 1180             | + 0 28           | 2005     | DAIRY S.A.     | 2005       | 2015             | 2016             | - 0 49           | 5620     | McJannet B.I.  | 5620          | 548              | 548              | 548              | - 0 90   |        |
| 1782              | 1148       | 1180             | 1180             | + 0 28           | 2005     | DAIRY S.A.     | 2005       | 2015             | 2016             | - 0 49           | 5620     | McJannet B.I.  | 5620          | 548              | 548              | 548              | - 0 90   |        |
| 1782              | 1148       | 1180             | 1180             | + 0 28           | 2005     | DAIRY S.A.     | 2005       | 2015             | 2016             | - 0 49           | 5620     | McJannet B.I.  | 5620          | 548              | 548              | 548              | - 0 90   |        |
| 1782              | 1148       | 1180             | 1180             | + 0 28           | 2005     | DAIRY S.A.     | 2005       | 2015             | 2016             | - 0 49           | 5620     | McJannet B.I.  | 5620          | 548              | 548              | 548              | - 0 90   |        |
| 1782              | 1148       | 1180             | 1180             | + 0 28           | 2005     | DAIRY S.A.     | 2005       | 2015             | 2016             | - 0 49           | 5620     | McJannet B.I.  | 5620          | 548              | 548              | 548              | - 0 90   |        |
| 1782              | 1148       | 1180             | 1180             | + 0 28           | 2005     | DAIRY S.A.     | 2005       | 2015             | 2016             | - 0 49           | 5620     | McJannet B.I.  | 5620          | 548              | 548              | 548              | - 0 90   |        |
| 1782              | 1148       | 1180             | 1180             | + 0 28           | 2005     | DAIRY S.A.     | 2005       | 2015             | 2016             | - 0 49           | 5620     | McJannet B.I.  | 5620          | 548              | 548              | 548              | - 0 90   |        |
|                   |            |                  |                  |                  |          |                |            |                  |                  |                  |          |                |               |                  |                  |                  |          |        |

**Comptant** (sélection)

| Obligations        |           |             | VALEURS     |               |  | VALEURS     |               |  | Étrangères  |               |  |
|--------------------|-----------|-------------|-------------|---------------|--|-------------|---------------|--|-------------|---------------|--|
| TAUX, %            | % du nom. | % du coupon | Cours préc. | Dernier cours |  | Cours préc. | Dernier cours |  | Cours préc. | Dernier cours |  |
| Emp. 7 1/2 1972    | 1000      |             |             |               |  |             |               |  |             |               |  |
| Em. 8.80 77        | 121 61    | 1 543       |             |               |  |             |               |  |             |               |  |
| 9.80 76/79 1/2     | 105 75    | 1 076       |             |               |  |             |               |  |             |               |  |
| 8.80 76/78/82      | 102 44    | 1 549       |             |               |  |             |               |  |             |               |  |
| 8.80 76/79/84      | 109 70    | 9 818       |             |               |  |             |               |  |             |               |  |
| 11.10 76/78/80     | 111 01    | 1 854       |             |               |  |             |               |  |             |               |  |
| 13.80 76/78/87     | 107 40    | 10 700      |             |               |  |             |               |  |             |               |  |
| 13.80 76/81/83     | 118 73    | 7 258       |             |               |  |             |               |  |             |               |  |
| 16.75 76/81/87     | 109 75    | 14 838      |             |               |  |             |               |  |             |               |  |
| 10.25 76/82/80     | 125 20    | 8 610       |             |               |  |             |               |  |             |               |  |
| 8 1/2 p. ann 82    | 127 35    | 2 080       |             |               |  |             |               |  |             |               |  |
| 12.40 76/85/85     | 125 01    | 1 854       |             |               |  |             |               |  |             |               |  |
| 13.40 76/85/87     | 120 30    | 1 987       |             |               |  |             |               |  |             |               |  |
| 12.20 81/82/84     | 120 85    | 9 727       |             |               |  |             |               |  |             |               |  |
| 11 1/2 int. 85     | 123 20    | 8 571       |             |               |  |             |               |  |             |               |  |
| 10.25 76/85/88     | 118 80    | 2 383       |             |               |  |             |               |  |             |               |  |
| ORNT 12 1/2 83     | 1695      |             |             |               |  |             |               |  |             |               |  |
| OUT 10 1/2 2000    | 117       | 1 644       |             |               |  |             |               |  |             |               |  |
| OUT 8 1/2 1993     | 114       | 6 103       |             |               |  |             |               |  |             |               |  |
| OUT 8 1/2 1998     | 111 77    | 6 752       |             |               |  |             |               |  |             |               |  |
| Ch. France 3 1/2   | 168       |             |             |               |  |             |               |  |             |               |  |
| OGS Bourse gas. 82 | 103 90    | 0 580       |             |               |  |             |               |  |             |               |  |
| OGS Pétrole        | 105 20    | 0 580       |             |               |  |             |               |  |             |               |  |
| OGS Sea            | 105 38    | 0 580       |             |               |  |             |               |  |             |               |  |
| OM gas p. 82       | 103 90    | 0 580       |             |               |  |             |               |  |             |               |  |
| OM gas p. 1993     | 117 60    | 0 580       |             |               |  |             |               |  |             |               |  |
| OM 10 1/2 85       | 106 07    | 0 807       |             |               |  |             |               |  |             |               |  |
| OM 11 1/2 85       | 115 10    | 1 503       |             |               |  |             |               |  |             |               |  |
| OMT 95 86          | 105 05    | 2 441       |             |               |  |             |               |  |             |               |  |
| OMH 10 3/4 85/85   | 115 10    | 2 511       |             |               |  |             |               |  |             |               |  |
| OGH                |           |             |             |               |  |             |               |  |             |               |  |
| Comp. Ind. Petroli | 3400      | 330         |             |               |  |             |               |  |             |               |  |
| Comp. Lyons-Milan  | 410       | 406         |             |               |  |             |               |  |             |               |  |
| Comp. Lorraine     | 1105      | 1138        | c           |               |  |             |               |  |             |               |  |
| C.M.P.             | 26        | 25          |             |               |  |             |               |  |             |               |  |
| Edif. I.C.F.A.I.   | 546       | 544         |             |               |  |             |               |  |             |               |  |
| Edif. S. Ind. Inc. | 3000      | 1200        |             |               |  |             |               |  |             |               |  |
| C. Universal       | 845       | 825         |             |               |  |             |               |  |             |               |  |
| Edif. Ind.         | 192       | 193         |             |               |  |             |               |  |             |               |  |
| Edif. Ind.         | 476       | 488         |             |               |  |             |               |  |             |               |  |
| Dunlop Ind. d. p.  | 3200      | 3100        |             |               |  |             |               |  |             |               |  |
| De Cerezo          | 1725      | 1794        |             |               |  |             |               |  |             |               |  |
| De Cerezo          | 1000      | 1000        |             |               |  |             |               |  |             |               |  |
| De Cerezo          | 1382      | 1382        |             |               |  |             |               |  |             |               |  |
| Edif. Ind.         | 525       | 530         |             |               |  |             |               |  |             |               |  |
| Edif. Ind.         | 27 80     | 29 70       | d           |               |  |             |               |  |             |               |  |
| Edif. Ind.         | 1540      | 1601        |             |               |  |             |               |  |             |               |  |
| Edif. Ind.         | 1253      | 1253        |             |               |  |             |               |  |             |               |  |

## Second marché (selection)

| VALEURS               |                  | VALEURS            |                  | VALEURS        |                      | VALEURS        |                  |
|-----------------------|------------------|--------------------|------------------|----------------|----------------------|----------------|------------------|
| Cours<br>préc.        | Dernier<br>cours | Cours<br>préc.     | Dernier<br>cours | Cours<br>préc. | Dernier<br>cours     | Cours<br>préc. | Dernier<br>cours |
| A.B.P. S.A.           | 1500             | Dauphin D.T.A.     | 1751             | 1765           | Miche                | 280 10         | 308 c            |
| Aisin Mercedes        | 790              | Dawson             | 1410             | 1468           | Mitsubishi-Datsun    | 714            | 725              |
| Ayrol                 | 350              | Deville            | 1010             | 995            | Ono, Gint. Psa.      | 368            | 388              |
| B.P.L.                | 365              | Diageo-Australis   | 285              | 285            | Panhard-V.L.R.       | 330            | 370              |
| Bell                  | 1480             | Dynapac Industrial | 239              | 231            | Pont Brest           | 215            | 240              |
| Bentley Technologies  | 850              | Ed. S. Desmaré     | 880              | 880            | Pratigault           | 450            | 453              |
| Bofors                | 500              | Excerpt            | 378              | 385            | Royal                | 884            | 884              |
| Boite de Lyon         | 828              | Falgaud            | 815              | 789            | St-Germain Endologie | 1000           | 1280             |
| Colson                | 601              | Gentini            | 359              | 372            | S.E.C.M.P.           | 168            | 165              |
| Coffman               | 340              | Gilbert            | 335              | 312            | Sigma-Metals         | 610            | 605              |
| Cap General Sips      | 1945             | G.L.E.             | 335              | 312            | S.T.P.               | 912            | 912              |
| C.D.M.E.              | 800              | H. Dubergier       | 411              | 420            | S.E.P.R.             | 1538           | 1540             |
| C. Equis. Elec.       | 221              | Laure-Investment   | 389              | 389            | S.M.T. Goupil        | 324            | 324              |
| C.E.R.I.O.            | 915              | Manitou            | 580              | 550            | Sollux               | 330            | 330 70           |
| C.E.I. Internationale | 480              | Marfin Interurbain | 500              | 500            | Sopas                | 800            | 820              |
| C. Desch. Française   | 130              | Motomex-Motil      | 168              | 168            | Valérie de France    | 336            | 336              |
|                       | 128 70           |                    |                  |                |                      |                |                  |

**SICAV** (sélection)[illegible]

### Hors-cote

|                        |        |       |
|------------------------|--------|-------|
| Aersep .....           | 14     | 13 80 |
| C.E.M. ....            | 62     | 62    |
| Cochery .....          | 378    | 360   |
| Copaxet .....          | 370 50 | 360   |
| Dubois Int. (Cast.) .. | 850    | 880   |
| Hydro-Energie .....    | 300    |       |
| Hoopmans .....         | 250    |       |
| Nicolet .....          | 572    | 551   |
| Ribillon .....         | 200    | 216   |
| Rivieron M.V. ....     | 141 50 | 142   |
| Sapaguet .....         | 212    | 119   |
| S.F.R. ....            | 230    |       |
| Uffinet .....          | 348    |       |
| Union Brannerie .....  | 139 50 |       |

## Droits et bons

| VALEURS                  | Cours<br>préc. | Dernier<br>cours |
|--------------------------|----------------|------------------|
| <b>Attribution</b>       |                |                  |
| Av Legende .....         | 79             | 79 50            |
| Caisse .....             | 177            | 179              |
| Premier Record .....     | 243            | 249              |
| Total .....              | 4 90           | 4 90             |
| <b>Souscription</b>      |                |                  |
| Financement Financ. .... | 60             | 69 50            |
| Refinanc. ....           | 10 70          | 11 90            |
| Solenn .....             | .....          | .....            |

### Cote des changes

| MARCHÉ OFFICIEL      | COURS       | COURS DES BILLET |         |
|----------------------|-------------|------------------|---------|
|                      | par<br>25/7 | Achat            | Vente   |
| Ecu (Unité S.)       | 6 879       | 6 947            | 7 100   |
| Banque               | 8 060       | 8 987            |         |
| Allemagne 100 DM     | 322 940     | 323 220          | 333     |
| France 100 F         | 266 820     | 267 15           | 26 500  |
| Belgique 100 B       | 296 800     | 296 800          | 27 775  |
| Denmark 100 kr       | 86 580      | 82               | 82 500  |
| Norvège 100 kr       | 102 120     | 82 510           | 80      |
| Grèce (Dracmas E.)   | 10 345      | 10               | 94 500  |
| Italie 100 lire      | 5 012       | 5 017            | 4 500   |
| Irlande 100 sh.      | 4 706       | 4 709            | 4 500   |
| Portugal 100 Esc.    | 389 850     | 400 450          | 400 500 |
| Suède 100 kr.        | 97 700      | 98 230           | 99 500  |
| Switzerland 100 S.   | 46 910      | 46 910           | 44 500  |
| Spain 100 pes.       | 5 052       | 5 065            | 4 500   |
| Sweden 100 kron.     | 4 495       | 4 460            | 4 500   |
| United Kingdom 100 £ | 4 862       | 5 016            | 4 800   |
| Canada C\$ 100       | 4 400       | 4 397            | 4 250   |
| Japan 100 Yen        |             |                  | 4 440   |

## Marché libre de l'o

| MONNAIES ET DEVISES      | COURS<br>prix. | COUR<br>26/7 |
|--------------------------|----------------|--------------|
| Or fin 900 en barre      | 77400          | 78350        |
| Or fin 950 en lingots    | 77400          | 78350        |
| Pièces indiennes (200 g) | 518            | 519          |
| Pièces indiennes (100 g) | 420            |              |
| Pièces indiennes (200 g) | 518            | 519          |
| Pièces indiennes (100 g) | 420            |              |
| Souverain                | 589            | 587          |
| Pièce de 20 dollars      | 2825           | 2835         |
| Pièce de 10 dollars      | 1477 50        | 1477         |
| Pièce de 5 dollars       | 739            | 739          |
| Pièce de 50 pesos        | 2980           | 2986         |
| Pièce de 100 pesos       | 451            | 454          |
| Or Londres               | 349            | 349          |
| Or Hongkong              | 349 50         | 348          |
| Argent Londres           | 5              | 5            |

□ : coupon détaché  
 ○ : offert  
 \* : droit détaché  
 d : demandé  
 ◆ : prix précédent  
 ★ : marché continu



## ÉTRANGER

3 L'ouverture du 22<sup>e</sup> sommet de l'OUA.  
4 Les suites de la rencontre d'Ifrana.  
— Inde : émeutes intercommunautaires à New-Delhi.  
5 États-Unis : la mort d'Averell Harriman.

## POLITIQUE

6 Un entretien avec M. Hervé de Charette.  
— Le redécoupage des circonscriptions.  
7 La campagne électorale dans la Haute-Garonne : un point de vue de François Luchaire.  
— La préparation des élections sénatoriales.

## SOCIÉTÉ

9 Les incendies dans le Midi : un point de vue, d'Emilia Cucci.  
— Médecine : les forteresses de l'autisme.  
14 Echos.

## DÉBATS

2 Un défi de société.

## CULTURE

10 Le quarantième Festival d'Avignon : les Rencontres cinématographiques.  
— Le ballet de l'Opéra de Paris aux États-Unis : heurs et malheurs d'une tournée.  
11 Le Festival de Radio-France et de Montpellier.  
— Communication.

## ÉCONOMIE

20 Les prix du pétrole retrouvent leur niveau réel des années 50.  
— Les propositions de la commission de Bruxelles sur la recherche européenne.  
22 Affaires.

## SERVICES

Radio-télévision ..... 13  
Annonces classées ..... 15-16  
Météorologie ..... 13  
Mots croisés ..... 13  
Loto ..... 14  
Carnet ..... 14  
Mode ..... 14  
Programme des spectacles ..... 12

## Le sommet de l'OUA

## Les pays occidentaux condamnés pour leur collaboration avec Pretoria

Les chefs d'Etat africains réunis à Addis-Abeba pour le vingtième sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), qui s'ouvre ce lundi 28 juillet, devront se prononcer sur des résolutions condamnant les pays occidentaux pour leur attitude à l'égard de l'Afrique du Sud. Le conseil des ministres de l'Organisation panafricaine, en effet, adopté dimanche une série de résolutions sur l'Afrique australe dont l'une, malgré les réserves du Zaïre et de la Côte-d'Ivoire, condamne les gouvernements ouest-allemand, français, britannique, américain et israélien pour leur « collaboration dans les domaines économique et nucléaire avec le régime de Pretoria ».

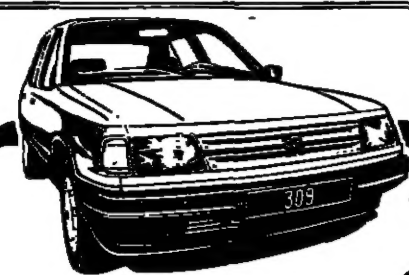
Certains pays africains demandent que le Conseil de sécurité de l'ONU se réunisse pour adopter des sanctions obligatoires contre Pretoria. Le vingt-deuxième sommet de l'OUA sera, d'autre part, marqué par le retour du Zaïre, qui, à l'occasion du vingtième sommet, avait suspendu sa participation par « solidarité » avec le Maroc, hostile à l'entrée de la RASD (République arabe sahraïenne démocratique) au sein de l'Organisation panafricaine.

(Lire page 3, l'article de LAURENT ZECCHINI.)

Les divergences entre la reine et M<sup>re</sup> Thatcher

## Démenti du secrétariat de Buckingham

Dans une lettre publiée par le Times de ce lundi 28 juillet, Sir William Heseltine, secrétaire privé de la reine Elizabeth II, fait une mise au point sur les rumeurs de désaccords entre le Palais et le 10, Downing Street à propos des sanctions contre l'Afrique du Sud (le Monde des 27-28 juillet). Après avoir noté que la souveraine avait « le droit et le devoir de conseiller, d'encourager et de prévenir le gouvernement », le secrétaire privé affirme : « Il est absurde de penser que Sa Majesté ait pu soudainement se départir de son adhésion aux principes constitutionnels qu'elle a appliqués sans faille depuis trente-quatre ans... Ces derniers lui font obligation de garder sous le sceau de la confiance le contenu des échanges qu'elle peut avoir avec le premier ministre ».



Plus vite, moins cher!

## VENTE A PRIX EXCEPTIONNELS

### FINS DE SÉRIES 1986

- 3. 205 GR (gris futura, bordeaux, bleu topaze).
- 2. 205 XAD (beige antilope).
- 3. 309 GR 65 ch. (blanc, gris futura, bleu ming).
- 3. 309 Profil (brun, gris futura, bleu ming).
- 3. 309 GT (gris futura, brun, gris winchester).
- 3. 305 GR (gris winchester).

Ne commandez pas votre nouvelle voiture sans nous avoir téléphoné!

PEUGEOT

NEUBAUER

4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.34.34  
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

## LIBAN : après la libération du Père Jenco

## Un otage américain lance un appel à la négociation

Le prêtre américain Martin Lawrence Jenco, libéré samedi 26 juillet après dix-neuf mois de détention au Liban par l'organisation pro-iranienne Djihad islamique, est arrivé le dimanche après-midi 27 juillet sur la base de Francfort (RFA) où la communauté américaine lui a réservé un accueil ému.

Libéré samedi matin, le Père Jenco avait été remis aux autorités syriennes et accueilli à Damas par le chef de la diplomatie syrienne, M. Farouk al-Chareh, en présence de l'ambassadeur des États-Unis en Syrie, M. William Eagleton. M<sup>re</sup> Peggy Say, sœur d'un autre otage américain, M. Terry Anderson, directeur du bureau régional de l'Agence de presse américaine Associated Press, enlevé le 16 mars 1985 à Beyrouth-Ouest, était également venue attendre le Père Jenco.

La libération du pasteur Jenco a coïncidé avec un bref séjour à Damas de M. Terry Waite, émissaire de l'archevêque de Cantorbéry, qui était venu à trois reprises, en 1985, au Liban, où il est entré en contact avec les ravisseurs des otages américains détenus dans ce pays.

Venant du Liban par la route, M. Terry Waite était arrivé, samedi, en Syrie, aussitôt après l'annonce de la libération du Père Jenco. Il en est reparti dimanche, à bord de l'avion qui a convoyé à Francfort le Père Jenco, directeur du Secours catholique au Liban, enlevé le 8 janvier 1985 dans le secteur à majorité musulmane de Beyrouth.

M. Waite avait réussi, en novembre et décembre derniers, à entrer en contact avec l'organisation clandestine du Djihad islamique. Il avait refusé de dévoiler l'identité des deux cents hommes avaient été enrôlés et massacrés par les Indiens ou de Fort-Alamo (groupe de patriotes texans exterminés par les Mexicains), et attend que les secours arrivent. « Vous savez quel a été leur sort, priez pour que le nôtre soit plus heureux », ajoutait-il avant de lancer au peuple américain : « Peut-être pourriez-vous faire quelque chose pour aider à notre libération ».

Selon le Père Jenco, cité par les chaînes américaines, ce message a été enregistré vendredi.

Après la libération du Père Martin Lawrence Jenco, le président Ronald Reagan avait déclaré, samedi, qu'il était « content », mais qu'il ne serait pas « satisfait tant que tous les otages — quelle que

soit leur nationalité — ne seront pas libérés ». Il avait ajouté qu'il tenait les « ravisseurs et ceux qui les soutiennent comme responsables de la sécurité des otages américains restants ».

Dimanche soir, la Maison Blanche n'avait pas encore fait de commentaire sur l'enregistrement vidéo de M. David Jacobson demandant à l'administration d'agir et à la population américaine de faire pression sur elle.

Outre MM. David Jacobson et Thomas Sutherland, deux Américains sont encore retenus en otages au Liban : Terry Anderson, trentehuit ans, directeur du bureau régional pour le Moyen-Orient de l'Agence américaine Associated Press, et William Buckley, un conseiller de l'ambassade des États-Unis à Beyrouth dont l'exécution avait été annoncée à la fin de l'année dernière, mais dont le corps n'a jamais été retrouvé. Sept Français, deux Britanniques, un Irlandais, un Sud-Coréen, un Italien sont d'autre part toujours détenus. — (AFP.)

« Mes geôliers me disent que [la libération du Père Jenco] est leur dernier geste de bonne volonté, et que nous serons tués plutôt que d'être libérés si le gouvernement ne négocie pas tout de suite », explique M. Jacobson, qui était directeur de l'hôpital de l'université américaine de Beyrouth.

L'otage, qui s'exprime pendant sept minutes assis devant un mur blanc et qui parle devant un micro posé sur une table, estime que le président Ronald Reagan est « asservi au principe politique selon lequel les États-Unis ne négocient pas avec les terroristes ». « Souvenez-vous simplement, ajoute-t-il, que celui qui est considéré par certains comme un terroriste est un combattant de la liberté pour d'autres ».

M. Jacobson, dont la voix s'élève parfois, critique la « diplomatie discrète » et espère que le gouvernement « n'a pas menti » à sa famille.

Il s'excuse aussi auprès des siens et du peuple américain s'il donne l'impression de se sentir « comme un homme de Custer (général dont les deux cents hommes avaient été encerclés et massacrés par les Indiens) ou de Fort-Alamo (groupe de patriotes texans exterminés par les Mexicains), et attend que les secours arrivent ». « Vous savez quel a été leur sort, priez pour que le nôtre soit plus heureux », ajoutait-il avant de lancer au peuple américain : « Peut-être pourriez-vous faire quelque chose pour aider à notre libération ».

Selon le Père Jenco, cité par les chaînes américaines, ce message a été enregistré vendredi.

Après la libération du Père Martin Lawrence Jenco, le président Ronald Reagan avait déclaré, samedi, qu'il était « content », mais qu'il ne serait pas « satisfait tant que tous les otages — quelle que

## A Beyrouth-Est

## Un attentat à la voiture piégée fait 32 morts et 140 blessés

BEYROUTH de notre correspondant

Une voiture piégée a explosé ce lundi matin 28 juillet à Ain-El-Rammaneh, quartier populaire du secteur chrétien de Beyrouth, faisant, selon un bilan encore provisoire, trente-deux morts et cent quarante blessés.

Après le choc de l'attentat contre l'autobus de l'université américaine le 19 juillet (quatre morts, trois blessés), l'explosion d'Ain-El-Rammaneh est venue rappeler que, malgré le relatif répit sur le terrain, la crise libanaise n'est pas dans une phase de pause mais d'activation. La veille, la ligne de démarcation de Beyrouth, elle-même en sommeil, s'était brusquement réouverte, les bombardements avaient atteint les quartiers résidentiels, faisant quatre morts (tous à Beyrouth-Ouest) et trente-huit blessés (vingt-sept à Beyrouth-Ouest et onze à Beyrouth-Est).

L'explosion d'Ain-El-Rammaneh s'est produite, une fois de plus, à l'heure de grande affluence. Une gigantesque colonne de fumées, sept immeubles en flammes où sont censés des survivants — immeubles qui s'effondrent sous les yeux des pompiers impuissants, des ruelles encombrées où s'agitent dans tous les sens rescapés hagards et secourus, le spectacle est malheureusement toujours le même.

Tandis que Beyrouth-Est vit ce lundi les affres de cette énième explosion, Beyrouth-Ouest attend l'extension du plan de sécurité syrien à la banlieue sud, un mois après que les soldats de Damas eurent fait une répartition limitée mais musclée dans le secteur musulman de la ville, y imposant un répit apprécié.

LUCIEN GEORGE.

## Sur le vif

## Les dessous du kilt

Quels petits cachottiers, ces Écossais. Vous le savez, vous, qu'ils sortent à poil sous leur kilt ? Non, hein ! Moi non plus. C'est marrant, d'ailleurs, voilà des siècles qu'on en voit un, on ne pense qu'à ça : il en a ou pas ? Et si oui, c'est quoi ? Un slip ou un caleçon ? Le sexe des anges, aujourd'hui, tout le monde s'en fout. Tandis que celui des Écossais, à l'air libre ou sous abri, l'énigme persistait, obsédante, tarabiscotée.

On est là à gaeuler : Ouais, les satellites, le câble, la communication de masse, à quoi ça sert ? L'information en circule pas.

On ignore toujours les dessous de la politique et les horreurs perpétrées dans les masques des prisons. Comment peut-on balancer des iniques perilles ? C'est quand même grâce aux médias que le secret le mieux gardé de la planète a pu enfin être perçé.

Ce sont les photographes plantés devant la tribune d'honneur où trônait, aux Écossais, à côté du prince et de la princesse de Galles, un vicomte écossais, assis jambes écartées,

en kilt et en chaussettes, qui ont fixé, en le dévoilant, ce lancinant mystère. Ils se sont gondoilés, Charles a demandé pourquoi, il l'a dit à Diana. Le fou rire l'a prise, et c'est comme ça qu'on a su le fin fond des choses.

Les Écossais n'ont pas besoin de rien pour leur tenir chaud. Seules les races inférieures se mettent des couettes, a déclaré fièrement, à cette occasion, un chanteur folk. A l'armée, le port d'un sous-vêtement est formellement interdit. Et les consorts doivent marcher au-dessus d'un merle pour prouver qu'ils respectent le règlement. Du coup la presse populaire anglaise se demande si la famille royale, très portée sur le kilt, pousse aussi loin le respect des traditions.

Tiens, à propos, et l'épreuve de la chaise percée à laquelle on a soumis le Saint-Père après l'élection de la papesse Jeanne, qu'est-ce qu'elle est devenue ? Elle était d'une élocution simplifiée. Un cardinal venait constater la virilité du souverain pontife et s'écriait haut et fort :

Duas habet et bene pendentes.

CLAUDE SARRAUTE.

## Au Carrefour du développement

## « L'affaire Chalié »

« L'affaire Chalié » : M. Laurent Fabius a donné le ton, samedi, de la contre-attaque socialiste en préférant cette expression à celle d'« affaire du Carrefour du développement ». La nuance n'est pas sans signification. Bien que certains de ses membres aient été mis en cause très directement, l'état-major du PS entend continuer à voir dans cette histoire, qui, selon M. Lionel Jospin, « ne concerne en rien le Parti socialiste », une regrettable affaire de malversations commises par un chef de cabinet ayant abusé de la confiance de son ministre.

Il ne faudrait donc pas que laquelle puisse prendre prétexte de la légèreté — pour le moins — dont a fait preuve M. Christian Nucci dans le fonctionnement de son ministère pour mêler, comme l'a fait M. Chalié dans son interview au Figaro Magazine, l'Élysée à cette affaire. Le jour même où la présidence a dû confirmer que M. François Mitter-

rand avait reçu M. Chalié le 15 avril, MM. Jospin et Fabius sont donc « montés au créneau » pour rappeler que la justice doit « faire son travail ». C'est exactement le message présidentiel depuis le début de l'affaire. M. Mitterrand, a encore affirmé récemment le ministre de la coopération M. Michel Aurillac, souhaite que « la justice passe ».

Du côté de la majorité, les déclarations publiques vont dans le même sens. M. Jacques Toubon s'est ainsi gardé de tout commentaire virulent, invitant à « attendre les résultats de l'instruction ». M. Aurillac a estimé de son côté que l'interview de M. Chalié n'apportait « rien de nouveau » par rapport à la lettre que lui avait adressée l'ancien chef de cabinet, si ce n'est, a-t-il ajouté, « la détermination de M. Chalié à mettre en cause M. Guy Penne et M. Christian Nucci et à minimiser l'ampleur des détournements de fonds qui peuvent avoir eu lieu ».

En fait, il suffit à la majorité de laisser se développer un scandale qui lui a été apporté sur un plateau au lendemain du 16 mars, et si celui-ci dure le temps de la cohabitation, elle ne s'en plaindrait sans doute pas.

L'enquête de la PJ est suivie de très près au ministère de la coopération et au ministère de l'intérieur, mais les responsables évitent soigneusement tout propos polémique. Pas fâchés tout ce même d'en remonter à ces socialistes qui se targuaient dans leur gestion d'une « certaine retenue sur un plan moral » pour se différencier de la droite (interview de M. Laurent Fabius dans le Monde du 4 septembre 1985).

Volontairement ou non, M. Chalié donne à la majorité un sérieux coup de pouce avec ses interventions soigneusement orchestrées. A-t-il d'autres révélations en réserve ?

M. Aurillac semble presque le suggérer lorsqu'il juge « évident que l'ancien chef de cabinet de M. Nucci s'est bien gardé de dire tout ce qu'il sait, car il explique beaucoup moins de la moitié des détournements effectués ».

## « L'espèce de pacte de non-agression »

La majorité, sur ce terrain, entend jouer la prudence. Il ne faudrait pas que cette affaire puisse entamer le crédit de la politique africaine de la France. Déjà le Tchad, par la voix de M. Hissène Habré, et le Burundi, où a eu lieu le sommet franco-africain de 1984, deux pays cités dans l'affaire, ont déposé toute responsabilité.

Mais, sur le plan strictement français, l'attitude de la majorité est suivie de près par sa fraction anticoba-

Le numéro du « Monde » daté 27-28 juillet 1986 a été tiré à 439 450 exemplaires

A B C D F G H

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15-91-77 + ISLM

## BOURSE DE PARIS

Matinée du 28 juillet

## L'ordinateur ne répond plus

Une fois de plus, l'ordinateur de la Chambre syndicale ne répondait plus lundi matin 28 juillet. D'après les avis recueillis auprès des spécialistes, la tendance était ferme. Il faut s'en contenter. Le terminal ne renvoyait que quelques hausses collectées en séance : BSN (+4,6 %), Accor (+2,2 %), Club Méditerranée (+1,7 %), Bouygues (+1,5 %), Bongrain (+1,5 %), Sogelabo (+1,3 %), Havas (+0,8 %).

## Le Monde

PUBLICITÉ LITTÉRAIRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4356

Le

Nouveau plan d pour l'économie

Le Luxe

Quels médicaments

مكتبة الامم المتحدة